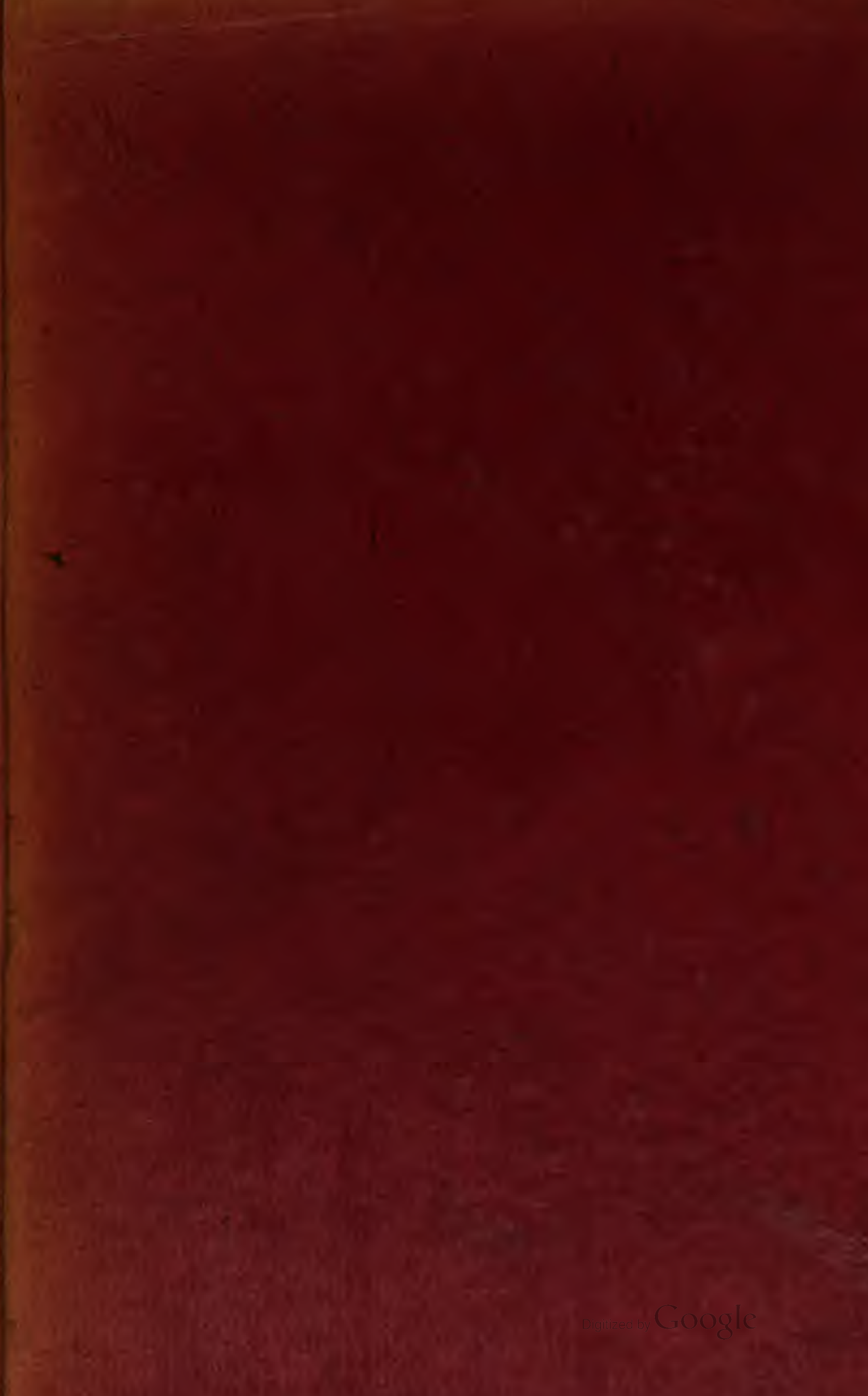
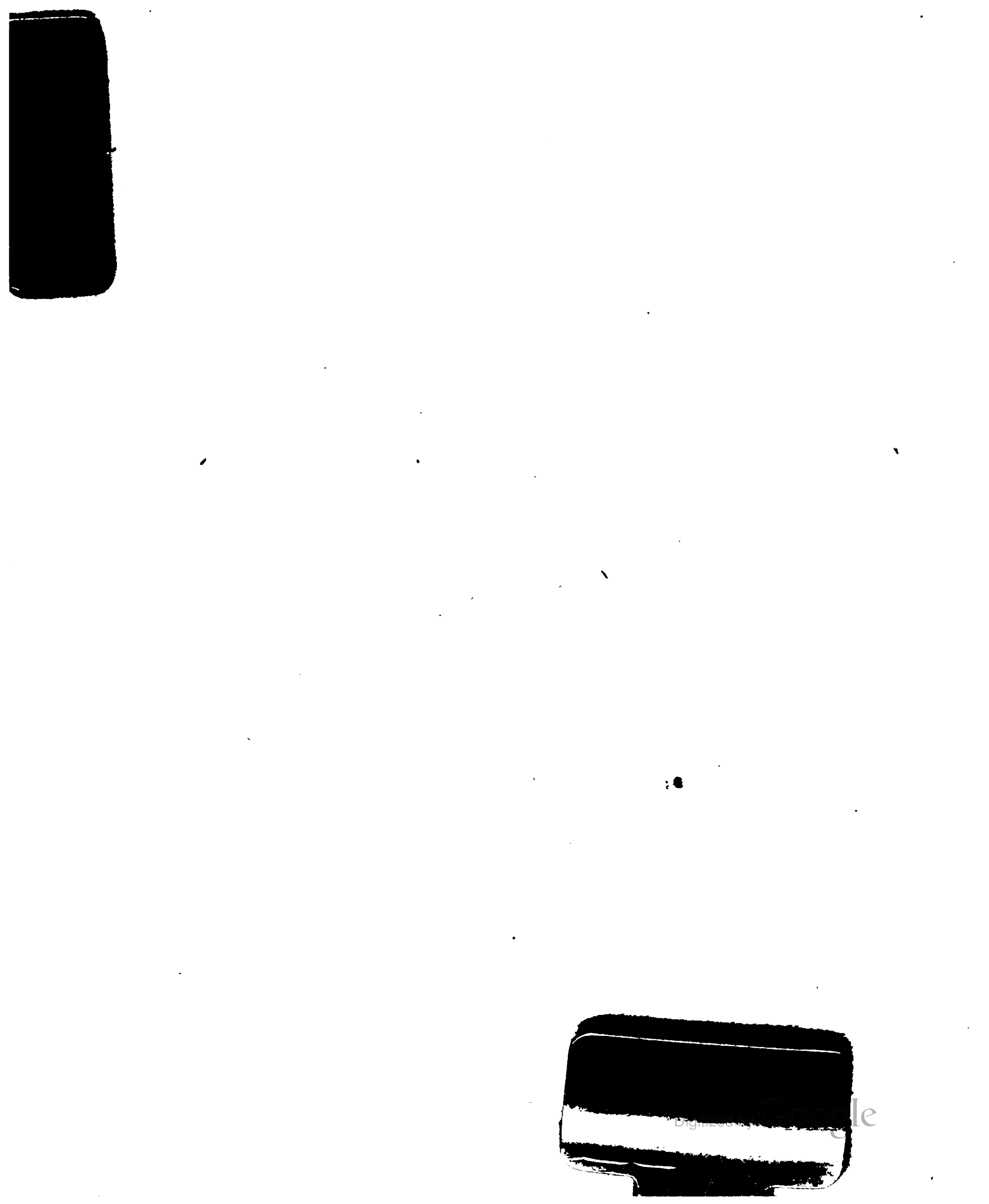




HISTOIRE

DE L'ESPRIT PUBLIC

EN FRANCE.

Imp. de SCHNEIDER et LANGRAND, rue d'Erfurth, 1.

HISTOIRE

DE

L'ESPRIT PUBLIC

EN FRANCE, DEPUIS 1789 :

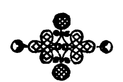
DES CAUSES

DE SON ALTÉRATION ET DE SA DECADENCE ;

PAR

ALEXIS DUMESNIL.

Deuxième Édition.



PARIS,

PAGNERRE, ÉDITEUR,

RUE DE SEINE, 14 BIS.

1840

HISTOIRE

DE

L'ESPRIT PUBLIC EN FRANCE

Depuis 1789.

CHAPITRE PREMIER.

Le scepticisme et l'immoralité de la cour, première cause du mal. — Des philosophes. — Des états généraux et de la Constituante. — La Convention ouvre à toutes les théories une arène sanglante. — Transformation des sectes philosophiques en partis ou factions. — Le 9 thermidor fait passer le pouvoir entre les mains des voleurs.— Du Directoire. — De Bonaparte. — Un malheureux essai de liberté n'aboutit qu'à nous donner le régime impérial. — De l'état de l'esprit public.

—

Quelque faible espérance qu'on en puisse concevoir, je ne sais aujourd'hui rien de plus nécessaire à ma patrie que de lui dire la vérité. Ce que l'on doit considérer comme une obligation dans tous les temps devient

particulièrement un devoir lorsqu'il n'y a plus que cette manière de servir l'État. L'essentiel, si l'on veut que la France s'arrête sur le bord de l'abîme, est de lui montrer par quelle route elle y a été conduite. Il faut développer à ses yeux la longue chaîne de ses erreurs, en marquer la liaison et les rapports intimes, en suivre, pour ainsi parler, la généalogie, jusqu'à ce que cette malheureuse France s'épouvante elle-même de sa corruption. On ne connaît le mal d'une manière utile que lorsqu'on en découvre la source, ou que du moins l'on remonte assez loin pour en voir éclater les premiers symptômes. Aussi est-ce pour remplir avec moi-même un devoir de conscience que j'ai voulu reprendre les choses de plus haut, et jeter un regard en arrière jusque sur les dernières années de ce dix-huitième siècle sur lequel on a tant écrit et tant parlé.

Ce fut cette époque brillante, parée de

toutes les grâces de l'esprit et du goût, mais par malheur avide de sophismes, sceptique et railleuse, qui porta en France les premiers coups à l'esprit public. Il faut accuser surtout du désordre les grands et les princes, dont la vie se passait à flétrir les anciennes mœurs, à se moquer de leur propre grandeur. La cour, en mettant à la mode le vice et le scandale, trouva bientôt des gens plus habiles qu'elle pour en répandre le poison. Elle n'avait cherché qu'à se donner des airs d'esprit fort; mais l'esprit de licence gagne les philosophes et la philosophie; et de ce moment il semble que nos plus grands écrivains n'aient d'autre mission que de renverser les règles et les principes qui doivent éternellement servir de base à la société. Tandis que les uns déclarent audacieusement la guerre au christianisme, d'autres vont encore plus loin et imaginent cette désolante doctrine qui confond la vertu même avec les vils

calculs de l'intérêt. Fiers d'étonner le monde par des paradoxes, ils ne se servent de leur génie que pour jeter partout le trouble et l'inquiétude, pour amasser des tempêtes à l'horizon, et nous laisser plus tard en proie à des passions sans frein et sans pudeur.

Cependant, lorsque les états généraux allaient s'assembler pour la dernière fois, on trouve encore une raison et des lumières que n'avaient pu gâter les mauvaises doctrines. Tous les cahiers de ce temps demandent avec ardeur la réforme des abus; tous renferment également de grandes vérités et d'admirables conseils. Il n'y eut dans les provinces qu'une seule et même pensée; et peut-être la France ne vit-elle jamais tant d'hommes de bien et de génie élever ensemble la voix pour assurer son bonheur et sa gloire. Mais ce devait être pour nous le terme des vertus et de la grandeur. C'était comme un dernier effort

de cet esprit public qui, se manifestant encore avec éclat à la Constituante, finit par ne pouvoir plus se faire entendre au milieu des vicissitudes d'une révolution ; qu'il ne devait appartenir qu'à lui seul de diriger et d'accomplir.

La Convention le méprise et brave son salutaire empire. Alors commencent entre les partis des combats à mort, des guerres d'assassinat et d'échafaud. La terreur est au comble ; de toutes parts on proscrit, on égorge : non sans doute que le bonheur du peuple l'exige, mais parce qu'il n'est plus possible aux réformateurs de s'entendre. Chaque faction qui désole la France représente une idée nouvelle, et combat sous le drapeau de quelque secte philosophique. Ici c'est Voltaire qui succombe avec les Girondins, dont l'esprit léger ne va point au delà des petits emportements du patriarche de Ferney ; là c'est Rousseau qui triomphe avec le Comité de salut

public des abominables doctrines de d'Holbach ou de Diderot, défendues par les *Cordeliers*. Plus tard, Robespierre lui-même tombe sous les coups que frappe Helvétius par la main des hommes d'égoïsme, athées ou matérialistes.

En effet, on ne lui pardonna jamais d'avoir osé célébrer la fête de l'Être suprême. Sa chute date du jour où il prétendit mettre un frein au despotisme sauvage de la Commune et réprimer ses orgies toutes païennes. La mort de Robespierre, loin d'être une expiation, ne servit qu'à faire triompher l'école sceptique. Elle laissa paisible maîtresse du champ de bataille cette odieuse faction des *immoraux*, qui depuis lors a grandi sous tous les pouvoirs et prend maintenant possession de la France au nom du gouvernement représentatif.

S'il était vrai que le 9 thermidor se fût fait, comme on l'a dit, sous les auspices de l'opinion publique, pense-t-on que dans

la suite on aurait vu les ignobles débris de la Convention nationale vanter encore les bienfaits de la terreur et transporter au Panthéon les restes mêmes de Marat ?

Le Directoire ne se montre moins cruel et moins persécuteur que parce qu'il veut substituer à l'échafaud le principe de la corruption. De ce moment, la liberté n'est plus pour la bourgeoisie que le droit de se parer à son tour des vices et des vanités qui avaient été le partage des grands seigneurs. Les vœux des *thermidoriens* sont accomplis : le pillage, le vol, la trahison marchent tête levée. De vils intrigants, des aventuriers, quelques femmes perdues de réputation forment ce qu'on appelle la société. Un journaliste, Poncelin, je crois, s'avise de trancher quelque peu du tribun. Quatre hommes le saisissent en pleine rue, lui bandent les yeux, et l'amènent au palais du Luxembourg, où Barras le fait mettre nu

et battre de verges : voilà le pouvoir de ce temps. Il est à remarquer, du reste, que cette longue terreur qui avait glacé d'épouvante la France entière, que ces horribles supplices de 93, ou infligés aux honnêtes gens ou hors de proportion avec les crimes, durent commencer dès lors à altérer le caractère national, en le façonnant au joug de la plus odieuse servitude.

Ainsi la place se trouvait toute faite déjà pour le premier ambitieux qui saurait tirer parti de nos malheurs. Mais une telle place ne reste pas longtemps vide. Bonaparte s'en saisit; et toutes les opinions, toutes les croyances viennent se briser contre sa politique, c'est-à-dire contre sa propre ambition qu'il donne pour l'esprit public. Et la malheureuse France, après avoir vu le pouvoir se transmettre toujours à un plus petit nombre d'hommes, passer successivement de la Convention au Comité de salut public, puis à cinq directeurs, puis

à trois consuls, applaudit enfin à l'usurpation d'un chef unique.

Bonaparte étend la main sur tous les pouvoirs, dicte lui-même les lois, détruit ou renouvelle chaque jour nos institutions, jusqu'à ce qu'elles ne soient plus que l'empreinte avilie de sa volonté. Il devient la providence de l'État, il en fait la destinée. Si bien que, comme on voit s'évanouir un songe, la France en un instant semble avoir oublié toute sa colère contre les rois pour ne s'occuper plus que de la gloire d'un homme. Cet homme veut la pourpre, on la lui donne; il veut une noblesse autour de son trône, on lui en refait tout exprès une nouvelle. Le duc d'Enghien, le dernier rejeton du grand Condé, lui fait ombrage : on l'enlève en terre étrangère, on le vient égorger à ses pieds. Au dedans, quelques chefs du parti royaliste paraissent encore l'inquiéter : on leur envoie un sauf-conduit pour les assassiner

plus sûrement. Que l'exil entre dans ses desseins, on exile, on déporte; que les lettres de cachet sourient à sa politique, la France aussitôt se couvre de nouvelles bastilles. Les émotions du champ de bataille font, dit-on, le bonheur de sa vie; et, pour ne tromper point son attente, on lui vote chaque année tout le sang des Français. Sa famille est longue et quelque peu exigeante; elle veut qu'on l'établisse dignement; et, par bons procédés, frères et sœurs, beaux-frères et beaux-fils, nous leur conquérons à tous des trônes et des couronnes.

Les complaisances aveugles n'ont plus de bornes; une lâche vanité subjugue tous les esprits. Parmi ceux qui s'empressent à relever le trône, on distingue les bras robustes de nos farouches montagnards; on voit en première ligne figurer ces anciens complices de Danton et de Marat, dont la main sanglante dérobe aux tombeaux les

titres et les distinctions de leurs victimes. Toute grandeur leur convient; rien n'est à dédaigner de ce qui les sépare de leur première condition. Ils singent maintenant la monarchie, comme ils avaient singé la république et l'égalité. Bonaparte donne le signal des travestissements : il change de nom le premier, et c'est aussitôt à qui en changera autour de lui. Tout le monde veut être haut et puissant seigneur; tout le monde, dans ce grand baptême féodal, emprunte à l'Europe des noms de villes ou de provinces. Et la France, un beau jour, compte parmi ses enfants régénérés des ducs de Dalmatie, de Montebello, de Raguse, d'Otrante; des princes d'Eckmülh, d'Essling, de Ponte-Corvo. Titres fastueux! noms superbes! dont quelques-uns peuvent bien rappeler de brillants souvenirs, mais qui n'en sont pas moins une flétrissure au caractère de la nation.

On ne cesse d'invoquer les exemples d'un autre âge; on cite à tout propos l'origine de nos anciennes maisons et les grands fiefs distribués aux plus vaillants capitaines. Mais ces capitaines faisaient leur métier de conquérants : sans doute qu'ils n'avaient pas commencé par porter le bonnet rouge, qu'ils n'avaient pas d'abord tiré l'épée contre toutes les grandeurs aristocratiques, pour établir le règne de la liberté et de l'égalité. En un mot, leur haute fortune n'était point un désaveu formel de tous leurs principes et de tous leurs serments.

Cependant, il faut le dire, de toutes parts commençaient à arriver de misérables transfuges, las apparemment d'avoir une conscience. Dans le parti royaliste ce sont les grands seigneurs qui donnent l'exemple. Ils se précipitent dans les antichambres, ils volent au-devant de la séduction; et le faubourg Saint-Germain

perd chaque jour quelqu'un des siens, affriandé qu'il est par les clefs de chambellan et par de nouveaux titres et de nouvelles faveurs.

Comment excuserait-on cette connivence des partis les plus extrêmes, cette lâcheté d'opinions et de sentiments qui dément dix années de guerre civile pour accepter le joug d'un soldat ambitieux? Le moyen de pardonner à un peuple qui se met en guerre avec toute l'Europe pour la liberté, et qui ne sait point défendre ses institutions contre une main parricide! Ah! ce peuple, pour expier son aveugle admiration, n'a besoin désormais que de suivre l'étoile fatale de son nouveau maître. Que Napoléon se couronne de la gloire des conquérants et marche de triomphe en triomphe, il ne restera de son vaste empire que le retentissement d'un vain nom, et le souvenir douloureux de ce que nous

ont coûté tant de royaumes ou de provinces rassemblés à la hâte.

Bien que le cœur saigne encore de tant de revers, on pourrait néanmoins se consoler de la chute rapide du trône impérial, si ce trône, en s'écroulant, n'eût comme entraîné la France dans sa ruine, et mis à découvert les plaies profondes de notre état social. Je ne connais, en effet, rien de si affligeant que ce qui suivit ou précéda l'abdication de l'empire. Quels fauteurs de tyrannie osèrent jamais à ce point dévoiler la bassesse de leur âme! Où trouve-t-on des favoris plus ingrats, des complices plus lâchement perfides? Vous savez quelle fut alors la fidélité des grands corps de l'État; vous savez aussi ce que firent les chefs de nos armées. Ceux qui avaient tant de fois déjà trahi la liberté ne virent dans le comble de nos calamités qu'un nouveau moyen d'augmenter leur fortune: prince, soldats, nation, tout fut vendu

comme un vil bétail. C'est que l'empereur ne parlait aux hommes que le langage de l'égoïsme ; c'est qu'il n'avait su malheureusement éveiller autour de lui que des sentiments d'orgueil, que de lâches et vils instincts ; et la Providence permit que ce prince, immoral artisan de nos désastres, recueillît d'abord le fruit de sa politique et portât la peine de son coupable aveuglement.

Sous son règne, l'esprit de servitude n'avait fait de si grands progrès que parce que l'on n'avait négligé aucun moyen d'intimider l'opinion publique [1]. Dans les

[1] Bonaparte a été si absolu dans son commandement, que l'on doit peut-être encore moins le haïr pour le mal qu'il a fait que pour le bien qu'il n'a pas voulu faire. Comment, par exemple, a-t-il pu recourir à ces mêmes moyens de corruption qui décèlent la faiblesse ou la lâcheté des gouvernements ? « Ce n'est pas, disait-il un « jour devant un de ses conseillers d'État de qui je le « tiens, ce n'est pas toujours par ce qu'on pense être l'in- « térêt d'un homme qu'il faut essayer de le prendre. « Attachez-vous plutôt à connaître sa passion du mo- « ment ; c'est essentiellement là le point vulnérable. »

Celui dont on voudrait aujourd'hui nous faire un

premières charges de l'empire figuraient encore les hommes de la république; et ces vieux instruments de la terreur prêtaient d'abord au prince l'appui de leur terrible expérience. Non-seulement ils renouvellent à son profit les formes expéditives de la justice révolutionnaire, non-seulement ils se servent de ces commissions militaires, de ces *tribunaux spéciaux,* dont les arrêts sont sans appel; mais ils trouvent dans les souvenirs mêmes de la faction *thermidorienne* un moyen encore plus puissant de corrompre l'esprit public. Ce sont les journaux qui font l'opinion; et les journaux, passés au crible de la police, ne laissent désormais entendre que la voix du pouvoir se louant lui-même et justifiant ses attentats. Les ouvrages que l'on réimprime, et même les livres de

Trajan ou un Marc-Aurèle comptait encore bien moins sur la puissance de son génie que sur les artifices d'une corruption qui ne respectait rien.

piété [1], n'échappent point à un indigne examen ou plutôt à une falsification réelle. On dénature les faits, on corrige l'opinion des écrivains, jusqu'à ce que la censure, pesant de tout son poids sur les lettres avilies, ne rencontre plus ni la trace d'une pensée ni l'ombre d'un sentiment. Toute tragédie où respire l'enthousiasme des vertus républicaines est soigneusement écartée du théâtre. La main de la police supprime des tirades entières de Corneille; elle refait les vers de Racine et de Voltaire qui sentiraient encore le Romain. Tel était le progrès des lumières sous le grand homme, et le degré de bonheur et de liberté dont jouissait alors la France.

Et cependant, quoique la patrie fût déjà si humiliée, de plus amères douleurs l'attendaient encore. Cet éclat m me des

[1] Ainsi l'on faisait des cartons au *Petit Carême* de Massillon, d'une éloquence trop sévère contre les grands, disait-on.

conquêtes, toute cette fumée de vaine gloire allait s'évanouir comme un songe, pour ne nous laisser plus apercevoir que les tristes marques de notre servitude. Ce fut surtout au moment où l'Europe en armes venait sous les murs de Paris prendre sa terrible revanche, que l'on put juger combien déjà l'esprit public avait perdu de sa vigueur et de sa résolution. Le peuple, dans l'état où on l'avait mis, ne crut point qu'il s'agît de sa cause, et ne jeta sur cette querelle de rois qu'un regard indifférent. Il trouva plus commode de s'en remettre du soin de le défendre à ceux-là même qui avaient usurpé le pouvoir ; fatale erreur ! confiance aveugle ! Si ce n'était pas le sort des peuples de toujours perdre la mémoire avec leur liberté, la France sans doute aurait un peu moins compté sur ceux qui la servaient. Elle se serait à bon droit défiée de ces cyniques tribuns de 93, que l'on avait vus tout aus-

sitôt reparaître en habits de cour et en manteaux de pourpre dans la grande parade monarchique de l'empire. Elle eût tenu pour gens de mauvaise foi, pour traîtres et perfides défenseurs, tous ces rois, tous ces princes, tous ces ducs, qui, depuis vingt ans, dans leur impertinente comédie, faisaient jouer à la nation le rôle de dupe et de victime.

CHAPITRE II.

Du retour de la maison de Bourbon. — Mauvaise foi du gouvernement. — La Restauration plus fatale aux mœurs que ne l'avaient été les fureurs de 93. — Elle détruit les dernières espérances des gens de bien.

—

L'esprit public est la conscience même des nations; c'est la voix de la patrie déterminant la règle de nos devoirs et de nos sentiments. Malheur au peuple qui laisse se briser ce noble frein : sa vie sociale n'est

plus désormais qu'un épouvantable chaos de doutes et d'incertitudes. Chaque jour il se jettera dans des routes nouvelles, chaque jour il changera de but et de système, jusqu'à ce que les propres principes de sa politique finissent par n'être plus à ses yeux qu'une affaire de mode ou de caprice.

Je n'en veux pour exemple que ce qui se passa à la chute de l'empire, que ce qui suivit ou accompagna le retour de la maison de Bourbon en France. Le choix de nos institutions fut dès lors abandonné au pouvoir, et le peuple ne parut s'occuper de la restauration que pour savoir de quelle façon il allait encore être dupe. Mais son incertitude ne devait-elle pas cesser à l'établissement de la charte, lorsque Louis XVIII nous faisait présent de la monarchie représentative avec son précieux mécanisme d'outre-mer? Pouvait-on s'abuser et sur le caractère d'un tel bienfait et sur les éloges que prodiguait à l'œuvre

du roi-législateur la faction impériale rajeunie? Le despotisme commençait à prendre la forme constitutionnelle; c'est apparemment tout ce qu'il fallait pour nous faire goûter le gouvernement de Louis XVIII, expression fidèle de son artificieuse lâcheté.

Sans doute ce prince ne se dissimula point la difficulté d'établir au milieu de nos lois démocratiques ce gouvernement de pondération qui exige avant tout le concours d'une riche et puissante noblesse. Sans doute il dut penser que l'on chercherait vainement en France l'ombre de cette majestueuse aristocratie dont l'indispensable contre-poids peut seul assurer le jeu de la constitution anglaise. Mais Louis XVIII, tout en comblant de nouvelles faveurs sa noblesse de cour, se serait bien gardé de lui rendre son influence, et n'eût voulu pour rien au monde qu'elle remontât au rang d'où l'avait fait descendre la révolution. Il lui fallait des simulacres de grands

seigneurs, mais non un corps politique dont l'éclat pût exciter sa défiance et sa jalousie. Par là s'explique le peu d'empressement qu'il mit d'abord à rétablir la pairie dans ses droits les plus importants. Il fallut que Napoléon dans les cent jours accordât à son sénat l'hérédité, pour qu'elle devînt, après le retour de Gand, un article fondamental de la constitution. Ainsi marche la politique dans un pays où les événements commandent sans cesse aux principes, et où l'opinion publique, incertaine et variable, se repose toujours sur le hasard de ce qu'elle devrait elle-même décider et conduire à bonne fin.

Ce qu'il importe surtout de faire connaître, ce qu'il faut que l'on sache comme vérité historique et comme enseignement de mœurs, c'est que l'atteinte la plus funeste que pût recevoir la cause de l'ordre et de la justice lui a été portée par la maison de Bourbon elle-même, par cette dy-

nastie légitime, dont on attendait de si grandes consolations. Ni la servitude au point où elle fut poussée sous l'empire, ni les cruautés, ni les profanations de la république n'avaient autant dégradé le caractère national que le firent les pieuses intrigues et les royales perfidies de la restauration. Les époques les plus malheureuses ont du moins ce privilége, qu'elles servent à raffermir la vertu des gens de bien : mais comment ne se pas décourager à la vue d'un hypocrite pouvoir qui, sous l'apparence de la droiture, trompe tout le monde, et envenime comme à plaisir les plaies qu'il venait fermer ? Il ne fallut rien moins que l'immoralité profonde de la puissance légitime, pour décrier la sainteté de sa cause. Du point de vue moral, la restauration l'emporte en mauvais exemples sur tous les régimes, même sur celui de la convention. C'est quelque chose de pire que le règne de la terreur : c'est l'abus du

bon droit, c'est une hypocrisie de justice et de beaux sentiments.

Ainsi l'on ne s'étonne point de voir cette même restauration, dupe des infamies dont elle ambitionnait le concours, rendre encore une fois à Napoléon les rênes de l'empire. Sa marche triomphale au retour de l'île d'Elbe est assez connue; et l'on sait comment Louis XVIII profita de la leçon des cent jours. La confusion qui était entrée dans les esprits ne fait qu'augmenter au moment où le prince remonte sur son trône. Ce duc d'Otrante, dont le nom se rattache à tant de crimes, ce Fouché des mitraillades et du 21 janvier, ce Fouché qui fit la police pour tous les pouvoirs contre toutes les opinions, Louis XVIII l'appelle au retour de Gand dans ses conseils. Il devient le ministre du monarque dont il avait envoyé le frère à l'échafaud; et c'est ce prêtre apostat que le trône charge alors de raffermir les mœurs, la religion

et la monarchie. Et comme s'il ne suffisait pas de cette publique diffamation de la couronne, le prince de Talleyrand lui-même reprend à la cour son rang et ses habitudes de grand seigneur; il rentre dans les bonnes grâces du souverain, dont l'eût à jamais dû éloigner le souvenir de sa vie passée et toute une carrière de trahisons et d'attentats. Si c'est là de la politique de roi, on doit convenir qu'elle fournit d'assez bonnes excuses à ceux qui ont le malheur de n'aimer point la monarchie. Ce sont de ces lâchetés qui bouleversent tous les sentiments d'une nation. A quoi bon, après tout, se battre pour des princes qui, dans la transmission de la tyrannie, ne se donnent même pas la peine de changer de complices? Une restauration annoncée comme la moralité de notre drame révolutionnaire, et qui n'en est qu'un acte nouveau de honte et de scandale, devait sans doute plus que tout le reste contribuer à

la décadence des mœurs et à la ruine de l'esprit public.

Nul sentiment d'honneur ne se fait d'ailleurs remarquer dans l'âme de ceux qui, par leurs dignités ou leur naissance, avaient charge de donner l'exemple. Vous trouvez au premier rang des hommes qui semblent n'être là que pour démentir la vertu de leur race et justifier le mépris dont ils sont devenus l'objet. Vous trouvez autour du trône des aventuriers de tous les régimes, des favoris de toutes les prostitutions, et, comme son principal ornement, cette bande de courtisans avides qui ne rapportent de l'exil que le savoir-faire d'une basse intrigue et l'impertinente audace de grands noms affamés. Telle est la restauration, cette restauration qui se dit fille de saint Louis, et tire de la régence tous ses exemples; cette restauration qui parle sans cesse de Henri IV, et ne rappelle à notre souvenir que la honte des Valois.

CHAPITRE III.

Louis XVIII. — Ce prince pousse jusqu'au cynisme son mépris pour la pudeur publique. — Stupide aveuglement. — Hypocrisie. — Rapacité. — Tous les principes de droiture et d'honneur sont foulés aux pieds par la royauté légitime.

—

Cependant la politique de Louis XVIII eut un moment les honneurs de la mode. On convint d'admirer la haute sagesse d'un prince qui venait sceller la paix entre les plus malhonnêtes gens de son royaume,

et se chargeait lui-même de prouver qu'il n'y avait rien de plus indifférent aux yeux du chef de l'État que la trahison ou la fidélité. On se prit d'un bel enthousiasme pour les raffinements de sa mauvaise foi, pour sa manière de tromper les plus habiles, pour cet immoral système de bascule qui consistait à se servir ou plutôt à se jouer de toutes les opinions. Et l'on trouva encore des éloges pour cette manie de bel esprit qui ne sut jamais épargner ni une épigramme à la vertu ni une insulte au dévoûement.

Mais ce n'était pas seulement dans l'intérieur de son palais, en versant à ses maréchaux le vin de Vermouth, que Louis XVIII aimait à tourner en ridicule les *puritains* de la république ou les hommes *bien pensants* de la Vendée, c'est-à-dire les seuls honnêtes gens qui conservassent une foi politique. Il avait fait toute sa vie profession d'insulter la religion des partis; et

l'on en trouve une nouvelle marque publique dans l'humiliante amnistie dont il flétrit à son retour de Gand ceux qui venaient de se dévouer à la cause royale. Or, ce fut sans doute encore par des motifs de compensation, et pour qu'un parti n'eût rien à envier à l'autre, qu'on le vit tout à coup donner comme pendant à cette sanglante ironie la condamnation du maréchal Ney, que tant de gloire recommandait à la clémence royale, et que devait protéger avant tout le traité de Paris, si lâchement méconnu.

A la vérité, Louis XVIII, pour diminuer l'horreur d'une pareille sentence, se défendait d'avoir signé la capitulation de Paris. Mais cette excuse, si mauvaise qu'elle soit, ne porte encore que sur une odieuse fourberie. Car, puisqu'il faut qu'on le sache, lorsque les alliés, après la défaite de Waterloo, menaçaient de détruire nos ponts et nos arcs de triomphe, ce fut par

une note écrite de la propre main du roi, et qui invoquait les clauses favorables de la capitulation, que se trouva paralysé leur mauvais dessein. Or, cette pièce qui renfermait une ratification formelle du traité et qui devait sauver la vie du maréchal, il ne s'agissait plus que de la présenter à ses juges, quand on apprit que par la faiblesse même de celui qui en avait fait usage, autant que par la perfide adresse de Louis XVIII, elle était déja rentrée dans les mains de son royal auteur[1]. Est-ce donc en recourant à de pareils moyens qu'un prince s'imagine donner l'exemple du profond respect que l'on doit à la morale publique, sans laquelle il n'y a ni rois, ni empires, ni nations?

Et comme si cette époque n'eût point

[1] C'est là, du reste, le fameux secret qui jadis a fait tant de bruit à la tribune, et dont certain député se plaisait à menacer la Restauration, quoique, dans l'intérêt de son propre honneur, il dût être lui-même peu jaloux de le divulguer.

amassé déjà assez de honte sur le trône, il faut qu'elle donne aussi le spectacle d'un monarque impotent joignant à la perversité naturelle de son caractère la perversité plus dégoûtante encore de ses mœurs. Louis XVIII, presque moribond, étale, au milieu de ses hideuses infirmités, le faste d'une débauche royale; et, croyant apparemment se venger de la nature en l'outrageant, il se plonge dans toutes les dissolutions, et fait revivre en lui ces vices infâmes qui souillèrent la couronne sur le front de Henri III. Du reste, même abus des choses saintes, même mélange de voluptés et de pratiques superstitieuses: femmes et mignons, complots et confréries sont encore là, et il ne manque au podagre monarque que de pouvoir suivre les processions et courir les rues avec de nouveaux flagellants. Arrêtez un moment vos regards sur la sacrilége dévotion de ce prince, et vous verrez avec

quelle facilité d'hypocrisie il sait tour à tour enrichir l'Église et doter ses favoris, dresser des autels expiatoires et bâtir des palais à ses maîtresses. Gros en peint les salons et les voluptueux boudoirs en même temps que la coupole de Sainte-Geneviève; et une Bible ornée de vignettes par Isabey fournit au prince l'heureuse occasion de couvrir de billets de banque les pieux dessins dont il a lui-même donné le sujet. Louis XVIII engloutit ainsi dans de honteuses prodigalités les trésors de l'État; et il laisse en ruines les villages de la Vendée; et il dénie à nos vieilles bandes de Wagram et d'Austerlitz le prix de leur sang versé sur le champ de bataille [1].

Cependant, il était réservé à la restaura-

[1] C'est un fait que M. de Blacas a emporté de France plus de vingt millions, et qu'une dame assez fameuse de ce temps-là en a reçu pour le moins une douzaine. Et cette femme touchait en outre une pension de 40,000 fr., tandis que l'on donnait à la veuve de Bonchamp 1500 fr., et 300 fr. à celle de Cathelineau.

tion d'aller encore plus loin, et de dépouiller jusqu'à la pensée révolutionnaire de ce qu'elle avait de grand et de noble. On ne demande pas mieux que de consacrer les violences et les spoliations de la révolution, pourvu que la révolution à son tour abjure ses intérêts moraux; c'est-à-dire les sentiments de patriotisme et de liberté qui peuvent seuls racheter le souvenir de tant de crimes et de malheurs. Tous les moyens sont pris dès lors pour tourner l'esprit de la nation vers les intérêts matériels. Pour lui donner le change, on la porte à l'agiotage, on l'excite à d'infâmes spéculations; on la fait avide, trompeuse, rampante. Or, cette politique ne pouvait être que celle de Louis XVIII, et c'est à sa cour aussi qu'il faut chercher les premiers exemples d'une cupidité effrénée qui entrait si bien dans les desseins du pouvoir et dans son odieux système de corruption et d'avilissement.

Jamais on ne vit partir de si haut le signal du pillage, ni la soif de l'or éclater dans des rangs si élevés. Tout devient occasion de fortune et source de richesses pour des hommes que ne guide plus le sentiment de l'honneur. Ils vendront indifféremment les charges, les distinctions, les récompenses; ils feront payer des droits à la prostitution, et s'assureront un revenu sur la ferme des jeux. Et le chef de l'État, touché des progrès de sa conciliante politique, pourra verser encore des larmes de joie en apprenant l'heureux accord qui règne entre les courtisans de l'ancien et du nouveau régime au partage des pots-de-vin et des gratifications de police [1].

[1] Un très-grand seigneur de l'ancien régime recevait d'un ministre favori de Louis XVIII, toujours en crainte de quelque disgrâce, 100,000 francs par an pour espionner le foyer royal. Et nous trouvons d'ailleurs des ducs et des généraux de l'Empire inscrits sur les listes secrètes des pensionnaires de la Restauration, et gratifiés de sommes énormes, Dieu sait à quel titre!

Nous ne pouvions manquer de recueillir bientôt les tristes fruits de cet esprit de rapine et de brigandage qui déshonorait le pouvoir ; et, en effet, c'est à la corruption même du cabinet de Louis XVIII qu'il faut rapporter la première cause de notre rupture avec le dey d'Alger, et par conséquent cette guerre affreuse qui depuis dix ans engloutit en Afrique le sang et les trésors de la France. A la vérité, ce fut sous Charles X que notre consul reçut du dey le coup d'éventail qui nous brouilla ; mais ce soufflet ne fut point donné sans motif, et depuis longtemps le gouvernement le méritait sur sa joue. Plus corsaires et plus pirates que les Barbaresques eux-mêmes, nos hommes d'État, après avoir d'abord essayé de tromper le dey sur l'évaluation des sommes que nous lui devions, finirent par se faire un cas de conscience de payer un infidèle, et trouvèrent qu'il valait mieux partager en bons chrétiens les millions

qu'on lui destinait. De là le premier mouvement de colère du dey, et pour nous la nécessité de le châtier.

Ce que l'on peut imaginer de plus infâme dans la vie de ces hommes cupides ne les empêchait pas toutefois de donner l'exemple, de se montrer gens pieux et bons dévots, de courir les processions et les prédicateurs. Ils savaient également mener de front les petites affaires de bourse et l'importante affaire du salut. Grands planteurs de croix, disciples zélés des missionnaires, ils délivraient eux-mêmes brevets d'orthodoxie et patentes de sainteté. Jamais on ne vit à la fois tant de scrupules de conscience et tant d'audace à se saisir de la fortune publique. C'était à qui ferait les plus longs jeûnes et obtiendrait les plus riches emplois; à qui ferait la plus humble génuflexion et parviendrait le plus vite aux honneurs. Et voilà comme la restauration cherchait à nous ramener à la

foi, et prétendait fermer en France l'abîme des révolutions!

C'est qu'il est aussi par trop révoltant de voir des hommes parler sans cesse d'une autre vie pour s'emparer plus commodément des biens de celle-ci. C'est que maintenant on ne saurait plus s'habituer à faire dépendre la fortune de l'État de cette race de grands seigneurs dégénérés, qui, perdant chaque jour de leur taille aristocratique, ont fini par n'être plus que des nains vaniteux et ridicules. Ne semblerait-il pas que Dieu lui-même, après les avoir autrefois placés au-dessus des peuples comme un ornement, ne leur ait voulu rendre dans ces derniers temps l'éclat des dignités que pour nous montrer ce que peut devenir la grandeur destituée de vertus et de sentiments.

Enfin, comme si elle craignait de n'arriver pas assez vite au chaos, la restauration étend jusque sur les lettres son sys-

tème corrupteur, et nous donne cette nouvelle école littéraire si bien dressée au mépris de la gloire nationale, si ingénieuse à dégrader l'art, si habile à avilir tous les sentiments. C'est, en effet, aux jours mêmes de l'invasion qu'il faut placer le berceau d'une école qui fit si longtemps trophée de nos désastres et de notre honte. On ne peut taire ses premiers chefs-d'œuvre, non plus que son origine. Il faut bien que l'on sache comment a grandi sur les genoux de la police, à l'ombre de sa puissante protection, cette bande d'écrivains mercenaires fêtés, pensionnés et décorés pour dépraver l'esprit et les mœurs.

L'influence de cette école a été prodigieuse. Du moment où elle paraît, le style se corrompt, la langue s'altère, les lettres perdent leur dignité. Toute une génération s'accorde à dédaigner les grands maîtres, à proscrire le noble et le beau, comme pour se donner le plaisir de retourner à l'en-

fance de l'art. C'est le vice dans toute sa grossièreté, c'est l'enflure et la bassesse du style, que l'on vient applaudir sur la scène où régnèrent Corneille et Racine. Et sans doute que cette rapide corruption du goût n'est pas un des symptômes les moins graves de notre décadence. Il faut que le caractère national se soit déjà bien effacé pour que l'on endure de pareilles profanations, pour qu'on les subisse sans paraître même s'en offenser. N'est-ce donc pas montrer clairement que l'ignorance et la sottise ont déjà forcé la main à l'opinion publique?

L'école romantique méconnaît un des plus magnifiques attributs de l'intelligence humaine, cette noble faculté de l'homme, par laquelle il sait encore rehausser de l'éclat de son génie les propres beautés de la nature. Elle ne fait aucun cas de la puissance créatrice de l'idéal, elle nie cette

verve du sublime qui enfante les belles actions comme les beaux vers, et imprime à toutes nos œuvres un caractère divin. Pour rester dans le vrai, l'école romantique veut que l'artiste copie servilement, entassant pêle-mêle tout ce qu'il rencontre sous sa main, bon ou mauvais, ignoble ou gracieux. Encore donne-t-elle la préférence à ce qui peut généralement révolter le goût et la raison. Ce serait un crime à ses yeux de croire qu'il nous ait été donné d'embellir par les prestiges de l'art cette riche et puissante nature, dont elle ne voit pas que notre imagination est encore la plus rare merveille.

Que notre époque s'attache à nier le beau idéal, je le conçois. La haute poésie, fille du ciel, ne s'allie guère aux misérables spéculations de l'intérêt. On perd toujours avec ses sentiments généreux la faculté de les exprimer dignement. Les mœurs, les

arts, le caractère, tout se tient dans une nation : il ne se fait de grandes choses qu'où l'esprit public veille sur le goût et l'empêche de s'éteindre.

CHAPITRE IV.

Le nouveau règne continue l'œuvre de corruption. — Même faiblesse et mêmes sottises. — Nouveaux symptômes de décadence. — Charles X tombe du trône, et paie le prix de toutes les lâchetés et de toutes les injustices que l'on a depuis quinze ans commises au nom de sa maison.

—

Sans doute le mal était extrême à la mort de Louis XVIII. Le règne de ce prince, comme un souffle malfaisant, avait desséché toutes les semences de la justice et porté la décomposition au cœur de

l'État. Tout annonçait déjà une de ces époques fatales où les nations sur le déclin de leur puissance sont toujours prêtes à embrasser des chimères et des folies. Et cependant, que faisait alors son dévot successeur? que faisait-il pour s'opposer au torrent de la corruption et sauver la France et sa propre couronne? Tandis que de toutes parts l'ordre social tremble sur ses fondements, Charles X s'occupe, lui, de pieuses controverses, de prières, de processions, donnant ensuite le reste de son temps à la chasse ou au jeu. Voilà comme il entend le pouvoir. Ce prince n'a jamais senti le prix d'une grande résolution, et croit apparemment qu'il en est du salut d'un empire comme du salut de l'âme. Eh! qu'importe à la France que cette dévotion soit sincère, si elle n'est point éclairée? Que lui importe que Charles X soit homme de bien et loyal chevalier, s'il ne se sert de la royauté que pour nourrir

d'avides courtisans, pour appeler des aventuriers à son conseil, et perdre enfin par sa sottise et sa légèreté ce souverain pouvoir que Louis XVIII n'avait maintenu que par l'infamie.

Ce prince, trop faible d'ailleurs pour dominer sa cour, n'était encore que l'aveugle instrument des mêmes hommes qui depuis si longtemps portaient malheur à la monarchie. Renfermé dans le cercle étroit d'une odieuse politique, il se trouve réduit à continuer l'œuvre immorale de la restauration, et doit jusqu'au bout subir les chances de sa destinée. Ce que son prédécesseur a commencé, il faut que Charles X l'achève; ce que renferme de honte et d'opprobre la succession de Louis XVIII, il faut que le nouveau roi l'accepte avec le trône et ses périls. Ce règne ne peut être, en un mot, que le complément funeste de toutes les iniquités du dernier règne.

Je ne saurais trouver Charles X plus excusable que son frère. Leur politique se ressemble trop pour que l'histoire puisse faire entre eux une grande différence. Les mêmes injustices, les mêmes lâchetés ont également marqué le cours de leur puissance. Un exemple entre mille autres me suffira. J'ai dit quelle part eut Louis XVIII à la condamnation du maréchal Ney; et cela n'étonnera plus quand on saura le peu d'importance que ce prince attachait au meurtre d'un de ses fidèles serviteurs de la Vendée, d'un de ses vieux généraux royalistes. Des personnes du premier rang avaient secrètement trempé pour de l'argent dans cet horrible forfait; et, comme elles n'avaient encore reçu qu'un à-compte de la police impériale, au retour des Bourbons le roi décide qu'on leur doit remettre la somme entière, et dit en propres termes à son ministre que c'est une dette comme une autre. Voilà pour Louis XVIII.

Mais, lorsque son frère monte ensuite sur le trône, on voit le promoteur même du crime, celui qui pour deux cent mille francs avait tendu le piége et négocié le meurtre, obtenir du nouveau monarque de nouvelles grâces et de nouveaux honneurs. Ainsi, des deux rois, l'un a fait payer l'assassinat, et l'autre a fait l'assassin grand cordon.

La cour, au milieu de ses bassesses, ne cherchait d'ailleurs qu'à gagner du temps. En se montrant pleine de respect pour les institutions, elle jouait une véritable comédie; de même à peu près que le parti constitutionnel, lorsqu'il couvrait ses propres machinations de l'éloge emphatique du monarque. Chaque faction déguisait ainsi le fond de sa pensée, ne laissant voir que le désir de défendre ce qu'elle travaillait sourdement à renverser. Or, le moyen que dans un pareil échange de mensonges et de fourberies, la conscience

publique ne fasse pas naufrage? Le moyen de croire encore à quelque chose, lorsqu'on ne saurait non plus se fier aux harangues du tribun qu'aux paternels discours du trône, non plus aux partisans des lumières qu'à ceux de la routine et du préjugé?

Oh! que cette époque fut admirablement choisie pour renouer les intrigues d'une faction vieillie dans l'apprentissage de la fourbe et de la trahison! Quel temps pour des hommes habiles à fomenter les troubles et les complots! L'opposition, en effet, sous l'apparence d'un inflexible patriotisme, ne s'occupait dans le fond que d'un changement de prince ou de dynastie; elle voulait pour la France la contre-partie de la révolution de 1688 en Angleterre. Le parti d'Orléans épiait les événements et suivait dans sa marche la restauration, comme il avait jadis côtoyé

la république [1] et l'empire; toujours prêt à sortir de son embuscade pour se jeter sur le pouvoir. Il savait à quel prix se font les

[1] « Tout ce qui regrettait l'ancien régime, tout ce qui « ne s'était lancé dans la carrière de la révolution que « pour arriver à un changement de dynastie, s'est ap- « pliqué, dès le commencement, à arrêter les progrès de « la morale publique ; car quelle différence y avait-il en- « tre les amis de d'Orléans et ceux de Louis XVI, si ce « n'est, de la part des premiers, peut-être un plus haut « degré de lâcheté et d'hypocrisie. » (*Rapport fait au nom du comité de salut public, par Maximilien Robespierre*, séance du 18 floréal, l'an deuxième de la république française.)

Voir les *Mémoires de Sénart*, tout le premier chapitre : « Il fallait à d'Orléans des partisans et des complices. Dès « lors il se créa une faction souvent attaquée, souvent « démembrée, mais encore existante, etc., etc. »

Voir encore les *Mémoires du comte de Vauban*, p. 195: « On lui (le comte de Puisaye) offrait de Paris des secours « et des moyens pour soutenir le parti (la Vendée), l'aug- « menter enfin des moyens assez considérables pour l'u- « tiliser, mais tout cela portait la condition de recevoir « M. le duc d'Orléans, que l'on voulait faire arriver parmi « nous. Le parti qui le soutenait était mené par les gens « qui alors étaient le plus en crédit, et pouvaient le plus « dans le gouvernement. »

Puis encore page 358 des mêmes Mémoires, dans une lettre écrite par M. de Vauban au comte d'Artois : « Mais après avoir annoncé à Monsieur des choses satisfaisantes, « je ne dois point lui cacher non plus celles qui sont au

révolutions de palais, et ce que peuvent y gagner les mœurs et la conscience publique; et il n'en persévérait pas moins dans une fatale complication de brigues et d'artificieuses pratiques qui devaient, en ruinant les principes, mettre l'intérêt personnel à la place de l'intérêt général.

« moins aussi essentielles. Il ne faut pas que Monsieur se « dissimule que la faction d'Orléans s'agite dans tous les « sens, qu'elle est renforcée par tout ce qui s'appelle « constitutionnel au monde; qu'elle acquiert de jour en « jour plus de consistance, etc., etc. »

Voir, pour les Cent Jours, les *Mémoires du duc de Rovigo;* voir aussi la lettre de M. le maréchal Grouchy, et l'*Extrait certifié* du rapport que faisait le maréchal Soult à l'empereur sur les menées de cette faction.

Voir enfin les *Mémoires de Peuchet*, archiviste de la police, en ce qui touche la conspiration orléaniste de Grenoble, et dont je ne cite ici que le début : « Dès la fin de « 1815, et aussitôt que M. Decaze eut été appelé au « ministère des finances, il commença d'exercer sur « Louis XVIII son système de fascination. . . . . « Le plan du nouveau ministre était simple : rendre « odieux Monsieur, représenter d'une part les vrais roya- » listes comme des conspirateurs tendant à provoquer « l'abdication de Sa Majesté au profit de son auguste « frère, de l'autre ériger les républicains et les orléanis- « tes, cachés sous le nom de constitutionnels, en seuls et « vrais amis de Louis XVIII et de la Charte, etc., etc.»

Certes nous avons été témoins de ce qu'il y a de plus avilissant pour le caractère d'une nation. On a vu des hommes qui ne se glissaient au pouvoir que pour y déposer des germes de révolte; qui ne lui donnaient des conseils et ne lui offraient leurs services que pour le faire mieux détester. On a vu partager les charges et les honneurs entre ceux qui avaient accepté le rôle de complices, entre des courtisans dont le dévouement d'emprunt n'attendait que le signal d'une honteuse défection. Et cependant rien n'était encore plus facile que de déjouer ce vaste complot, si bien formé qu'on le suppose. Il ne fallait qu'une politique ferme et loyale, qu'un prince qui sût faire son devoir et osât être juste pour tout le monde. Mais comme le gouvernement, au contraire, n'employait que des moyens odieux, la ruse et l'hypocrisie, c'était une chose naturelle que ceux qui prétendaient faire servir la corruption

à leurs desseins tombassent eux-mêmes dans le piége que leur tendait une plus savante ou plus profonde corruption.

Quelquefois la cour, à bout de sa patience, voulait effrayer par des exemples; et l'on sent que ceux qui avaient le plus d'intérêt à fasciner les esprits devaient être aussi ceux qui regardaient le moins à répandre le sang. Pour écarter toute défiance, de temps en temps ils amusaient le monarque avec de feintes conspirations qu'ils avaient toujours soin de punir d'une manière terrible. C'est ainsi que périrent Pleignier et Carbonneau, et les sergents de la Rochelle, et le malheureux Caron lui-même. Puis, comme dans l'affaire de Grenoble, si les traîtres qui de Paris dirigent le complot viennent à manquer leur coup, c'est encore leur main puissante qui conduit à l'échafaud les conjurés. Et, pour qu'il ne reste plus dans l'opinion publique que honte et douleur, on voit, au

milieu de ces scènes de carnage, d'anciens officiers de l'armée impériale descendre à l'office de bourreau, et se disputer le prix de la bassesse et les honneurs d'une lâche férocité.

C'est vers ce temps aussi qu'il faut placer les plus extravagantes théories de la presse sur le gouvernement constitutionnel, tous ces sophismes politiques dont on se servait alors pour embarrasser la cour. On ne songeait qu'à renverser, et tout moyen semblait bon pour réussir. Mais comment un parti qui se montrait si exigeant ne réfléchissait-il pas aux difficultés insurmontables qu'il créait pour l'avenir? Comment ne voyait-il pas qu'il se rendait à lui-même le gouvernement impossible? Tant de questions agitées dans un dessein perfide obscurcissaient d'ailleurs les lumières de la raison, et ne laissaient plus que des impressions confuses dans l'esprit du peuple. A force de se jouer des doctrines, à force

de remuer des principes pour les jeter à la tête du pouvoir, on devait nécessairement finir par les déraciner tous.

Ajoutons qu'il serait inouï que l'on n'eût point rencontré dans cette œuvre de destruction la même race d'hommes que les Bourbons avaient le plus comblée de grâces et de bienfaits. Une blessure faite à leur orgueil de grand seigneur, un refus qu'essuie leur insatiable avarice, décide de leur conversion et les porte à se jeter dans les voies libérales. Ils entrent dans l'opposition, non sans doute, comme ils le disent, pour obéir à leur conscience, mais pour forcer la main à un ministre, pour la forcer au roi lui-même, et l'obliger à payer leurs dettes ou à leur accorder de plus hautes dignités. Voilà ce qui fait que M. de Villèle, honteux du prix que mettent à leur fidélité ces prétendus soutiens du trône, las de l'humiliante alternative dans laquelle il se trouve, ou de payer leurs suffrages ou de

subir leurs clameurs intéressées, tâche enfin d'échapper par l'intervention des colléges électoraux à l'intolérable joug que lui veut imposer une aristocratie cupide. On sait quelle fut l'issue de cette tentative désespérée, que de basses intrigues et l'impuissance même de gouverner avaient rendue nécessaire.

Une révolution, en effet, semble dès lors imminente; et, selon toutes les présomptions, il était impossible qu'elle ne tournât pas d'abord à la ruine de ceux dont la Providence se montrait fatiguée de réparer les sottises; ce qui ne signifie pas que le peuple en dût être pour cela ni plus heureux ni plus habile à profiter des leçons de l'expérience. On s'attend à une crise, et chaque parti prépare ses armes, c'est-à-dire la trahison. C'est ici la cour qui se pare de la gloire d'Alger pour mieux accomplir ses funestes desseins; là c'est une faction qui, toujours rampant dans le

crime, s'approche du pouvoir à la faveur du meurtre et de l'incendie. Pour attirer les forces loin de Paris, on a mis d'abord le feu à toute une province.

La cour lève la première le masque et prétend faire un coup d'État, elle qui n'est pas même capable d'un coup de main. Au moment d'agir, tout le monde perd la tête. On fait dire une messe de la Vierge, et l'on oublie de signer l'ordre qui doit faire avancer les troupes; on demande sans cesse des conseils, et l'étiquette ne permet d'en suivre aucun. Tandis que l'autorité succombe dans les rues de Paris, tout est à Saint-Cloud confiance aveugle et fol espoir : au bruit de l'artillerie qui tonne, Charles X continue sa partie de whist, gagne deux robs et perd un royaume. Et cette maison de Bourbon, qui ne sait ni prévoir ni braver un péril, se sauvant d'une demeure royale dans l'autre, quitte

enfin la France sans avoir osé tirer du fourreau l'épée de Henri IV.

On ne cesse de répéter que les rois s'en vont. Mais à qui donc la faute? Quel implacable ennemi du trône pourrait se vanter de leur avoir fait plus de mal qu'ils ne s'en sont fait eux-mêmes? Ah! sans doute on peut dire la même chose des peuples; on peut dire aussi qu'ils s'en vont quand ils perdent leurs vertus et le sentiment de leur dignité.

CHAPITRE V.

Premiers temps qui suivent la révolution de juillet. — Cette révolution met le comble au désordre. — Redoublement de bassesse et d'infamie. — Sectes antisociales.

—

C'en est fait d'un empire où l'on ne sait plus conspirer que pour de vils intérêts : toutes les révolutions et les plus nobles efforts s'y font en pure perte ; il n'y a que l'égoïsme désormais qui profite

du dévouement. Quoi qu'il arrive, l'intrigue s'est arrangée pour recueillir le fruit de la victoire. On dresse des monuments aux martyrs de la foi politique, mais on se hâte d'ensevelir dans leur tombe la grande pensée qui avait armé leurs bras. Or n'est-ce pas ainsi que la révolution de juillet elle-même, pliée à d'odieuses combinaisons, a trouvé le moyen de renouer avec toutes les infamies? Elle n'a eu besoin que d'un peu de souplesse; il lui a suffi de changer le nom des abus pour les faire respecter. Par son influence tous les mensonges revivent, tous les priviléges rentrent en grâce; si l'on en excepte l'hérédité de cet ancien sénat que l'on a vu tant de fois se mutiler de ses propres mains, et consentir à toutes les humiliations pourvu qu'on lui laissât celle de vivre. Et ce qu'il y a de pire, c'est que, pendant que l'on joue cette comédie, le caractère national se dégrade; la colère du peuple,

détournée de son véritable but, s'épuise en bouffonnes vengeances, en pures scènes de carnaval. Je n'aime point à voir tomber dans le burlesque les témoignages de l'indignation publique, et l'insurrection se changer en vains spectacles.

Et cependant, que devinrent alors toutes les théories et les magnifiques promesses de nos publicistes du progrès? Que firent-ils de ces puissantes doctrines qu'ils tenaient en réserve depuis quinze ans? Après ce grand étalage de principes et de patriotisme, après avoir fait si longtemps la montre de leur conscience, ils trouvèrent enfin marchand et la vendirent. Ils doivent être satisfaits, ils marchent présentement à la tête de l'apostasie.

Ces hommes ne manquent pas d'une certaine dextérité dans les affaires, de cette dextérité du moins qui tient à leur caractère. Nous les avons vus à l'œuvre, nous savons ce qu'ils valent. Vous tenez déjà

sans doute pour un grand politique l'homme de juillet qui pour soulever l'Europe se chargea de répandre au delà de nos frontières les proscrits et les réfugiés de tous les pays. Mais vous l'admirerez bien plus encore lorsque vous saurez que, n'ayant d'autre dessein que de se faire auprès des cabinets étrangers un mérite de quelque officieuse délation, il leur donne secrètement avis de la tempête qu'il a lui-même excitée contre eux [1].

C'est bien encore un de ces habiles qui, faisant descendre la politique au rôle de vile entremetteuse, facilite lui-même une intrigue de galanterie où doit succomber une femme malheureuse et fugitive. Et comme celui-ci ne cherchait que le profit d'un grand scandale, il se réserve à faire arrêter la propre nièce de son souverain

[1] Plus tard le même personnage excitait sous main le parti républicain, pour effrayer la nation et se rendre de plus en plus nécessaire.

lorsque le temps sera venu de constater publiquement la faute et le déshonneur de cette princesse.

Sans doute l'antiquité, dans ses religieuses croyances, n'eût point attendu mieux d'une époque qui venait de s'ouvrir sous de si funestes auspices. Je veux parler de l'assassinat du dernier des Condé, de ce vieux duc de Bourbon que l'on prétend flétrir d'un suicide, et dont l'histoire se charge de nommer plus tard les meurtriers. De pareils crimes n'étonnent point dans les cours, lorsqu'ils y sont le fruit de l'ambition ou de la vengeance; mais ce qui nous doit frapper ici, c'est de voir pour la première fois peut-être un prince mourir si près du trône par un horrible forfait de grand chemin.

Et cependant, de quels noms fameux prétend-on racheter la honte de ces temps? A la tête vous trouvez celui de Casimir Perrier, devenu apparemment un grand

citoyen pour avoir voulu donner à l'ambition de la France la pente des intérêts matériels, pour nous avoir voulu sauver par la bassesse des sentiments de la violence de nos passions. Toujours banquier, toujours marchand, son langage, comme sa politique, ne s'élève jamais au-dessus des inspirations de l'esprit mercantile. Ainsi à la tribune, où il vient justifier les ridicules prétentions de ses subalternes, vous l'entendrez s'écrier, comme tous ceux qui ont l'habitude de surfaire : « Méfiez-vous, « messieurs, méfiez-vous des capacités à « bon marché. » Ce qui veut dire, en d'autres termes, que notre civilisation toute de bourse et de comptoir n'admet ni talents désintéressés ni patriotisme sincère. Nous avons vu quelque chose de plus étrange encore, tant est grande la contagion! Nous avons vu un autre ministre qui cependant ne payait point patente, un pair du royaume, un maréchal de France,

s'emporter à la seule idée d'un retranchement dans les revenus attachés à sa charge, et déclarer tout net qu'on lui arracherait plutôt la vie : bien différent en cela de ces anciens capitaines que Plutarque nous peint si désintéressés, et préférant toujours *ce qui est glorieux à ce qui est utile*. Il est vrai qu'au temps reculé des héros, on n'avait point encore fait l'application de l'esprit mercantile aux sentiments d'honneur et de fidélité.

Tandis que le pouvoir lui-même porte aux mœurs une atteinte fatale, l'esprit de corruption, se faisant jour par de nouvelles issues, vient ajouter à nos autres misères le zèle de la propagande et la plaie des sectes. En un instant la France se couvre de missionnaires de désordre, de prédicateurs d'athéisme qui font vanité de leur cynique audace. De tous côtés des temples sont ouverts à l'infamie, ou plutôt d'abominables écoles où l'on prêche la commu-

nauté des femmes, la débauche, l'adultère. On nie la morale et la vertu, on insulte tous les sentiments honnêtes ; c'est le vice refaisant l'éducation de l'homme. Je ne crains point d'exagérer de criminels excès en disant qu'il y avait au fond de toutes ces sectes un dessein formé de dégrader la nature humaine. En faut-il de plus fortes preuves que les prédications mêmes des *fourriéristes* et des *saint-simoniens*, dont les uns doivent leur nom à l'impertinent auteur du NOUVEAU MONDE SOCIÉTAIRE, et les autres à un homme dont la mémoire flétrie n'a laissé que des exemples de corruption et d'extravagance.

Il est vrai que ces sectes naissantes, qui prétendaient inonder le monde de colonies industrielles, ne tardèrent pas à encourir la sévérité du gouvernement. Quelques novateurs des plus hardis avaient déjà fondé des colléges et mis à contribution la crédulité publique, lorsque, traduits devant

les juges, il leur fallut prendre le parti de rentrer dans la vie commune. Mais ce n'était là qu'un faible obstacle à leurs doctrines, et ils se promirent bien de recourir à toutes les autres voies dont ils pourraient faire usage pour les répandre. Nous les avons vus se faire professeurs, journalistes, industriels, se glisser dans les administrations et parvenir aux hautes charges de l'État. Ils pensaient avec raison qu'il est certains postes d'où l'on peut tout aussi facilement arriver et peut-être encore plus vite que par de fanatiques prédications, à avilir les sentiments et le caractère d'un peuple.

Nous mettrons sur la même ligne encore les doctes abbés de l'*église française,* avec tous leurs programmes de travaux apostoliques et leur édification à grand spectacle. Leur secte, en effet, ne saurait être distinguée des autres foyers de corruption que par le sacrilége même de ses repré-

sentations théâtrales. Elle doit être mise au rang de ces nouveaux essais de religion, où chacun peut, suivant la pente de ses mœurs, rencontrer les doctrines qui lui conviennent, et varier à son gré le choix de sa honte et de sa misère.

Il y a quelque chose qui peint encore mieux l'esprit du temps, c'est la manière même dont le chef de l'*église française* s'est paré de l'autorité pontificale. La mitre et le bâton pastoral que porte l'acteur sur la scène ne sont pas plus ornement de comédie. Sa prélature, conférée par la franc-maçonnerie des *templiers*, pouvait tout au plus lui donner le droit d'ouvrir une loge de francs-maçons. Mais le pape des boulevards visait à de tout autres résultats, et il a inventé la messe française, qui sans doute apporte beaucoup plus de profit qu'une séance de la rue de Grenelle, *ad majorem gloriam Dei*[1].

[1] C'est la devise des templiers francs-maçons qui s'assemblent rue de Grenelle.

Dans ce grand mouvement antisocial il faut bien aussi faire la part des journaux qui ont le plus aidé de leur scepticisme ou de leur impiété au progrès des sectes nouvelles. N'était-ce donc pas faire cause commune avec les novateurs que de jeter continuellement dans l'esprit du peuple des semences de découragement et d'apostasie? N'était-ce pas entrer de tout point dans leurs intérêts que de nous montrer la foi perdue et la religion pour jamais détruite? Vous prétendez que le christianisme est éteint en France! Et que n'ajoutez-vous qu'il en est de même de l'honneur, du patriotisme, de l'esprit public, dont on n'aperçoit plus que les dernières lueurs? Ne faites point parler à demi la vérité : dites au juste ce que nous sommes, dites ce que valent les mœurs d'un peuple sans règles et sans croyances.

Au surplus, le lecteur va jeter les yeux sur quelques-unes de ces assertions per-

fides que l'on pourrait croire dictées par les sectaires eux-mêmes. Elles sont extraites de différents journaux, qui tous, comme on le verra, renferment la même pensée, à commencer par les réflexions suivantes sur l'église de la Madeleine, lesquelles sans doute n'ont pas besoin de commentaire. Voici les propres paroles du journaliste : « N'est-il pas déplorable de « penser qu'un si vaste et si grandiose édi-« fice ait été élevé dans un but étranger à « la population ? que, dans cette resplen-« dissante enceinte, nul intérêt, nulle « croyance n'appellera le peuple ? car, il « faut bien le répéter, la religion est « éteinte, et les ministres eux-mêmes, qui « ensevelissent de si énormes impôts dans « une consécration religieuse, ne donne-« ront pas l'exemple à la nation d'aller « suivre un culte auquel ils sont aussi in-« différents qu'elle-même ? »

Or, ce langage même vous semblera

faible et timide, lorsque vous aurez vu de quelle façon les autres journaux s'expliquent sur les lumières de notre époque.

« Vous savez, dit celui-ci, que Voltaire « a tué le christianisme, non pas avec ses « ironies, comme les enfants le pensent, « mais avec la doctrine du progrès et de la « perfectibilité indéfinie de l'espèce hu« maine, etc. — La foi révolutionnaire, dit « celui-là, est la seule religion de notre « siècle; sa messe ou son prêche s'appel« lent propagande; sa communion, l'as« sociation; son baptême est le baptême « du sang, etc., etc. »

N'est-ce pas un économiste de la même trempe, qui écrivait touchant la doctrine du progrès : « Cette cause est-elle physio« logique ou morale? Y a-t-il là une mis« sion divine imposée à l'homme, ou une « *nécessité* résultant de l'ensemble des mo« lécules organiques du corps humain? « *Peu importe pour la science politique.* »

Et, en effet, qu'importe à des économistes qui prétendent bannir de l'ordre social la morale et la vertu, que l'on croie en Dieu ou que l'on n'y croie pas; que l'on prenne pour base la physiologie ou la psychologie, le matérialisme ou l'immortalité de l'âme? Certes ils ont bien mesuré la portée de l'esprit public ceux qui osent mettre au rang de nos progrès tant de signes de décadence et d'avilissement, et ces poisons mortels que répandent et font circuler dans le corps social leurs mains parricides?

CHAPITRE VI.

De la vieille sagesse de nos pères. — Comment on a pris pour des abus ou des préjugés ce qui servait à maintenir les mœurs. — Du juste effroi que doivent inspirer des progrès qui se font aux dépens de toutes les croyances et de toutes les vertus.

—

Eh! qui donc a jamais prétendu nier la perfectibilité de l'espèce humaine? Qui donc oserait contester cette longue suite de travaux et cet admirable enchaînement de progrès par où les peuples passent in-

cessamment de la vie sauvage à l'éclat d'une haute civilisation? Ce que nous rejetons comme faux et absurde, c'est le système d'une perfectibilité indéfinie, système qui ne tendrait à rien moins qu'à démentir l'histoire, et ferait d'ailleurs penser que l'homme, vile production du hasard, n'étant lié par aucune loi d'espèce, peut arriver à une transformation complète, de même à peu près que l'on soutenait en d'autres temps la transmutation des métaux en or. Chaque siècle a ses illusions et son œuvre hermétique! Notre folie, à nous, est de croire à un mouvement de progression en ligne droite, tandis que nous ne faisons que tourner dans un cercle fatal de crimes et d'erreurs. La civilisation, perdant malheureusement d'un côté ce qu'elle gagne de l'autre, ne saurait dépasser certaines limites, au delà desquelles il nous faut de toute nécessité revenir sur nos pas.

Ainsi, quels que soient les éloges que se décerne à elle-même la nouvelle France, quelque peine qu'elle se donne pour accabler de sá supériorité la France des derniers siècles, nous n'en tiendrons pas moins pour honteux et funestes les prétendus progrès dont elle flatte son orgueil. Nos pères aimaient ce qui élève l'âme, ce qui épure les sentiments, et ils se seraient bien gardés de montrer dans de vils intérêts le principal ressort et comme la fin même de la société. Pour eux, la dignité de l'homme n'était point un vain mot : on le voit par leurs institutions, par leurs lois et leurs ordonnances, qui se rattachent toujours à quelque grande pensée morale. Maintenant d'autres idées remplissent notre esprit; nous ne voulons plus considérer les choses que du point de vue matériel; nous nous laissons gouverner par ce qu'on appelle le positif, et l'empire qu'il a pris sur nous est si effrayant, qu'on ne saurait

juger trop sévèrement les premiers pas qui nous ont égarés dans cette route fatale.

Quand toutes les digues qu'on avait opposées à la licence sont rompues, quand on a fait main-basse sur toutes les règles de la morale, rien de plus aisé que d'appeler un beau jour ce désastre progrès et amélioration. Mais, comme nous n'avons marché d'abord que par degrés insensibles vers le dénoûment, il serait curieux de voir ce qu'on a dû abolir d'anciens usages et de salutaires institutions pour en venir à traiter l'honneur et la vertu de préjugés.

Je prends au hasard dans l'ancienne France une des coutumes qui sentent le plus le privilége, et je me demande, par exemple, ce que l'on n'a pas dit de la vénalité des charges? Eh bien! à regarder les choses de sang-froid, serait-il vrai que l'ancienne magistrature valût moins que celle de notre temps? Serait-il vrai que

son noble dévouement et son austère probité eussent à rougir d'une comparaison? En supposant que la vénalité des offices pût quelquefois devenir un obstacle au talent, n'était-ce pas encore le meilleur moyen d'empêcher que d'avides intrigans ne fissent de la justice un métier?

Il faut avouer d'ailleurs que, par ses distinctions d'état qui nous choquent tant aujourd'hui, l'ancien régime avait su réprimer admirablement la vanité bourgeoise de l'industrie. Bien que le commerce occupât dans l'État un rang assez honorable, on ne s'abusait point sur le degré d'estime que mérite une profession dont l'unique but est d'amasser des richesses. La république le laissa toujours dans la même situation; et l'on ne voit point que son rôle fût changé sous l'empire.

Or il appartenait à la France du dix-neuvième siècle, à cette France qui ne demande au progrès que sottises et absur-

dités, de placer le commerce à la tête de la société, pour en faire le principe *civilisateur* et comme l'aristocratie même de l'époque. Elle n'a vu que le plaisir de fouler aux pieds les anciennes maximes, et s'est peu inquiétée de la révolution que devait produire dans les mœurs le règne corrupteur de l'esprit mercantile. Dès lors on est entré dans l'ère de l'égoïsme; et aussi a commencé pour la France ce déplorable état d'une société que la corruption rend également incapable et du gouvernement monarchique qui vit d'honneur, et du gouvernement républicain qui demande de la vertu. Dans les voies industrielles où nous nous sommes engagés, il faut une forme sociale en rapport avec notre abaissement; il faut ce que nous avons, le gouvernement de la police! Ainsi se trouve résolu le grand procès sur la civilisation mercantile, ce problème de morale et d'économie politique, dont la solution venge

assez bien nos pères des reproches que leur adresse un siècle ignorant et cupide.

Il était impossible enfin que, dans cette ancienne France si jalouse de son honneur, on n'eût pas fait descendre jusqu'au plus petit peuple les précautions qui maintiennent les mœurs. Voilà, n'en doutons pas, l'origine des maîtrises et des jurandes, et le principe de tant d'autres règlements salutaires dont l'abolition parut d'abord une victoire remportée sur le préjugé. Or, fût-il vrai que la discipline des classes laborieuses exigeât alors un changement, on ne pourrait encore louer comme un progrès cette émancipation complète des corps et métiers, qui a ouvert la porte à tous les déréglements et empoisonné les sources de l'industrie. Ce n'est point aimer sincèrement le peuple que de l'exposer à vivre sans règles et sans frein, au mépris de son honneur et de sa propre dignité.

Il est de prétendus abus dont je pour-

rais même citer la réforme comme un coup porté à la morale publique. Laissons le mal, plutôt que de nous exposer à tarir la source des sentiments généreux. Ainsi, lorsqu'on a banni les morts de la cité pour les enterrer loin de nous et de nos demeures, on s'est volontairement privé d'une des plus graves leçons de la nature, du sublime enseignement que renferme la vue continuelle des cimetières. Nos pères se seraient bien gardés de faire un pareil sacrifice à de vaines considérations de salubrité publique; et les rangs pressés des tombeaux restaient là, sous les yeux du peuple, pour lui montrer à chaque instant le terme fatal où viennent aboutir toutes les grandeurs humaines. On voyait dans le dortoir commun riches et pauvres, grands et petits, couverts du même gazon, et à peine distingués par quelque pieuse et modeste inscription, dont ne saurait aujourd'hui s'accommoder la poussière

du plus mince de nos grands citoyens.

Ce n'était, d'ailleurs, chez les Français, ni défaut de prévoyance ni manque de délicatesse. Mais ils avaient, au contraire, pour eux, l'exemple des peuples les plus sages de l'antiquité, de ces Lacédémoniens entre autres qui maintinrent constamment l'usage d'enterrer leurs morts dans l'enceinte des villes. Les Grecs tiraient de cette coutume d'admirables leçons, et s'en servaient pour fortifier ces nobles sentiments et ces vertus domestiques que dédaigne parmi nous la science du progrès.

C'est cet esprit d'innovation qui, se répandant sans mesure dans le peuple, a fini par nous pousser à toutes les extravagances. Voilà par quelle pente nous sommes arrivés à ces doctrines de perfectibilité indéfinie dont la prétention n'est pas moindre que de placer la nature bornée de l'homme au-dessus des lois de la création. Il n'est pas d'altération dans les

mœurs, il n'est pas de nouveauté ruineuse à l'État, qui ne nous ait d'abord fait crier merveille; jusque-là qu'on ne saurait dire par combien de ces admirables changements la France a été conduite au plus horrible chaos.

Aussi rien ne fait-il mieux sentir la profondeur du mal que la suite constante de nos réformes et la rapidité même de nos derniers pas dans la route du progrès. Sans remonter au grand mouvement révolutionnaire de 89, il sera curieux de voir le chemin que nous avons fait seulement depuis la convention et le comité de salut public. Maintenant que nos hommes d'État déclarent la loi athée, ne serait-ce pas vouloir se perdre à plaisir que de manifester des sentiments religieux? Pourrait-on lutter contre ces esprits supérieurs qui trouvent quelque chose de plus moral que l'intervention de la Divinité? Robespierre passerait pour un dévot, pour un

jésuite, s'il osait, comme en 93, combattre encore le matérialisme; s'il venait dire à quelque athée de profession [1]: « Qui donc « t'a donné la mission d'annoncer au « peuple que la Divinité n'existe pas, ô toi

[1] *Rapport fait à la Convention nationale, par Maximilien Robespierre, sur les rapports des idées religieuses e morales avec les principes républicains.* An 2.

Voici ce qu'il dit un peu plus loin dans le même Rap port : « Vous avez déjà été frappés, sans doute, de la tendresse avec laquelle tant d'hommes qui ont trahi leur « patrie, ont caressé les opinions sinistres que je com- « bats. Que de rapprochements curieux peuvent s'offrir « encore à vos esprits! Nous avons entendu, qui croirait « à cet excès d'impudeur! nous avons entendu, dans une « société populaire, le traître Guadet dénoncer un citoyen « pour avoir prononcé le nom de la Providence! Nous « avons entendu, quelque temps après, Hébert en accuser « un autre pour avoir écrit contre l'athéisme. N'est-ce « pas Vergniaud et Gensonné qui, en votre présence « même et à votre tribune, pérorèrent avec chaleur pour « bannir du préambule de la constitution le nom de « l'Être suprême que vous y avez placé? Danton, qui « souriait de pitié aux mots de vertu, de gloire, de pos- « térité, Danton dont le système était d'avilir ce qui peut « élever l'âme, Danton qui était froid et muet dans les « plus grands dangers de la liberté, parla après eux avec « beaucoup de véhémence en faveur de la même opinion. « D'où vient ce singulier accord de principes entre tant « d'hommes qui paraissaient divisés? etc., etc. »

« qui te passionnes pour cette aride doc-
« trine?... Quel avantage trouves-tu à per-
« suader à l'homme, qu'une force aveugle
« préside à ses destinées, et frappe au
« hasard le crime et la vertu; que son
« âme n'est qu'un souffle léger qui s'éteint
« aux portes du tombeau? L'idée de son
« néant lui inspirera-t-elle des sentiments
« plus purs et plus élevés que celle de son
« immortalité? lui inspirera-t-elle plus de
« respect pour ses semblables et pour lui-
« même? etc., etc. »

Ce fut, vous vous le rappelez, la même cabale ennemie des croyances religieuses, ennemie de l'honneur et de la vertu, la cabale enfin des IMMORAUX à laquelle Robespierre reproche de pervertir la conscience publique, qui pour le malheur de la France triompha le 9 thermidor. Dès lors cette faction est devenue l'arbitre de notre destinée; et elle a si bien refait les mœurs à sa manière, qu'il ne reste plus au-

jourd'hui parmi nous d'autre ascendant que celui de la corruption. Les thermidoriens, une fois maîtres du pouvoir, travaillèrent à leur fortune, et principalement à se perpétuer dans les premières charges de l'État. Puis ils ont continué dans la suite d'appeler à eux les malhonnêtes gens de tous les partis, les IMMORAUX de toutes les opinions, afin de ne laisser point s'éteindre cette race d'habiles toujours prête à déployer pour chaque règne nouveau les ressources de son génie. Voilà ceux qui maintenant ont le privilége de se donner pour des hommes nécessaires, pour de grands et illustres citoyens !

CHAPITRE VII.

Progrès de la secte romantique. — Cette école attaque à la fois le goût, les mœurs et la raison publique. — De ses romans, de sa poésie, de son théâtre.

—

Comme nous n'avons besoin que de quelques paroles de Robespierre pour voir combien ses doctrines étaient encore loin des nôtres, il nous suffit, pour juger du progrès de la littérature romantique, de

relire les premières pages d'un écrivain que dans ce genre nous crûmes longtemps ne pouvoir être dépassé. Et, en effet, M. de Châteaubriand, le père des locutions bizarres, M. de Châteaubriand, qu'une commission de l'Institut accusait de corrompre la langue, peut dès à présent, malgré son mauvais goût, passer pour un modèle d'élégance et de pureté.

La secte romantique, qui prétend tout refaire à sa taille et aura bientôt avili ou défiguré tous les genres de littérature, a très-bien senti que, pour mieux accomplir ses autres projets de dissolution, il fallait d'abord s'emparer du roman. Si de tout temps cette lecture fut réputée dangereuse, quelle sera donc aujourd'hui son influence sur une nation qui ne sait plus nourrir sa curiosité que d'horribles et dégoûtantes fictions? Peut-on sans frémir songer aux impressions que laissent dans l'esprit du peuple les horreurs du roman mo-

derne, ces forfaits inouïs dont les héros ne sont guère plus coupables que leurs criminels inventeurs, incessamment occupés à corrompre un siècle qu'ils déshonorent.

Tout se lie dans le monde, tout est effet et cause. Je veux que les romantiques, comme les saints-simoniens, comme les fourriéristes, soient nés de la commune dépravation, tel qu'un fruit misérable de ce temps de décadence et de folie. Mais quels efforts, à leur tour, n'ont-ils pas faits pour augmenter le désordre et rendre notre avilissement incurable? Qui donc a créé ce besoin d'émotions sauvages, cet appétit de sang et d'atrocités que l'on regarde avec raison comme le trait caractéristique de l'époque! Qui a roulé tout exprès le crime dans sa tête pour en tirer de nouveaux types d'infamie? Qui s'est chargé de faire faire à la France l'apprentissage de tous les forfaits, et a inventé, pour mettre la dernière main à son éducation, cette roman-

tique famille de bandits philosophes, de scélérats moralistes, débitant en langage des bagnes leurs odieuses maximes et leurs leçons de coupe-jarrets?

Mais, au point où en sont les choses, des exemples en diront plus que tous les discours du monde. On ne combat point de pareilles erreurs, on les montre. Voici quelques citations rassemblées au hasard, en commençant toutefois par le roman, selon la marche suivie par l'école elle-même. J'ouvre d'abord Le père Goriot de M. de Balzac, et j'entre aussitôt en discours par les sentences d'un de ces hommes supérieurs qui ont résolument dépouillé tous les préjugés. Voici de quelle manière Vautrin, la forte tête du livre, s'explique sur le dévouement :

« Certes, là est la vertu dans toute la « fleur de sa bêtise, mais là est la mi« sère. »

Et il continuera ainsi :

« L'homme est parfois plus ou moins « hypocrite, et alors les niais disent qu'il « a ou n'a pas de mœurs. »

« Il n'y a pas de principes, il n'y a que « des événements ; il n'y pas de lois, il « n'y a que des circonstances ; et l'homme « supérieur les épouse pour les con- « duire. »

« Vous trouverez en moi de ces im- « menses abîmes, de ces vastes sentiments « concentrés que les niais appellent des « vices, etc., etc. »

Ces aphorismes de forçat s'accordent admirablement, du reste, avec des paroles telles que celles-ci, qu'on prête à un jeune homme bien élevé : « Quand on s'attaque « à quelque chose dans le ciel, il faut viser « Dieu ! » Elles cadrent encore à merveille avec la touchante bonté de ce père Goriot, l'entremetteur de ses filles adultères, qui porte leurs cadeaux, leurs billets doux,

et paie de sa propre bourse leurs petites maisons. « Car il était en tiers dans ces « jeunes émotions, dit l'auteur, et ne pa- « raissait pas le moins heureux. » Or, vous remarquerez que ce père si lâche et si méprisable, l'auteur l'appelle le CHRIST DE LA PATERNITÉ.

« Il n'y a dans cette liaison, dit l'amant « d'une des filles de Goriot, ni crime, ni « rien qui puisse faire froncer le sourcil à la « vertu la plus sévère... Nous ne trompons « personne, et ce qui nous avilit, c'est le « mensonge. Mentir, n'est-ce pas abdi- « quer?... D'ailleurs, je lui dirai, moi, de « me céder une femme qu'il lui est impos- « sible de rendre heureuse? »

Enfin, selon l'auteur: « L'amour est « une religion, et son culte doit coûter plus « cher que celui de toutes les autres reli- « gions; il passe promptement, et passe « en gamin qui tient à marquer son pas- « sage par des dévastations. »

Et ce Rastignac, engagé si jeune dans la route du vice, on nous l'eût peint autrefois sans doute l'âme déchirée de remords, fuyant Paris et ses funestes séductions. Mais de notre temps le retour à la vertu n'est point un bon dénoûment : Rastignac doit se montrer un peu plus romantique. « Il lance sur cette ruche bourdonnante « un regard qui semble par avance en pom- « per le miel, et dit ce mot suprême :

« A nous deux maintenant. »

Prenez une personnification philosophique de l'époque, celle de Lélia, par exemple, même mission de corrompre, même effort pour creuser l'abîme où doit se perdre l'ordre social. Ce n'est plus le scepticisme dans son état d'hésitation et d'indifférence, mais le scepticisme insultant à la fois la conscience et la morale publique. Ainsi cette Lélia, la femme forte de l'athéisme, cette Lélia dont tous les sentiments se sont éteints dans le vice, ne

retrouve une étincelle d'enthousiasme que pour exciter l'homme à s'avilir. C'est par des accès de rage surtout contre la Divinité que se manifeste sa sublime raison. Lélia a tellement pris Dieu en haine, que si quelqu'un, pour parler son langage, lui demande plus qu'il n'est en elle de sentir, fuyant aussitôt les étreintes d'un importun amant, cette femme l'adjurera au nom de son amour de blasphémer pour elle. « Voulez-vous jeter des pierres vers le ciel, « outrager Dieu, maudire l'éternité, invo- « quer le néant, adorer le mal, appeler la « destruction sur les ouvrages de la Pro- « vidence, et le mépris sur son culte? etc. « Puis elle dira: ma plus grande souf- « france est toujours de craindre l'absence « d'un Dieu que je puisse insulter... Je « le cherche, parce que je voudrais l'é- « treindre, le maudire et le terrasser, etc. »

Or, tandis que, sous le nom de Lélia, le matérialisme furieux insulte toutes les

croyances, on a eu soin de faire tomber dans ce que cette femme appelle *son tourbillon,* deux pauvres créatures, victimes innocentes qui ne se meuvent, ne parlent et n'agissent que pour lui donner gain de cause, et pour servir de preuves elles-mêmes à ses fatales et honteuses doctrines. Est-ce donc ainsi qu'on argumente, et suffit-il, pour convaincre la foi d'impuissance, de nous offrir le déplorable spectacle d'un prêtre que ni le sentiment de ses devoirs, ni la prière, ni la pénitence, ne sauraient empêcher de se perdre ? De quel droit transformez-vous en un vil assassin le prêtre Magnus, à qui vous allez jusque dans sa cellule *tendre vos bras lascifs ?* D'où vient que, malgré sa courageuse résistance et en dépit de ses bonnes résolutions, vous l'entraînez dans l'abîme sous le poids d'une fatale destinée, tout souillé de blasphèmes et de sacriléges ? Ou plutôt n'est-ce pas encore vous-même qui blasphémez

par la bouche insensée de ce Magnus lorsque vous le supposez capable de dire à son Dieu : « Vous n'êtes que mensonge « et vain orgueil de l'homme, vous n'êtes « rien ! vous n'êtes pas ! »

On connaît l'autre martyr de Lélia, le jeune poëte Sténio, qui, prêchant d'exemple, couronne sa vie par la débauche et par le romantique suicide. Selon Lélia, les excès où il avait énervé son âme ne sont qu'une épreuve salutaire par laquelle il devait arriver plus promptement à la perfection. Car c'est encore un des principes de cette femme, qu'il n'y a de solide vertu que celle qui naît de l'épuisement et de la satiété. Et cependant on comprend que, sur le bord du lac prêt à l'engloutir, Sténio ne laissera point échapper une si belle occasion de mêler le blasphème à la poétique apologie du suicide, et voudra compléter au moment suprême l'ensemble de ses principes et la moralité

de sa doctrine. « J'ai obéi, dira-t-il, à l'or-
« ganisation qui m'était donnée, j'ai épuisé
« les choses réelles, j'ai aspiré aux choses
« impossibles, j'ai accompli ma tâche
« d'homme. Si j'en ai hâté le terme de
« quelques jours, que t'importe?... Si tu
« es un maître vindicatif et colère, la vie
« ne me sera point un refuge... Si tu n'es
« pas... oh! alors je suis moi-même mon
« dieu et mon maître, et je puis briser le
« temple et l'idole. »

Enfin, pour renforcer cette petite société modèle et la rendre apparemment plus complète, on met au nombre de ses élus le philosophe Trenmor, panthéiste déguisé, qui a fait au bagne ses études religieuses. Ce fut pendant ses longues nuits de forçat qu'il comprit « le mystérieux
« symbole du Verbe divin... et toute cette
« mythologie chrétienne si poétique et si
« tendre. — Le calme de l'âme enfanta la
« poésie, comme il avait enfanté la pensée

« d'un Dieu ami. » Ainsi parle Trenmor, et l'on voit qu'il est digne de figurer parmi les pères du *néo-christianisme*.

Vous trouverez dans Lélia, comme dans tous les livres des romantiques, de ces maximes infâmes, de ces doctrines empoisonnées qui suffiraient seules à renverser un empire. Vous trouverez là, comme dans leur germe, tous les beaux raisonnements, tous les beaux systèmes dont on se sert aujourd'hui pour atténuer l'horreur du crime, quand ce n'est pas pour en inspirer le goût. Ainsi Lélia, se parant d'indulgence pour le vol qui a conduit Trenmor aux galères, dira, en philanthrope de bonne composition, que cet homme après tout « dé-« robait une imperceptible aumône au « mauvais riche. » Elle dira : « Vous plain-« drez son erreur, vous regretterez pour « lui qu'il ne soit pas né avec un tempéra-« ment sanguin et vaniteux, plutôt qu'a-« vec un tempérament bilieux et concen-

« tré. » Enfin, s'il n'a pas mieux employé sa force morale, « c'est qu'il a mal com-« pris la vie, c'est qu'au lieu de monter « sur un théâtre somptueux, il est monté « sur un théâtre en plein vent; c'est qu'au « lieu de s'employer à déclamer de *spé-« cieuses* moralités sur la scène du monde « et à jouer les rôles héroïques, il s'est « amusé, pour donner carrière à la vi-« gueur de ses muscles, à faire des tours « de force et à se risquer sur un fil d'ar-« chal. »

Veut-on connaître la véritable pensée qui préside à de pareilles compositions? un mot de Lélia suffit: « Le bien et le « mal, dit-elle, ce sont des distinctions « que nous avons créées. Il y a un refuge « contre les hommes, c'est le suicide; il « y a un refuge contre Dieu, c'est le « néant. »

Ce roman ne tourne pas seulement dans le cercle d'une désespérante incrédulité,

il étale encore avec complaisance les propres excès d'une débauche systématique et raisonnée.

La *Lélia* de G. Sand est un tissu d'obscènes peintures aussi bien que d'impudiques théories : c'est la révélation à haute voix des plus brutales passions, des plus honteux mystères de la couche, de ses *voraces enivrements*, de ses *misérables déceptions*, le tout pour arriver à détruire le mariage, en prouvant que « l'union de « l'homme et de la femme doit être pas« sagère...; que le changement est une « nécessité de leur nature, etc., etc. »

Le cadre seul de nos romans varie, et non leur caractère ; le crime y peut être diversement disposé, mais toujours pour la même fin. En ouvrant LA SALAMANDRE de M. Sue, je tombe encore sur un de ces grands modèles de perversité, sur une de ces atroces figures qui traînent dans les sinistres productions de l'école romanti-

que. Szaffie s'honore d'appartenir à cette nouvelle famille de doctes scélérats, à cette races d'empoisonneurs publics, frères ou disciples de Lélia, qui se qualifient eux-mêmes de *meurtriers spiritualistes*. Il a si bien compris la vie, pour me servir de son propre langage, qu'il peut maintenant se renfermer dans cette heureuse impassibilité « qui défie le monde et ses déceptions, lorsque le cœur n'est plus qu'un cadavre. »

Sa philosophie compte pour peu de chose les délicatesses du vice ; elle ne fait cas, en général, que des plaisirs que le crime assaisonne. « Le vice suffit pour une liaison ordinaire, dit Szaffie ; mais pour une grande, une frénétique passion, une passion chaude et ardente, il faut le crime. » Et Szaffie, en conséquence, profite du tumulte et des angoisses d'un naufrage pour consommer, sur le vaisseau prêt à couler, le déshonneur

d'Alice. Il trouve piquant de mêler la débauche aux horreurs du trépas, et de souiller, avant de mourir, cette jeune vierge, « dont la tête se perd à l'impres-« sion électrique d'un baiser mordant. »

On pense bien que la verve romantique de l'auteur ne saurait demeurer en si beau chemin. Alice, « frémissante, eni-« vrée, se tordant sous les caresses pas-« sionnées de Szaffie, » retrouvera bientôt la parole pour obéir au grand principe de notre époque, qui ne veut point que l'on puisse se livrer à des transports d'amour, se tuer ou tuer les autres, sans y mêler d'abord quelque insulte pour la Divinité. La malheureuse fille ne sait rien de plus tendre, que de dire à celui qui cause son délire : « Veux-tu que je me perde à « jamais pour toi, dis? Veux-tu que je « blasphème Dieu à ce moment terrible? « Veux-tu que pour toi je me damne pour

« l'éternité? Croiras-tu que je t'aime « après cela? »

Enfin, pour se conformer de tout point à la règle, il restait à faire l'apologie de ceux qui se donnent la mort. L'auteur de LA SALAMANDRE n'a point voulu s'écarter de l'usage, et voici en quels termes il parle du suicide : « Il lui faut des jouissances « somptueuses et enivrantes, des par- « fums et des femmes, des fleurs et des « vins exquis. Il lui faut concentrer en « un seul tous les plaisirs rêvés ou con- « nus, en remplir sa coupe d'or étince- « lante de pierreries, et dire, après avoir « humé la dernière goutte de cette am- « broisie : — la coupe est vide!... adieu. »

Et, comme si cette littérature infâme, qui recherche avant tout la gloire de corrompre, ne pouvait se contenter des épouvantables réalités de notre siècle, elle est allée dans sa démence jusqu'à ressusciter les races antédiluviennes, sans doute pour

se ménager de plus horribles images et fournir de nouvelles ressources à des passions en délire. C'est ainsi que M. de Lamartine, en reconstruisant la société cyclopéenne des géants, a trouvé le moyen d'imputer à ces montrueuses natures des vices et des crimes dont peut-être le type sans cela manquerait aujourd'hui dans le monde. Des sages, des prophètes lui sont aussi venus en aide; mais tout au plus comme de dociles instruments de ses doctrines, comme d'officieux compères auxquels on prête des discours que l'on n'oserait tenir soi-même. On peut se faire une idée de leur rôle par celui que joue dans la littérature romantique le dogmatiseur de bagne, dont la cynique effronterie me paraît moins odieuse après tout qu'un faux semblant de piété, qui ne servirait qu'à tromper les hommes. Car, si pieux et si saints qu'ils soient d'ailleurs, une secrète propension au panthéisme

perce trop souvent encore dans les discours des prophètes de M. de Lamartine, pour que je ne m'en défie pas. Que son Adonaï répète en mille endroits le nom sacré de Jéhovah, rien de mieux. Mais Dupuis, mais Spinosa parlaient également de Dieu avec respect et amour : ce qui ne les empêchait pas d'entendre par l'essence divine, *non cette autorité royale*[1], comme ils disent, *que le peuple met en Dieu*, mais une force aveugle, un feu subtil répandu dans la nature et incorporé à l'univers de manière à ne faire qu'un avec lui dans son ensemble.

Tel est aussi le dogme professé dans LA CHUTE D'UN ANGE, dogme sur lequel roule toute la dévotion du sage Adonaï, et toute sa science théologique. Ce prophète dit en propres termes :

Pour apprendre Dieu même apprenez l'univers.

[1] *Traité des cérémonies superstitieuses des Juifs.*

Après quoi vous trouvez, dans le FRAGMENT DU LIVRE PRIMITIF, ces deux autres vers :

L'intelligence en nous, hors de nous la nature,
Voilà les voix de Dieu, le reste est imposture !

Puis encore ceux-ci :

. . . Dieu qui produit tout rappelle tout à soi.
C'est un flux et reflux d'ineffable puissance
Où tout emprunte et rend l'inépuisable essence,
Où tout rayon remonte à ce foyer commun,
Où l'œuvre et l'ouvrier sont deux et ne sont qu'un.

O le merveilleux livre où l'on peut arriver à cette solution qui tranche toute difficulté !

Et le sage comprit que le mal n'était pas,
Et dans l'œuvre de Dieu ne se voit que d'en bas !
. . . .
Pour s'élever d'en bas jusques au firmament,
Que l'homme fraternise avec chaque élément.

Le panthéisme serait peu d'accord avec ses propres principes s'il admettait d'autres

lois que celles de la matière, ou s'il pouvait tolérer une autre justice que celle qui relève de la nature. De là vient aussi que vous lisez quelques vers plus loin, et toujours dans le Fragment du livre primitif :

Pour venger par la mort la mort de la victime
Ne donnez point au juge un meurtre légitime.
. . . .
Quand du bien et du mal tout cœur a la science,
Le juge et le bourreau sont dans sa conscience :
Jusqu'à ce qu'au remords le crime ait satisfait,
La peine du coupable égale le forfait. Etc.

Rien, en effet, ne paraît plus intimement lié à la doctrine du matérialisme que l'abolition de la peine de mort, si hautement prônée de nos jours.

Il faut encore regarder sans doute comme une conséquence du même principe le peu de cas que l'auteur paraît faire des règles de la pudeur. On sent bien que l'écrivain qui compterait pour quelque chose les mœurs n'aurait jamais fait cet odieux tableau de la Babel, dans lequel s'est sur-

passé M. de Lamartine. Grand ordonnateur des fêtes que se donnent les géants, le poëte imagine un plan de décorations nouvelles, un système entier d'ornements à sa fantaisie, qui efface tous les raffinements de luxe et de volupté déjà connus dans le monde. Pour enivrer les yeux, dit-il, on avait remplacé par des êtres vivants la sculpture. D'une colonne à l'autre des enfants suspendus,

En guirlandes de corps enlaçaient leurs beaux couples.
Au lieu de chapiteaux, d'autres enfants groupés
Semblaient porter le ciel sur leurs dos *attroupés*.
. . . .
Cariatide en chair, ils bordaient les corniches.
. . . .
Femmes, enfants, guerriers, combats, amours obscènes,
Changeaient leur attitude et variaient leurs scènes.
. . . .
Des spirales en chair, de jeunes formes nues
S'élevaient de la base et montaient jusqu'aux nues.
. . . .
Et de chair palpitante en brodait le contour.

Vous n'eussiez d'ailleurs point trouvé dans ces *magiques édifices*,

Bâtis de chair avec des murs vivants

ces meubles communs où l'or et l'ivoire ne renferment qu'un vil duvet.

Pour soutenir leurs dos ou *butter* leurs genoux,
Ni siéges, ni carreaux, ni lits, ni coussins mous
N'avaient été jugés dignes de leur mollesse,
Et du seul corps humain la vivante souplesse
Pouvait, en se pliant à leurs moindres efforts,
Prêter sa complaisance aux mouvements du corps.
. . . .
Dans ces coussins de chair ils enfonçaient sans crainte.
. . . .
Ils sentaient leur pouvoir dans ces meubles humains ;
Et la douce chaleur de la peau sous leur membre,
Plus suave au contact que l'ivoire ou que l'ambre,
Communiquant au corps sa tiède impression,
Leur donnait un plaisir à chaque inflexion.

L'auteur nous fait non-seulement assister au banquet des géants, mais à leur frénétique ivresse, à leurs jeux, à leurs spectacles, savantes combinaisons de débauches et de cruautés. Il leur fallait des drames réels, où l'acteur

Jouât, sans le savoir, son sang devant les dieux.

où l'on mêlât

> Aux tortures du corps la torture des âmes,

où l'on vît, par exemple, au milieu des plus exécrables fascinations, périr

> Un couple jeune et beau de fortunés amants,
> Un enfant de six mois, fruit de ces cœurs aimants.

Et voilà précisément un des cadres que M. de Lamartine s'est chargé de remplir, en mettant sur la scène l'orgie, le viol, l'assassinat; en agençant lui-même le crime et nous rassasiant des plaisirs du forfait. Il nous mène ainsi, d'horreurs en horreurs, à la catastrophe de son ange déchu, au dénoûment de ce poëme *humanitaire*, qui, selon la règle établie, devait, comme on sait, finir par le blasphème et le suicide. En effet, Cédar, après s'être *dressé contre Dieu*, met à profit sa révolte et prépare son bûcher,

> . . . Pour hymne de mort vomissant le blasphème.

Je me tairais volontiers sur le talent de l'auteur, si, l'art renfermant ici une question de morale, il n'importait de montrer les rapports intimes qu'il y a entre la corruption du style et celle de la pensée. Les sales images, les expressions obscènes ne sont-elles pas une marque certaine du déréglement des mœurs? Ne marchent-elles pas évidemment de concert avec toutes les dépravations de l'esprit et du goût? C'est que les bizarreries et les extravagances d'un écrivain ne sont que les symptômes d'une véritable maladie de l'âme; c'est qu'il n'est guère facile de sentir les beautés de l'art, lorsqu'on a déjà foulé aux pieds la décence et la pudeur.

De là vient, il faut le dire, ce mauvais goût qui règne maintenant en France, cet esprit de révolte qui ne sait pas plus respecter les principes de la langue que la raison même et la morale. Eh! qui donc voudrait de nos jours perdre son temps à

des études inutiles ? Qui pourrait attacher du prix à la pureté du style ou du langage, lorsque des académiciens sont les premiers à s'en moquer ? Pour peu que chacun de nous se mette, comme M. de Lamartine, à refaire les règles et les mots de la langue, je veux qu'il n'y ait pas dans dix ans deux personnes qui puissent s'entendre et converser ensemble.

Aussi, quiconque aura seulement ouvert une grammaire, saura ce que ne sait point encore, ou ce que dédaigne de savoir l'auteur de LA CHUTE D'UN ANGE. Il saura que le verbe s'asseoir ne fait point ils *s'assoient*, mais ils s'asseyent ; que le verbe vêtir ne fait point *vêtissaient*, mais vêtaient ; que le verbe doubler, ne prenant point une signification passive, on ne peut dire :

La volupté *se double* du martyre ;

que le verbe germer étant un verbe neutre, on ne saurait dire :

. . . Ses flancs élargis *germaient* une autre vie;

que le verbe odorer étant un verbe actif, il est impossible de dire que des

. . . . tissus flottants *odoraient* embellis;

que le verbe s'agenouiller étant un verbe pronominal, c'est le comble de l'absurde de dire :

Je reviendrai toujours *t'agenouiller* ma vie.

Encore ne veux-je point parler de certains verbes, tels que *consteller* et *splendir*, qui ne sont ni français ni logiques, ou de la mauvaise habitude qu'a M. de Lamartine d'employer l'adverbe pour la préposition, comme dans ces phrases : *dessous* la mousse, *dessous* le vol des oiseaux. Mais je demanderai si ce n'est pas pousser un peu loin l'impropriété des termes que de dire *l'arche* pour l'arc des sourcils; que de parler de montagnes qui vivent *innombrablement*, et

du flot *béant* qu'un homme avale en se noyant? Qu'entendez-vous, monsieur de Lamartine, par la tempe *approfondie* d'un vieillard et par des tempes qui *oublient de battre?* Que signifie votre *chœur végétal* des cèdres du Liban? Que voulez-vous dire avec vos *toits convulsifs* d'un palais endormi; avec vos *gouttes d'horreur*[1] et vos *gouttes d'agonie*[2]; avec votre âme qui *se sent pousser de nouvelles toisons*[3]?

Et, cependant, je ne finirai point sans transcrire ce que les amis de M. de Lamartine appellent des beautés, ce qu'ils choisiraient eux-mêmes dans son livre pour le faire valoir. Vraisemblablement ils

[1] Chaque goutte d'horreur des membres de la femme,
Avait sué des siens et coulé de son âme

[2] Oh! durant cette longue et suprême insomnie,
Combien le sable but de gouttes d'agonie!

[3] Où comme la brebis au tournant des saisons,
L'âme se sent pousser de nouvelles toisons.

n'ont pas perdu le souvenir de ces deux vers célèbres :

Que ton éternité nous frappe et nous accable,
Dieu des temps! quand on cherche un peuple dans du sable!

Ni la mémoire de ceux-ci :

Oh ! qu'encore un printemps, oh ! qu'encore un été
Fassent épanouir ces bourgeons de beauté !

Eh ! qui donc pourrait oublier ce que dit Daïdha ?

Ton sang ne coule plus, ô l'époux de mes songes !
Mes cheveux sont coupés et t'ont servi d'éponges.

Tendres et délicates paroles ! qui jetaient l'époux dans une véritable extase, pendant laquelle

Il demeurait muet, enivré, suspendu,
N'osant d'un mouvement, d'un coup d'œil ou d'un geste,
Arrêter de l'amour l'*écoulement céleste*.

Mais ce qui surtout saisit d'admiration l'école romantique, ce sont les mœurs des

géants, dessinées, dit-on, largement ; ce sont des portraits dans le genre de celui d'Asrafiel, qui

En lui-même jamais ne rentrait son regard.
Sa joue où de la flamme ondoyait la couleur
Trahissait de son sang la brutale chaleur.
Sur les bourlets pourprés de ses lèvres massives,
On voyait respirer les images lascives.
. . . .
Il regardait Lackmi jouant dans les genoux
Du souverain des dieux avec un œil jaloux,
Et son âme en dedans savourant ses caresses
Se noyait dans ses yeux, s'enchaînait dans ses tresses.

Plus loin vous retrouverez Asrafiel amoureux d'une autre beauté, mais amoureux comme peut l'être un géant de M. de Lamartine !

Et s'il fermait les yeux, plus présents à son âme,
Sous sa paupière ardente il enfermait la femme :
Jamais de la beauté le *miasme vainqueur*
N'avait ainsi passé de ses sens à son cœur.

Or, cette femme que le géant convoite, il la veut pour lui seul, et non

Coupe qu'il faudrait rendre à qui l'aurait prêtée.

. . . .
Je tremperais ma lèvre à cet égout d'amour
Où les plus vils des dieux auraient bu tour à tour ?

Et Asrafiel se parlant ainsi,

La veine de son front renflée en diadème
Semblait le couronner de sa colère même.

Sans doute on ne voudra pas rendre la poésie responsable de ces abominables créations, quand le dernier des romans partage avec elle le privilége d'une licence effrénée. L'obscénité des peintures est, comme l'incorrection du style, l'apanage de notre époque, et un droit également commun à la prose et aux vers. N'avez-vous pas vu, dans *Lélia*, ce portrait du jeune prince grec Paolaggi ? « Il y avait « en lui du cèdre, du cheval arabe, du bé« douin et de la gazelle. Toutes les femmes « en étaient folles. » N'avez-vous pas remarqué la manière agréable dont on y plaisante sur « les soupirs mystiques et les fana-

« tiques hystéries de sainte Thérèse? » et cette phrase que l'on met dans la bouche de Stenio : « J'ai senti l'odeur d'une femme, « et, dans ma brutale ardeur, je n'ai pas « distingué Pulchérie de Lélia? » Faut-il rappeler aussi ces expressions grossières : « Quand vous dites ces choses « vous mentez. — Vous mentez, mon « amour. — Femme, vous mentez. — « Trenmor, vous avez menti. — Ils « mentaient par la gorge, etc. » Ou bien faut-il mettre en parallèle avec les expressions incorrectes et de mauvais goût de M. de Lamartine ces épithètes non moins impropres de l'auteur de *Lélia?* étreintes *fiévreuses,* amour *féroce, larges* passions, transport *vorace,* élan qui a quelque chose de *fauve;* ce qui, pris à la lettre, signifierait un mouvement passionné *tirant sur le roux.* On croirait que cet écrivain, qui ignore si complétement le véritable sens du mot fauve, ne s'en sert que pour justi-

fier ce que nous avons dit du rapport qu'il y a entre la violation des mœurs et celle de la langue. Je n'en veux pour preuve que cette dernière phrase : « L'animal cha-« grin, féroce et avide, qui se cache sous « le cilice du moine, se réveillait avec son « instinct carnassier et son *fauve* appétit « de plaisir. »

Parcourez les romans de M. Hugo, même goût dépravé, même barbarie de style ! Vous trouverez non-seulement, dans sa NOTRE-DAME DE PARIS, de ces fautes de langue impardonnables, comme *orteil du pied* ou *similitude de goût*, mais encore à chaque page des fautes contre la décence, contre le bon sens et la morale. Ce sont ici des tours qui ressemblent à de *gros ventres déboutonnés* ; là, c'est une jeune vierge, *coupe de pudeur et de délices transformée en une sorte de gamelle publique*. M. Hugo se plaît à salir votre imagination, il aime à mettre sous vos yeux de hideuses et révol-

tantes peintures. Du reste, son cynisme ne va point au delà de celui des autres écrivains; et, dans sa verve impure, il ne fait qu'employer les combinaisons ordinaires de l'école romantique : scènes de mauvais lieu, prêtre impudique, maximes perverses, suicide et sacrilége.

Et ce sont ces écrivains sans pudeur, sans études, je dirais volontiers sans lettres, qui osent se donner pour les modèles privilégiés de toutes sortes de perfections! Ce sont de tels hommes qui prétendent devenir les réformateurs de nos lois, de nos mœurs, de notre littérature, et qui, en attendant, nous convient à l'admiration de leur gloire et de leur génie! Nous ne parlons, il est vrai, que de quelques écrivains; mais ce qu'ils ont imaginé pour détruire le sens moral de la nation, tout une école ne se fait-elle pas honneur de le soutenir? Ce qu'ils ont répandu d'abord de plus détestable, cent autres à leur tour ne le ré-

pandent-ils pas comme eux? Le romantisme se déborde; chaque année des milliers de volumes obscurcissent la raison publique et versent le poison dans toutes les classes de la société. Ah! ne cherchons pas ailleurs la cause des passions furieuses qui agitent notre siècle[1].

C'est dans les livres que le peuple gâte son esprit; c'est là qu'il puise le goût et la science du crime. Il n'est point de lecture aujourd'hui qui ne le décide au mal, et ne laisse dans son imagination des types de débauche, de meurtre ou de désespoir. Tel est le résultat de ces sceptiques doctrines que l'on a vu commencer, sous la restauration, par nier l'art et ses beautés[2]?

[1] Sans doute il faut encore attribuer à nos mauvaises lectures ce besoin d'émotions violentes qui fait aujourd'hui rechercher si avidement le hideux spectacle des cours d'assises. On y a ses places marquées, on s'y rend en foule d'une ville à l'autre et quelquefois de très-loin; bref, on court le crime.

[2] Il y a déjà quelques années que des hommes jaloux de la gloire de leur patrie prédisaient cette triste déca-

L'école peut désormais compter sur un plein succès. Comment cette opinion publique, qui n'a pas même su défendre les règles du goût, pourrait-elle revenir maintenant à des principes de morale et de justice que l'on travaille depuis si longtemps à renverser?

dence des lettres, avec toutes ses suites. Voici ce que nous trouvons dans un journal littéraire, *la Semaine,* que publiaient en 1824 MM. Victorin et Auguste Fabre, ces deux frères d'un savoir si grand et d'un goût si pur, dont le noble caractère surpassait encore les talents :

« Dieu veuille que je m'abuse, mais le jour n'est sans « doute pas loin où ceux qui sont allés d'abord nous « chercher en Allemagne la *Tragédie,* que Corneille avait « cru nous donner, ceux qui vont maintenant en Ecosse « nous montrer l'*Histoire* dans des romans, iront enfin je « ne sais où, pour terminer notre éducation, découvrir « l'*Art oratoire* dans quelque *prédicateur du saint Evan-* « *gile;* et ils abaisseront devant lui la tribune de Démos- « thènes et la chaire de Bossuet. Tout cela me paraît im- « minent, très-bien lié dans toutes ses parties, et quoique « inouï, inévitable. Que les amis du sens commun et « du goût se tiennent donc pour avertis : quelque genre « qu'ils cultivent, chacun d'eux aura son tour. Il se peut « que leur cause soit remise à huitaine ; elle peut même « être la dernière appelée; mais enfin, dans le grand *pro-* « *cès* intenté et suivi contre la raison humaine, leur acte « d'accusation viendra, etc. »

Et, comme si l'on eût craint que les romans ne menassent point assez vite au but, ce qu'ils offrent de plus dangereux à la lecture on l'a d'abord transporté sur le théâtre. Le faiseur de drames, comme le faiseur de romans, semble voué à la religion du forfait. Les prestiges de la scène ne sont entre ses mains qu'une nouvelle ressource pour faire descendre plus avant dans la société l'idéal de l'infamie.

Ainsi, dans ANGÈLE, M. Dumas recule encore les bornes de la séduction; il pose son modèle de manière à surpasser l'énormité même des plus grands vices. D'Alvimar est un industriel d'alcôve, un lâche et cupide scélérat, dont tout le talent consiste à savoir combiner ses habitudes de débauche avec des espérances de grandeur et de fortune. Une maîtresse comme la marquise de Rieux, qui ne saurait plus être utile à son avancement, il se jouera de sa tendresse, de son amour; il rompra

avec elle sans pitié. Ce misérable ne veut que des charges et des honneurs ; s'il se sépare de la marquise, c'est qu'il croit avoir besoin d'Angèle; s'il abandonne celle-ci pour sa mère, c'est que l'affaire lui semble encore meilleure. D'Alvimar représente au théâtre un des voluptueux bandits de l'école sceptique, un de ces effrontés contempteurs de nos croyances, qui ne déclament contre l'ordre social que pour nous piller, qui ne feignent d'avoir été dupes de la société que pour se donner le droit de lui faire la guerre. Vous savez d'avance où va fondre leur courroux! Ils n'épargneront ni la jeune fille innocente, ni l'épouse trop faible ; ils feront entrer dans leur vengeance le rapt et le meurtre, et conspireront de mille manières contre l'honneur et la fortune des familles.

Voilà tout juste ce que se propose d'Alvimar. De grossières amorces, un odieux enivrement lui suffiront pour séduire sa

victime en plein théâtre, sous les yeux d'un public qui ne sait plus malheureusement se faire respecter. Il n'y a point de temps à perdre pour déshonorer Angèle; sa mère devant arriver le lendemain, il faut dès ce soir employer ce que l'école appelle les moyens de *fascination*. Or le séducteur n'en connaît pas de plus sûr pour arriver à son but que d'effrayer d'abord une vieille tante de comédie qui veille sur sa nièce, et d'éteindre maladroitement ensuite la lampe qu'elle le priait de lever. Alors commence dans l'obscurité une scène vraiment dégoûtante, une scène d'étreintes et d'embrassements dont la situation se trouve suffisamment indiquée par ces mots entrecoupés : *Alfred! Alfred! grâce.... Ah....! je meurs*, etc., etc.

Au surplus, il n'est personne qui ne sache fort bien ce qui doit arriver lorsque Angèle entre dans l'alcôve, qu'elle passe sa tête entre les rideaux pour souffler la

bougie, et qu'on entend au même instant où la toile tombe un léger bruit à la porte du cabinet. N'a-t-on pas entendu dire à Alfred : « J'ai vingt-quatre heures devant « moi, et j'ai une double clef de l'apparte- « ment? » Que s'il était possible de conserver quelque doute, ce ne saurait être d'ailleurs pour longtemps. Les règles du théâtre, tombées en désuétude comme toutes les autres règles, ne sont ni mieux comprises ni mieux observées que celles de la morale. Or, le public, franchissant d'un acte à l'autre un intervalle de neuf mois, se trouvera bientôt, et sans sortir de la salle, témoin de l'heureux accouchement d'Angèle, qui se croit encore adorée au moment où d'Alvimar est sur le point d'épouser sa mère.

Dans le nouvel essor qu'ont pris ces écrivains, dans leur haine mortelle contre toutes les entraves, rien de ce qui tient au bon ordre ne sera épargné. M. Alexandre

Dumas va maintenant nous montrer comment un bâtard se venge des préjugés qui blessent son orgueil, et s'élève au-dessus de l'opinion publique, chargée de veiller au maintien des mœurs. Antony est un de ces forcenés romantiques qui marchent le poignard à la main et le désespoir dans l'âme; c'est un de ces héros *humanitaires* qui placent le beau idéal dans l'enivrement des passions féroces, et n'admirent le génie que par les plaies qu'il fait à la société. N'ayant point, selon ses propres paroles, un monde à lui, ce martyr de la vieille civilisation a été obligé de s'en créer un; il lui faut d'autres douleurs, d'autres plaisirs, et apparemment aussi d'autres crimes. Il avoue sur la scène qu'il se détesterait du jour où un homme le forcerait à l'aimer; qu'il a rêvé de grève et d'échafaud; que ce n'est pas un mot qui l'arrête... suicide! D'ailleurs Antony est un de ces hommes auxquels on ne résiste pas, un véritable

fascinateur qui dira à la malheureuse Adèle !
« Partez, fuyez, restez, vous êtes à moi,
« Adèle !... à moi, entendez-vous. Je vous
« veux, je vous aurai... Il y a un crime
« entre vous et moi... soit, je le commet-
« trai... Adèle, Adèle, je le jure par ce
« Dieu que je blasphème ! etc. »

Et, en effet, Adèle, qui sent le besoin de fuir cet homme, Adèle, qui ne connaît pas de meilleur moyen que de se sauver dans les bras de son époux, quitte son hôtel et part secrètement pour Strasbourg.

Mais, inutile espoir ! Antony poursuit sa victime, vole sur ses traces, la gagne de vitesse, et s'arrange de manière à la forcer de passer la nuit au dernier relais. Adèle, faute de chevaux, va coucher à la poste d'Ittenheim ; et le bâtard, avant qu'elle arrive, aura eu le temps de choisir la chambre qui convient le mieux à son dessein. Tout le commencement du quatrième acte n'offrira donc que de lâches combinai-

sons, que d'infâmes préparatifs de viol et d'adultère, prélude de cette épouvantable scène où Antony paraît sur le balcon, casse un carreau, passe son bras, ouvre l'espagnolette, entre vivement et va mettre le verrou à la porte. Alors la malheureuse Adèle sort tout effrayée du cabinet où est son lit, et le spectateur voit Antony, qui crie silence, la prendre dans ses bras, lui mettre un mouchoïr sur la bouche, et l'entraîner dans le cabinet. Et la toile, pour ainsi dire complice, tombe en ce moment; et elle tombe pour ne se relever qu'à Paris, dernière station de ce drame voyageur, qui nous montrera de nouveau Adèle dans les bras de son amant, et celui-ci, pour dernière preuve d'amour, lui donnant un tendre baiser et un grand coup de poignard.

Changez de théâtre, si vous voulez; changez de pièces et d'auteurs, vous ne changerez que d'absurdes et infâmes

conceptions. Après l'immoralité calculée du *drame social* viendront les horreurs du *drame historique,* avec son système complet de lâches calomnies et de grossiers mensonges. Car c'est principalement dans ce dernier genre d'ouvrage que se surpasse le romantisme et que respire toute l'ignorance et la mauvaise foi de notre époque. Ainsi, d'un prince aimable et spirituel, de François Ier, on en fera, dans *le Roi s'amuse,* un roué de bas étage, un libertin crapuleux et déhonté. Ainsi, d'une reine fanatique, mais de mœurs sévères, comme Marie Tudor, on en fera une espèce de femme galante; sans respect pour sa mémoire, et sans paraître même se douter que l'on commet une méchante action.

Et cependant, que pouvons-nous dire de ces pièces, qui ne s'adresse avec bien plus de force encore à LUCRÈCE BORGIA, cet odieux inventaire de meurtres et d'incestes, où l'on a trouvé le moyen d'ampli-

fier tous les vices et tous les crimes ? Personne sans doute ne croira qu'un moine soit plus que nul autre homme à l'abri de faillir ; mais que pensez-vous d'une scène de forfaits qui suppose la connivence de tout un couvent? Que vous semble du rôle de ces religieux que l'on fait si gratuitement complices de Lucrèce Borgia, et qui viennent sur le théâtre, *croix en tête et torche en main,* chercher ceux que la princesse empoisonne? Du moins ne fallait-il pas nous les montrer plus avides que la mort même, et devançant au milieu d'une sinistre orgie l'effet du poison! car c'est au moment où les jeunes seigneurs boivent et se réjouissent, lorsque l'ivresse, toujours croissante, provoque à la ronde les chansons de table, qu'on entend aussi commencer au dehors les chants religieux. Les moines répondent de loin aux convives par des versets sacrés, et psalmodient, à mesure qu'ils approchent, ces paroles mena-

çantes et moqueuses : *Oculos habent, et non videbunt; nares habent, et non odorabunt; aures habent, et non audient.* Ils poursuivent d'une voix plus forte encore : *Manus habent, et non palpabunt; pedes habent, et non ambulabunt,* et ne se taisent que lorsque les convives font entendre à leur tour ce couplet bachique :

Au buveur, joyeux chantre,
Qui porte un si gros ventre,
Qu'on doute, lorsqu'il entre,
S'il est homme ou tonneau.

Mais ce sont les moines qui se chargent du refrain ; ils entrent, et s'emparent de la scène, en chantant à haute voix : *De profundis clamavi ad te, Domine!* Puis, ils défilent sur l'ordre de Lucrèce Borgia, se rangent des deux côtés du théâtre, et laissent voir cinq cercueils couverts chacun d'un drap noir.

Or, la princesse, pour terminer cette lugubre parade, annonce à ses hôtes épouvantés qu'il n'y en pas un d'eux qui ait encore une heure à vivre; et vous remarquerez qu'elle profite de ce court intervalle pour leur faire impitoyablement admirer les ressources et la puissance de son génie. « Ah! mes jeunes amis, dit-elle, vous ne « vous attendiez pas à cela! pardieu! il « me semble que je me venge. Qu'en dites-« vous, messieurs? Qui est-ce qui se con-« nait en vengeance ici? Ceci n'est point « mal, je crois! Hein? Qu'en pensez-vous? « pour une femme! » Et, mêlant bientôt une profanation nouvelle à ces burlesques adieux, elle ajoute : « Mes pères, emmenez « ces gentilshommes dans la salle voisine « qui est préparée, confessez-les, et profitez « du peu d'instants qui leur restent pour « sauver ce qui peut être encore sauvé de « chacun d'eux. — Messieurs, que ceux « d'entre vous qui ont des âmes y avisent.

« Soyez tranquilles, elles sont en bonnes « mains. Ces dignes pères sont des moines « réguliers de Saint-Sixte, auquels notre « saint père le pape a permis de m'assister « dans des occasions comme celle-ci. »

Ce n'est pas seulement l'immoralité monstrueuse du théâtre romantique que nous avons à déplorer, mais encore la bassesse des expressions qu'il emploie, ses insipides jeux de mots, ses lourdes et grossières plaisanteries. De notre scène française où brillait jadis un goût si pur, se répandent maintenant ces paroles indécentes, ces termes barbares ou inintelligibles qui corrompent à la fois les mœurs et l'instrument même de la pensée. Pour s'en convaincre, il ne faut que voir l'impertinente suffisance avec laquelle on donne au public pour bons mots et traits d'esprit les plus plates sottises. A cet égard le drame a fait ses preuves, et l'on pourrait, sans sortir de la pièce dont nous parlons,

en citer une foule d'exemples. Ainsi, que Lucrèce dise à son fidèle confident : « J'ai « hâte de laver ma renommée, d'effacer les « taches de toutes sortes que j'ai partout « sur moi ; » celui-ci va répondre par cette délicate apostrophe : « Madame, sur quel « ermite avez-vous marché aujourd'hui? » Qu'il soit question de quelque aventurier, de quelque malheureux bâtard, et l'on avertit d'abord que c'est « un homme, sans « père ni mère, dont on ne connaît pas les « bouts. » Que la Borgia se querelle avec son époux, et le prince s'écrie tout furieux : « C'est assez de honte, et d'infamie, et d'a- « dultère comme cela ! il est temps que je « venge mon honneur et que je fasse *couler* « autour de mon lit un *fossé* de sang! » D'ailleurs vous saurez que certain gentilhomme n'a point l'esprit assez galant pour faire se « becqueter deux rimes au bout « d'une idée ; » que « dans la bouche d'une « femme *non* n'est que le frère aîné de *oui* ; »

et puis encore cette réflexion lumineuse, à propos de *tirer le diable par la queue* : « Il « faut que la queue du diable lui soit sou-« dée, chevillée et vissée à l'échine d'une « façon bien *triomphante* pour qu'elle résiste « à l'innombrable multitude de gens qui « la tirent perpétuellement ! »

Je ne veux plus citer qu'un seul exemple de cette barbarie de langage, mais un exemple qui, laissant bien loin en arrière tous les progrès de l'école, montrera d'abord jusqu'où peuvent aller les derniers excès du mauvais goût. Que nous sert d'avoir eu tant de grands poëtes, tant d'illustres tragédiens, si la France ne sait admirer aujourd'hui que des vers ignobles, et n'applaudit plus que des chefs-d'œuvre comme *Ruy-Blas ?* Je feuillette au hasard cette pièce, et voici les beautés que je rencontre :

LA REINE.

J'ai besoin de tes yeux, j'ai besoin de ta voix.

RUY-BLAS.

O madame! achevez! vous m'emplissez le cœur!

. . . .

RUY-BLAS.

Il peut entrer, sortir, dans l'ombre s'approcher,
Et marcher sur mon cœur comme sur ce plancher.

. . . .

DON CÉSAR.

L'homme, mon cher ami, n'est que de la fumée
Noire, et qui sort du feu des passions. Voilà.

. . . .

RUY-BLAS.

Ange adoré!
Pauvre ange! il faut mourir, mourir désespéré!
Sa robe où tous les plis contenaient de la grâce,
Son pied qui fait trembler mon âme quand il passe,
Son œil où s'enivraient mes yeux irrésolus,
Son sourire, sa voix..... Je ne la verrai plus!

. . . .

RUY-BLAS.

Voilà! — L'Europe, hélas! écrase du talon
Ce pays qui fut pourpre et n'est plus que haillon!

. . . .

DON CÉSAR (à don Salluste).

Vous êtes un fier gueux!

L'école romantique à ces traits reconnaît le sublime; essayons actuellement de

donner une idée de son style pittoresque.

Vous souvient-il, marquis? oh! quel enfant prodigue!
Comme il vous répandait les pistoles sans digue!
. . . .
C'était un drôle
Qui changeait tous les jours de femmes, de carrosses,
Et dont la fantaisie avait des dents féroces.
. . . .
Madame, sous vos pieds, dans l'ombre, un homme est là
Qui vous aime, perdu dans la nuit qui le voile;
Qui souffre, ver de terre amoureux d'une étoile;
Qui pour vous donnera son âme, s'il le faut;
Et qui se meurt en bas quand vous brillez en haut.

Vous noterez encore le portrait de Lucinda,

Blonde à l'œil indigo.

Puis:

Un cabaret qui chante au coin d'un carrefour.

Puis :

. . . . Une duègne, affreuse compagnonne,
Dont la barbe fleurit et dont le nez trognonne.

Pour peu que les personnages de cette

pièce tinssent à parler français, don César dirait-il à don Guritan :

. . . Je vous plains *énormément*, mon cher ?

Dirait-il à don Salluste :

Vous tramez quelque histoire effroyable !
Mais je dérange tout, pas vrai, dans ce moment !
Je viens au beau milieu *m'épater* lourdement ?

Et don Salluste dirait-il à Ruy-Blas :

. . . Je vous veux faire un destin *plus large* ?

Et Ruy-Blas à son tour dirait-il :

. . . D'un régiment toute bande *se double*.
Sitôt que la nuit tombe, il est une *heure trouble*
Où le *soldat douteux* se transforme en larron ?

Enfin ne serions-nous pas privés de cette dernière tirade et de son beau désordre, au milieu duquel Ruy-Blas, parlant

à lui-même, prend, comme Lélia, les bêtes fauves pour des bêtes féroces :

Je suis un lâche, et puis c'est stupide ! eh bien, quoi !
C'est un homme méchant. Mais que je m'imagine
— La chose a sans nul doute une ancienne origine —
Que lorsqu'il tient sa proie et la mâche à moitié,
Ce démon va lâcher la reine, par pitié
Pour son valet ! *Peut-on fléchir les bêtes fauves ?*

Aux yeux de l'écrivain romantique, vous le voyez, il n'y a ni termes vils ni basses expressions. Le burlesque est pour eux le sublime, et les nobles et grandes pensées ont vieilli comme Racine et Boileau. C'est tout juste ce qu'ils appellent la RENAISSANCE; considérant apparemment comme un progrès la difformité de leur style, et comme la restauration même des lettres, les atroces comédies et les obscènes parades qu'ils sèment sur nos théâtres. Tel est parmi nous le triste état de l'opinion publique,

que le vice, pour se déguiser, ne croit même plus avoir besoin de recourir aux prestiges de l'art.

CHAPITRE VIII.

Le romantisme, qui s'était d'abord couvert du masque de la Restauration, se fait révolutionnaire et impie.—Son style s'introduit avec ses doctrines dans la politique — Perversité systématique d'une secte qui, non contente d'inspirer le goût du crime, travaille à énerver de plus en plus les lois et la justice.

—

Ce qui ne laisse pas d'être encore plus misérable, c'est de voir qu'à la tête d'une école si profondément ennemie des anciennes croyances, si prête à dénigrer

actuellement les rois et les prêtres, se trouvent tout juste les mêmes écrivains romantiques dont le principal talent consistait, sous la restauration, à chanter le trône et l'autel. Et les poëtes qui alors éclataient au seul souvenir des profanations révolutionnaires, qui tournaient le mieux une tirade contre l'immoralité de la France et son ingrate folie, sont précisément ceux qui montrent aujourd'hui le plus d'empressement à détruire ce que l'on appelle traditions, règles ou principes. Ils semblent avoir hâte de regagner le temps perdu, ce temps que M. de Lamartine consacrait à ses pieuses MÉDITATIONS, tandis que l'auteur de *Lucrèce Borgia* célébrait les miracles de Reims et le baume de la sainte ampoule. Maintenant que M. Hugo s'est fait homme du progrès et grand contempteur de l'ancienne France, non-seulement, j'en suis sûr, il ne voudrait plus nous effrayer du *bouleversement des choses,* mais il se croirait

sans doute obligé de défendre contre son zèle d'une autre époque :

. . . . Ces tyrans populaires
Attaquant le passé comme un vieil ennemi [1].

Car tel était le langage que tenaient ces messieurs pour courtiser la bonne cause dans ses jours de triomphe [2].

Loin de moi, du reste, l'idée d'imputer à cette pauvre restauration l'odieuse et fatale doctrine des romantiques. Je veux seulement dire que c'est en ce temps qu'ils ont, sous le masque de dévotion qui couvrait tant de visages, commencé à flétrir leur propre patrie, et à ravaler la gloire de la France en insultant ses grands

[1] LE SACRE DE CHARLES X, ode, par Victor Hugo.

[2] De pareilles contradictions ne nous étonnent point. M. Hugo, qu'on a vu depuis chanter si pompeusement la colonne de la place Vendôme, n'avait-il pas fait, au retour des Bourbons, ce fameux quatrain sur la statue de l'empereur qui la couronnait ?

Si le sang qui coula pour assouvir ta rage,
Autour du monument se pouvait amasser,
On le verrait bientôt atteindre ton image,
Et tu boirais sans te baisser.

hommes et sa littérature, comme ils attaquent présentement les mœurs et l'ordre social tout entier.

Cette secte n'a, dans le fond, ni drapeau, ni parti politique; mais elle se forme de tous les amis du désordre, de tous les apôtres de la licence, de quelque camp qu'ils viennent. Ce sont ces écrivains que vous connaissez, tachetés de mille opinions diverses. Ce sont les doctrinaires eux-mêmes, les fouriéristes, les saint-simoniens, et une nuée d'esprits turbulents dont l'insatiable orgueil poursuit et veut consommer la ruine de tout ce qu'avaient édifié la sagesse des temps et l'autorité du génie.

Or, il ne sera point inutile de remarquer, au milieu de ce grand mouvement de dissolution, le progrès même que le romantisme a déjà fait en politique. Las apparemment de ne compter dans l'État que par les vers dont il assiégeait le trône, il a voulu jouer un rôle plus important et

sa fortune lui a ouvert d'abord la porte de nos assemblées délibérantes : ce dont on peut aisément s'apercevoir, d'ailleurs, aux termes hautains, aux expressions burlesques, aux phrases sonores et vides de sens que sème partout l'école sur son passage. Cette école ne reconnaît d'autre éloquence que la sienne, et elle met bien au-dessus de la langue de Bossuet ou de Mirabeau le français inintelligible et sauvage qu'elle s'efforce de transporter de ses misérables romans aux discours politiques de la tribune. Pensez-vous donc que M. de Lamartine ne s'admire pas lui-même lorsqu'il lui échappe quelque mot bien ronflant, quelque phrase à la *Jocelyn* ou à la *Daidha ;* comme de dire à ses adversaires qu'*ils ne font qu'organiser le chaos, pour gouverner avec la tempête;* ou qu'*ils jettent dans l'adresse la Pologne comme un remords au front de la Russie?* etc., etc. A la vérité, l'auguste compagnie devant laquelle il parlait n'a

pas d'abord compris ce que signifiaient des *conditions diminuantes,* ni ce que voulait faireentendre l'orateur par *une guerre qu'il ne croyait pas malsaine.* Mais, Dieu aidant, ce ne sera bientôt plus qu'une question de temps ou, si l'on veut, de décadence, pour que nos députés changent eux-mêmes leur dictionnaire et se familiarisent avec de pareilles beautés.

Ils ont d'ailleurs, pour s'y habituer, la rhétorique de M. Guizot, ses hardiesses de grammaire, et les grâces de son obscur langage. Ne s'est-il pas, le premier, servi à la Chambre de l'ignoble patois romantique que respirent ses ouvrages; des grands mots *gouvernementabilité, nécessités sociales, situations supérieures,* qui, tout en commençant notre éducation, nous préparaient à des traits d'éloquence tels que ceux-ci: « Moi, j'aime les monuments vi« vants, les monuments qui portent un « nom d'homme... Moi, je désire que tout

« ce qui sera fait de grand puisse se résu-
« mer, se personnifier dans de grands
« noms d'hommes, etc. »

Nous ne nous sommes, au surplus, condamnés à suivre sur ce nouveau terrain la langue romantique, que pour marquer la rapidité même de ses progrès et nous armer de ce nouvel exemple contre une dépravation de goût qui emporte nécessairement celle des mœurs et de l'esprit. Une fois qu'on a quitté le droit chemin, où s'arrêteront les égarements de la raison? Qui ne sait que l'erreur qu'on embrasse mène toujours à une erreur nouvelle? Et voyez comme toutes les extravagances s'enchaînent les unes aux autres! A peine sommes-nous brouillés avec le goût et la langue, que déjà l'on court à la tribune attaquer l'instruction classique[1], c'est-à-dire l'étude de tous les chefs-d'œuvre de l'antiquité,

[1] M. de Tracy.

et l'étude plus admirable encore des devoirs et des vertus sublimes dont elle nous a laissé de si parfaits modèles. Nous ne faisons non plus cas de son génie que de son austère patriotisme : ce ne sont maintenant que plaintes et déclamations contre un système d'enseignement qui a donné à la France deux siècles de grands hommes et une gloire immortelle.

Et cependant l'application du romantisme à la politique se manifeste chaque jour encore par de nouveaux symptômes de décadence. Ainsi on lui doit cette pitié toute passionnée qui s'étend indifféremment aux plus vils scélérats, cette stupide manie des absolutions, et cet esprit de vertige qui nous ferait volontiers récriminer contre les lois et la justice de notre pays. Car, dans sa poétique philanthropie, l'école romantique ne se contente pas de renverser l'échafaud, elle prétend encore tourner en ridicule la sévérité des magis-

trats et se moquer de cette incorrigible et brutale vertu que ne touche point l'héroïsme du crime. Mais, entre toutes ces déclamations contre la peine de mort[1], entre tous ces lieux communs débités en prose et en vers, on remarquera d'abord les gémissements de M. de Lamartine et les plaintives harangues dont il a fatigué les échos du Palais-Bourbon. Personne n'a poussé plus loin que le poëte député la fureur de la clémence.

Je voudrais pouvoir ignorer le but que se propose le romantisme. Mais enfin vous avez lu ses livres, vous connaissez les romans, les poëmes, le théâtre de ses écrivains. Et lorsque leurs doctrines ont allumé les plus funestes passions, lorsqu'elles semblent avoir comme répandu de tous

[1] Les lois qui condamnent un homme à mort vous semblent dures? Mais faites donc qu'en dehors de ces lois l'État puisse se conserver, et tâchez que votre modération et votre humanité ne causent pas elles mêmes un mal plus grand que la peine de mort.

côtés le goût du crime, c'est tout juste ce moment que prennent les romantiques pour ôter à la société sa dernière arme et son dernier moyen de défense. C'est quand il n'y a plus que ce seul remède au désordre qu'ils s'efforcent d'abolir la peine de mort. Aussi vous saurez pourquoi le viol, l'adultère, l'inceste, ont pris, de même que le suicide et la longue barbe, un caractère tout romantique; et vous ne vous étonnerez plus que le criminel, sur le banc des accusés, se défende, comme il attaque ou viole les lois, le texte de nos grands écrivains à la main. Il n'y a pas jusqu'aux maximes trouvées sur l'album du voleur et jusqu'à ses propres réflexions qui ne décèlent ses lectures favorites et les poëtes et les romanciers dont il est nourri. Triste et fâcheuse sympathie! qui seule devait suffire pour tuer l'école ou la secte qui a eu le malheur d'en être l'objet!

Hâtons-nous toutefois de le dire, c'est encore dans les classes inférieures que le sentiment de la justice conserve le plus d'énergie. Le bon sens naturel du peuple, au milieu de la guerre antisociale que l'on fait au libre arbitre, l'a, jusqu'à présent du moins, préservé des doctrines insensées d'une secte qui, ne reconnaissant ni bien ni mal, ni vice ni vertu, prétend mettre en la sauvegarde du progrès l'empoisonneur et le parricide. Le petit peuple vit sous des impressions de conscience, le petit peuple sait encore haïr et s'indigner ; et c'est pour cela que nous le voyons, sans doute, beaucoup moins enclin à ce déplorable esprit de romantisme qui pervertit de tant de façons diverses la destinée de la société.

Le pouvoir a été bien mal inspiré, ce me semble, d'élever aux charges et aux dignités les apôtres sans pudeur de ces fatales doctrines. Et cependant il pousse en-

core plus loin la sottise, lorsqu'il remet entre leurs mains sacriléges avec des chaires de professeurs une partie de l'instruction publique. Ce n'était pas assez que les portes du Luxembourg s'ouvrissent à la romantique philosophie de quelque cauteleux industriel de collége; que les disciples de Saint-Simon ou de Fourier entrassent au conseil d'État et dans la diplomatique; il a fallu qu'ils devinssent encore les instituteurs de la France et nos maîtres en sagesse.

Ajoutez d'ailleurs que, comme si l'on craignait de n'avoir point assez fait déjà pour le triomphe de la nouvelle école, on convie ses poëtes à la cour, on s'empresse à les fêter, on leur décerne des honneurs, des récompenses. Étrange bassesse! Alors nous les voyons loués par l'académie elle-même, par des suppôts de l'université, par ses plus hauts dignitaires. Tandis que celui-ci admire la prose de *Henri III*, celui-là

les vers de *Cromwell* ou d'*Hernani*, un autre pédant célèbre en termes pompeux les vertus et le mérite de l'auteur de Lélia, *esprit sublime*, dit-il, et *moraliste du premier ordre*. Puis certain ministre de l'instruction publique, s'imaginant apparemment que l'on donne un brevet d'immortalité comme une bourse au lycée, inscrit lui-même au tableau des hommes de génie M. de Lamartine, et proclame l'auteur de La Chute d'un Ange, *le plus illustre poëte vivant de son pays;* sans daigner même se souvenir qu'il est encore au monde un Béranger!

Or, voilà de quelle manière, à son tour, le gouvernement passe du côté de la décadence et méconnaît ou trahit son devoir pour entrer dans cet odieux complot formé non-seulement contre le goût et la morale, mais contre tous les principes d'ordre et de civilisation. Il paraît enfin si peu comprendre ce qui fait la force et la gran-

deur des États, que c'est tout au plus s'il n'insulte pas lui-même ces saintes maximes et ces généreux sentiments sur lesquels s'appuie la conscience publique.

CHAPITRE IX.

Politique corrompue de ceux qui se sont emparés de la révolution de 89. — Nos hommes d'État, dont la généalogie remonte aux thermidoriens, n'ont fait que continuer le gouvernement des *immoraux*. — Le pouvoir met toute sa force dans l'imposture, et ne réussit qu'à avilir le caractère de la nation. — Les abus remplacent les abus, le mensonge succède au mensonge ; si bien que la corruption finit par tenir lieu d'esprit public.

Si quelque chose peut expliquer une si triste décadence, c'est sans doute l'esprit de désordre qui, depuis cinquante ans, pervertit notre destinée. En proie à toutes sortes de malheurs et de bouleversements,

la France a vu l'état de crise devenir son état habituel; et, désespérant apparemment de faire cesser le mal, elle s'est arrangée d'abord pour vivre de son mieux dans le déréglement. Voilà comme elle laisse se prolonger à l'aventure cette interminable révolution qui, une fois sortie de sa route glorieuse, s'est jetée dans tous les artifices, et nous a donné le change sur tous les sentiments; voilà comme elle lâche la bride à tant de fausses idées qui nous gouvernent, à tant d'absurdes opinions, à tant de folles et pernicieuses doctrines qui n'ont d'autre règle que le hasard des circonstances ou la volonté capricieuse du pouvoir.

Et cependant, il faut le dire, la révolution francaise n'est devenue si funeste dans ses conséquences que par la mauvaise foi même de ceux qui ont prétendu réprimer ses excès; que par les indignes manœuvres de cette foule d'hommes d'État

qui, depuis cinquante ans, n'arrivent au pouvoir que pour écraser, sous le poids de la corruption, tous les sentiments élevés et les plus nobles impressions. C'est encore la politique des thermidoriens qu'ils suivent aujourd'hui; c'est encore à l'abrutissement du peuple qu'ils travaillent sous le nom de progrès; et ils n'ont jamais employé d'autre moyen pour se maintenir au pouvoir et former le noyau fatal de tous les gouvernements, qu'ils laissent ensuite périr quand il leur plaît. Ils savent tout ce que l'on peut faire d'un peuple qu'on a privé de ses mœurs, auquel on a inspiré le goût des lâchetés, et dont l'opinion même ne consiste plus qu'en un vil et honteux acquiescement à toutes les impostures.

De la manière dont on s'y est pris, l'esprit public, en effet, ne devait-il pas finir par être le bouclier des traîtres et des parjures, de tous les intrigants, de tous les hommes mal famés, de quelque part qu'ils

vinssent, de la restauration ou de l'empire, gens de lettres, gens de guerre, magistrats ou ministres? La même nation qui s'est laissée tant de fois déshonorer par le prince de Talleyrand, ne saurait montrer moins d'égards pour l'école de ce grand politique. Continuons de porter aux honneurs ses disciples fidèles, tous ceux qu'il a engendrés à une vie d'artifice et de légitime fourberie. Tenons-les pour grands citoyens ces habiles que n'enchaînent ni devoir, ni conscience, ni sentiment, et que nous pouvons suivre partout à la trace de leurs mensonges et de leurs bassesses. Hier démagogues furieux, et aujourd'hui soutiens encore plus furieux du trône, ne sont-ils pas la pépinière même de ces hommes d'État qui, ne prenant pour règle de leurs convictions que l'intérêt le plus vil, s'imaginent que, selon le temps et les circonstances, on peut être indifférem-

ment et tour à tour athée, déiste, musulman, chrétien et dévot.

Or, il faut que l'on sache où aboutit une pareille politique, c'est-à-dire à quel excès d'humiliation nous expose le triste privilége de ne croire plus à rien. On n'aura besoin pour cela que de considérer ce qui se passe en Afrique sous la domination française, sous un gouvernement qui ne se sert de la religion que comme d'un moyen, et prétend la mettre, ainsi que l'honneur et la vertu, au nombre de ces passions ou de ces fantaisies populaires, qu'une certaine prudence humaine oblige encore à respecter.

Selon son habitude, le pouvoir se montre d'abord incrédule et sceptique ; et, croyant sans doute par là gagner l'affection des vaincus, il envoie un de nos princes à Alger poser la première pierre d'une mosquée. Mais le bon sens des Arabes leur apprend à se défier d'un vainqueur sans

religion : ils méprisent notre lâche condescendance ; ils s'inquiètent de notre peu de foi. De sorte que, comme notre incrédulité pourrait augmenter les embarras de la conquête, le gouvernement change aussitôt de politique, se décide à faire preuve de croyance, et nomme un évêque en Algérie. Et ce que l'on n'eût point voulu faire en vue du ciel, on le fait actuellement par de vils motifs d'intérêt, dans un dessein de démonstration hypocrite, pour complaire aux ennemis et parvenir à les subjuguer plus facilement.

Au surplus, nos ministres eux-mêmes, gens plus déliés que bons comédiens, n'envisagent pas autrement les témoignages qu'ils donnent de leur piété novice. Je ne sais si vous vous rappelez le discours de M. Barthe, alors ministre de la justice et des cultes, sur la nécessité d'imposer dans nos conquêtes par l'apparence de la foi. « Il faut que nous ayons un culte,

« s'écriait-il. Les Arabes ne comprennent « pas qu'un peuple soit civilisateur, s'il ne « paraît pas avoir un culte. » Et cependant, pressé de revenir sur la même question, M. de Salvandy pousse encore plus loin, s'il est possible, l'ingénuité des aveux. « La chambre, dit cet autre mi- « nistre, se rappelle qu'il a été récem- « ment entendu et admis qu'il était néces- « saire, pour conserver nos possessions « d'Afrique, d'y établir la religion catho- « lique [1], etc., etc. »

Que ces hommes d'État se mêlent d'écrire et fassent des livres, et l'on est sûr de rencontrer d'abord dans leurs ouvrages le même système de mensonge et d'hypocrisie qu'ils portent à la tribune. Chaque page sortie de la plume de M. Guizot vous

[1] Il en est de même des soins que depuis quelque temps l'on s'empresse de donner à l'éducation des noirs. L'intérêt de nos colonies a fait encore ce miracle de charité.

en fournira des exemples frappants, quelque peine, d'ailleurs, que se soit donnée le ministre doctrinaire pour déguiser son scepticisme habituel. Aussi ne jugerons-nous pas autrement l'heureux accord que prétend établir ce rhéteur entre le catholicisme, le protestantisme et la philosophie. Alliance insensée, réconciliation perfide [1] ! où l'on ne saurait voir qu'un but politique et le misérable dessein de soumettre la foi aux intérêts matériels du pouvoir. C'est encore de la religion de mécréant, de cette espèce de religion officielle à l'usage de l'Algérie. Il faut, selon l'écrivain *gouvernemental,* que, « sans métamorphose et « telles que Dieu les a faites, ces trois puis« sances se respectent l'une l'autre et ser« vent loyalement le nouvel état social. »

Et l'on croirait à la probité politique

[1] « Une religion qui peut tolérer les autres, dit Mon« tesquieu, ne songe guère à sa propagation. »

de ceux qui se jouent ainsi de toutes les croyances! et l'on s'imaginerait qu'ils peuvent encore mettre quelque vérité dans l'application de nos institutions nouvelles, eux qui se moquent de leur propre conscience, de leur patrie, des hommes et du ciel! Ah! sans doute, il faut, pour s'aveugler à ce point, ne vouloir point ouvrir les yeux sur l'impudente variabilité de leurs opinions, ne vouloir se souvenir ni de quelle école ils sont sortis ni sous quels maîtres ils ont fait leur apprentissage. Leur passé politique n'est-il donc pas l'opprobre de la France? N'est-ce donc pas où commence la partie infâme de notre histoire, que vous rencontrez les premières intrigues et les premières défections du pélerin de Gand, M. Guizot, et les explosions d'*arbitraire* de M. le baron Pasquier, si cher maintenant aux amis de l'ordre constitutionnel, et les conspirations factices du ministère Decazes, couronnées

des plus horribles exécutions? Là, vous suivez à la lueur de son cierge le maréchal Soult; vous assistez à l'assassinat du maréchal Ney par ses vieux frères d'armes; vous assistez aux fêtes que donne au duc de Wellington M. Molé, ancien ministre de l'empereur et ministre encore depuis juillet, fêtes brillantes où madame Molé descend elle-même sur la scène. Et comme l'éloquence ne perd jamais ses droits, celle que prodigue au nom de juillet M. de Salvandy vous rappellera ses plus beaux mouvements oratoires de la restauration, lorsque, gourmandant le ministère Villèle de n'avoir pas su apprécier les *magnanimes vertus* de monseigneur le duc d'Angoulême, il s'écrie [1] dans un accès de fureur monarchique: « L'épée du dauphin, c'est la « croix de Bayard! »

[1] LE NOUVEAU RÈGNE ET L'ANCIEN MINISTÈRE, par DE Salvandy, 1824.

Ainsi marchent à la fortune les habiles qui ont le talent de contrefaire toutes les opinions et tous les dévouements. Ainsi s'est perpétuée la race politique de la grande école, cette race d'hommes sans croyances, qui partagent encore le pouvoir et les honneurs, après avoir béni le ciel pour tous les régimes et mangé le pain de toutes les tyrannies. Ce serait à se demander, en vérité, laquelle de nos deux révolutions nous devons regarder comme la plus fatale, ou de celle de 89 qui nous mena droit à l'empire, ou de celle de 1830 qui ne semble avoir été faite que pour encourager tous les genres de corruption et donner les invalides à toutes les trahisons.

C'est un grand malheur, lorsqu'une révolution qu'on avait entreprise pour réformer les abus ne sert elle-même qu'à en établir de nouveaux [1]. Non-seulement

[1] Un ministre n'a-t-il pas eu, dans ces derniers temps,

ceux-ci contribuent à prolonger le désordre, mais ils deviennent d'autant plus difficiles à détruire qu'on les a d'abord regardés comme des signes de progrès et d'amélioration. Rien ne coûte plus à l'esprit public que de revenir de ses erreurs, quand même il se verrait engagé dans des voies diamétralement opposées à celles qu'il prétendait suivre jusque-là. S'il en était autrement, et que notre siècle de lumières ne fût pas à son tour imbu des plus détestables préjugés, s'obstinerait-il donc ainsi dans de folles et pernicieuses doctrines qui ne lui semblent bonnes apparemment que parce qu'elles sont nouvelles, tandis qu'il dédaigne comme flétris et surannés les nobles sentiments et les vertus de nos pères? Il faut bien le reconnaître, la France n'a pu, sans ouvrir la porte à toutes les infamies, se jouer si souvent

la maladresse de dire, en défendant à la tribune les abus de son ministère, que tout abus avait son côté favorable.

de ses propres croyances, et trahir les intérêts et les principes même d'une révolution destinée au triomphe de la justice et de la vérité.

Tournez, au reste, de tous les sens le gouvernement constitutionnel; examinez-en tous les ressorts, suivez-en la marche et le progrès, et vous verrez s'il a jamais été pour nous autre chose qu'un système de fraude et de corruption. On sait avec quels transports de joie la France accueillit en 89 le doublement du tiers état; on sait aussi quelle persévérance mirent ses députés pour obtenir à la place du vote par ordre le vote par tête, sans lequel le doublement du tiers n'eût été qu'un triomphe dérisoire. Eh bien, que sont devenus sous la main du gouvernement constitutionnel ces premiers fondements de notre liberté? Quelle confiance voulez-vous que nous accordions à un pouvoir qui se dit fièrement l'héritier de deux révolutions démocra-

tiques, et qui commence par rétablir sous une autre forme le vote par ordre ou par caste de la monarchie absolue? Car n'est-ce pas, dans le fond, perpétuer l'insultante minorité du tiers état, que de prétendre soumettre notre chambre élective au concours souverain des deux volontés aristocratiques du trône et de la pairie? Pour celui qui ne veut pas être dupe des mots, c'est toujours l'ancien régime mettant deux poids contre un dans la balance du pouvoir.

Rien n'est plus difficile que de s'arrêter dans la route des abus. Je n'en veux pour exemple que le fatal entraînement de notre révolution, qui, après avoir conféré force titres et force grandeurs à ses jacobins, laisse actuellement s'établir parmi nous la plus odieuse de toutes les féodalités, celle des fonctions publiques. Toutes nos chaînes sont là désormais, toutes nos misères et toutes nos humiliations. Et il

faudrait être, en effet, bien aveugle, pour ne pas s'apercevoir que les charges et les dignités sont, entre les mains du gouvernement, de véritables fiefs qu'il donne à de lâches vassaux complices de sa tyrannie, à des vassaux engagés non pour la guerre, mais pour un service de honte et de corruption. Ne voilà-t-il pas une belle issue de notre grande réforme sociale!

C'est en vain que, dans une haute pensée d'unité sociale, l'ancien régime lui-même aura détruit les grands vassaux, aboli les grands fiefs, ôté jusqu'aux privilèges de ce qu'on appelait autrefois pays d'états. C'est en vain que la révolution, pour rendre la loi uniforme, aura brisé plus tard les anciennes coutumes, et privé de leurs noms mêmes les provinces qu'elle morcelait en départements. Tant et de si nobles sacrifices, fort mal appréciés de nos jours, pourraient bien ne mériter que les dédains de cette insolente politique de

comptoir, qui veut non-seulement réchauffer en France l'esprit de localité, mais ramener nos départements à des jalousies de provinces, à des rivalités de commerce et d'industrie. L'inquiétude où nous jettent maintenant de vils intérêts, et les passions misérables dont on se sert pour troubler l'État, font assez voir d'ailleurs combien il est facile de diviser une nation que ne tient plus unie l'esprit public, ce grand lien des empires.

N'est-ce pas une chose merveilleuse que l'impudence avec laquelle chaque gouvernement nouveau prétend se moquer du peuple? Jusqu'à présent leur secret a toujours été le même : changer de nom les abus, et faire des promesses de réforme qu'ils se proposent bien de ne tenir jamais. Pour eux, la grande affaire est de sauver du naufrage le pouvoir absolu, en laissant notre présomptueuse révolution rouler sur ses brillantes théories de progrès et de li-

berté. Ainsi l'on ne se sera débarrassé des entraves de l'ancien régime, que pour succomber à l'artifice des intrigues les plus basses; on n'aura bu deux fois à la coupe fatale des révolutions, que pour s'enivrer d'une folle et aveugle soumission, pour se prêter à toutes les perfidies du pouvoir, pour s'endormir enfin dans les mensonges et les chimères du gouvernement représentatif.

Cependant, cette imposture est l'arche sainte de notre temps! Nous devons croire à ce semblant de votes et d'élections sur lequel repose la liberté. Nous devons croire fermement avec nos hommes d'État que la nation a une charte, des droits, des représentants qui parlent et approuvent en son nom. Oui, sans doute, il est une France heureuse et représentée! mais non pas la nôtre, que je sache; non pas celle qui mérite encore nos respects et notre amour. Ne la confondons point avec leur

France à eux, avec leur France électorale de deux cent mille âmes; nation postiche, peuple de coulisse et d'opéra, qui se tient prêt pour tous les dénoûments, et n'attend, comme au théâtre, qu'un signal pour venir sur la scène apporter ses vœux et ses hommages et saluer tous les triomphes. Dans un pays où une si grossière illusion rencontre des dupes, où ce honteux compérage peut même figurer l'esprit public, il est impossible que la politique ne perde pas bientôt toute sa dignité. On n'y a plus besoin que d'une seule chose, d'un gouvernement qui sache jouer la comédie.

Un peuple qui vieillit dans les révolutions sans s'éclairer, montre par cela seul qu'il touche à sa ruine. Je n'en veux pour nous d'autre preuve que ce qui a été jusqu'ici preuve de décadence pour tous les États. Rien ne saurait désormais manquer à la nôtre; non pas même cette plaie hideuse des prétendants qui a tué l'empire

romain et menace de nous dévorer à notre tour. Quelle autre issue pouvait-on espérer d'une révolution si mal conduite dès le principe? d'une révolution où l'on a perpétuellement confondu le meurtre et le pillage avec la liberté; où il semble qu'on ne se soit mis d'abord en république que pour se donner ensuite le plaisir de changer chaque jour de princes et de dynasties? Le peuple, en faisant monter différentes maisons sur le trône, ne s'est-il pas volontairement exposé aux chances de leur retour, et n'a-t-il pas ainsi lui-même jeté dans l'avenir le germe de toutes les tempêtes? A la première révolution un peu sérieuse, nous verrions la pourpre se disputer dans les provinces l'honneur de nous sauver, et des quatre coins du monde accourir une foule de princes jaloux d'assurer à l'envi l'un de l'autre notre gloire et notre bonheur. De sorte que la patrie, déjà si malade, finirait infailliblement par s'en aller elle-même en

lambeaux, comme la succession au trône ou comme l'opinion publique morcelée de toutes parts et réduite au néant.

Je sais que, dans certains cas, une dynastie peut très bien être regardée comme l'image d'un principe. Mais ce qu'il faut éviter, c'est que le peuple ne les confonde ensemble, et ne rende à l'image le culte qui n'est dû qu'au principe seul.

N'est-ce pas après tout le pouvoir qui, lui-même, en faisant main basse sur les institutions et les principes, en les arrachant l'un après l'autre de l'aire sociale, a creusé l'abîme sur lequel penche maintenant la monarchie? En vain essaierait-on de réchauffer parmi nous l'esprit public : on l'a malheureusement trop bien habitué à l'indifférence, pour que dorénavant il puisse être d'aucun secours. Le pouvoir le sait comme nous ; et de là vient aussi qu'il a remplacé par la corruption tout ce qui était principe d'honneur et de probité. On n'a-

vise qu'aux moyens d'énerver le peuple, on le veut de plus en plus faible, et vil et méprisable. On parle à l'intérêt; on se hâte de nous faire gens de bourse et gens cupides, de peur apparemment de nous trouver quelque jour trop bons citoyens.

Le pouvoir s'est encore, dans le même dessein, prévalu de notre ambition, ou plutôt de notre stupide vanité, sans cesse excitée par l'appât des charges, par ces cordons et ces croix que la révolution enterra d'abord avec la monarchie, et qu'elle n'a pas craint de ressusciter au profit du despotisme. Tous nos gouvernements ont fait usage de ces insidieuses récompenses, et ils s'en sont si bien servis, que je ne connais point de monnaie dans le monde qui ait acquitté plus de dettes infâmes, payé plus de lâchetés et plus de trahisons. Est-ce donc à ce titre que ne saurait aujourd'hui s'en passer un homme d'État?

CHAPITRE X.

Il importe à la France de connaître ses hommes d'État. — La révolution de juillet devient entre leurs mains une école de brigandage. — Calamités d'un État où l'esprit public n'offre plus d'obstacle à la corruption. — De nos colléges électoraux et de nos députés. — Lâchetés au dehors comme au dedans du royaume. — Charges, honneurs, richesses, tout tombe dans l'avilissement. — Le scandale des fortunes mal acquises fait prendre en haine le principe même de la propriété. — Paris en proie à l'esprit de commerce et d'industrie. — L'ancien honneur français devient suspect au monde entier. — Nous nous familiarisons avec tous les vices, avec tous les crimes ; et le sens moral de la nation achève de s'éteindre au milieu des sectes et des fausses doctrines qui désolent la société.

—

Autant vaudrait pleurer une nation au tombeau que de la voir privée de cet esprit public qui est l'âme de la vie sociale, et

comme l'organe sacré de la raison des peuples. Autant vaudrait, pour un empire, n'être plus, que de languir dans l'humiliation où le font descendre les derniers excès d'une civilisation corrompue. Quelle que soit la source empoisonnée de nos misères, à quelque cause qu'on les veuille rapporter, toujours est-il que la France ne saurait maintenant sans rougir arrêter ses regards sur elle-même. Et ce que nous ne devons jamais perdre de vue, c'est que nous avons été continuellement dupes de la mauvaise foi du pouvoir; c'est que le pouvoir n'a jamais paru à la tête de nos révolutions que pour nous jouer et nous trahir. Bref, c'est encore le pouvoir qui, dans ces derniers temps, nous a infatué de toutes les chimères constitutionnelles, de toutes les illusions du gouvernement représentatif, le plus funeste et le plus perfide de tous les mirages politiques.

Que la France sache bien qu'elle ne

peut plus attendre son salut que d'une parole franche et loyale, que de la vérité dite dans toute sa force, sans réserve, sans contrainte, sans aucune de ces vaines considérations qui nous la font trop souvent dissimuler. Quels ménagements avons-nous donc à garder avec des hommes qui se sont mis à la tête de la nation pour la corrompre et la déshonorer? avec des hommes qui se disent nos maîtres, parce qu'on n'a pu lutter contre eux de mensonges et de bassesses? Peut-il d'ailleurs rester quelque doute sur le but que se propose le pouvoir, quand on voit ses conseillers intimes, ses affidés et ses propres organes se recruter parmi les avides suppôts des plus méchantes cabales? Ne rencontrerait-on pas encore dans les premières charges de l'Etat, et ceux qui ne servirent la restauration que pour la perdre, et ceux qui ne se sont déclarés ses ennemis que parce qu'elle ne les voulait point apparemment payer assez cher?

Elle est encore présente à ma mémoire cette glorieuse révolution de juillet, cette immortelle déception des trois journées, où nous vîmes d'abord se ruer sur les emplois la foule toujours grossissante des plus farouches tribuns, tous nos Spartiates de l'opposition constitutionnelle, tous ces vieux capitaines de l'école impériale, que quinze années de paix, disaient-ils, avaient ruinés. Puritains et carbonari, l'insatiable phalange ne songe plus qu'à réparer le temps perdu. Il leur faut des honneurs, il leur faut surtout de l'argent; et de toutes parts pleuvent les pots-de-vin, et se concluent d'indignes marchés, flétrissants pour le pouvoir et ruineux à l'État. Les industriels, les fournisseurs savent à quelles portes ils doivent frapper; personne n'ignore dans quel dessein le gouvernement se pique de tout changer et de tout remettre à neuf.

C'est une chose de fait, que les Romains

ont continuellement perfectionné leur manière de combattre, et n'ont jamais cessé d'emprunter des autres peuples ce qu'ils croyaient être d'un meilleur usage à la guerre. Mais on ne dit pas que leurs généraux changeassent à tout instant l'habillement et les armes du soldat, pour se donner l'occasion de faire de nouveaux marchés; on ne dit pas qu'ils vendissent aux ennemis les munitions de guerre et jusqu'aux munitions de bouche de leur armée.

Or, puisque nous en sommes venus à citer les Romains, il faut bien que l'on sache pourquoi leurs hommes d'État trouvèrent si longtemps dans l'opinion publique un appui que ne sauraient y trouver les nôtres. On admire encore la pauvreté sublime de leurs plus illustres généraux, guerriers et hommes d'État tout à la fois. On admire encore le désintéressement avec lequel ils embellissaient leur ville de ces

curieuses productions de l'art, que l'on s'entend si bien de nos jours à faire passer dans des galeries particulières. Et quand on pourrait oublier de si beaux exemples de modération et de vertu, comment d'ailleurs ne sentirait-on pas la différence qu'il y a entre ces sénateurs romains, qui se taxaient toujours plus haut que les autres, entre cette généreuse compagnie qui sut, même dans certaines occasions, affranchir le petit peuple de tout impôt, et nos hommes du pouvoir, pesant sur la nation de tout le poids de leur avarice, et une aristocratie de fonctionnaires publics qui n'a d'autre but que d'augmenter à son profit les charges de l'Etat ?

Lorsque le premier rang devient en quelque sorte le prix de la bassesse ; lorsqu'on n'y arrive que par l'intrigue et la trahison, avec la certitude de ne conserver le pouvoir que par des moyens odieux, il faut bien reconnaître que la corruption

nous est non-seulement venue des hautes classes de la société, mais de ceux-là même qui avaient en dépôt nos lois, la morale et la justice. Ce serait, en effet, une chose singulière, que des hommes qui doivent leur élévation aux plus méchants artifices, ne cherchassent pas encore à faire de la corruption la base et le soutien de leur gouvernement. Quel autre moyen ont-ils donc de remplacer la vertu qui leur manque? Quel repos, quelle paix osent-ils espérer, si ce n'est du progrès d'une gangrène qui leur livre la société faible et mourante, incapable de résister à leurs attentats ?

Ce n'est pas telle révolution, tel régime ou tel pouvoir qu'il faut accuser de notre perte, mais toutes nos révolutions ensemble et tous les gouvernements que, depuis un demi-siècle, nous avons subis. Ils ont si souvent eu recours à la perfidie; ils ont si bien su miner en France tous les senti-

ments forts, toutes les idées généreuses, qu'une fois la dernière digue de l'esprit public rompue, la corruption a dû se trouver maîtresse sur tous les points et disposer en souveraine de toutes les parties de l'ordre social. Il suffit d'un coup d'œil pour sonder ce chaos de malheurs et d'infamies.

D'abord, en examinant la chaîne des droits politiques, nous trouvons à la surface de la nation cette mesquine aristocratie des électeurs chargée par privilége exclusif de donner à la France des représentants. On sait de quelle manière les choses se passent dans nos colléges électoraux, où l'on ne choisit la plupart du temps, pour les envoyer à la chambre, que des amis ou des complices du pouvoir. Mais il y a une majorité qui décide, un budget qui tous les ans augmente de quelques millions, un peuple qui doit se taire et souffrir légalement; et on ne demande point d'autres

preuves de la bonté du régime constitutionnel.

Or, si, comme le dit Rabelais[1], la pratique de médecine est une farce jouée à trois personnages, le malade, le médecin, la maladie, il faut avouer que de notre temps nous connaissons une farce encore plus curieuse, je veux dire celle du gouvernement représentatif qui se joue aussi à trois personnages, et où le peuple, au milieu de ses longues souffrances, voit toujours le médecin s'entendre avec la maladie.

Vous savez comment se font les affaires de la France. Rien de plus simple que la marche d'un pouvoir qui n'aspire qu'au rôle de conciliateur. C'est tout juste par cette politique que sont aujourd'hui d'intelligence et ceux qui ont mission de fermer les plaies de l'État et ceux qui veulent

[1] Épître à Monseigneur Odet.

qu'on les laisse saigner à leur profit. La misère du peuple et son abaissement ont été résolus d'avance, et c'est en raison même du mal qu'on lui fait que pleuvent les honneurs et les dignités. Qu'espérer d'une chambre qui ne peut être regardée comme l'expression de la conscience publique ? Qu'attendre d'une majorité parlementaire que le pouvoir aura fait sortir de l'urne électorale, comme un escamoteur fait sortir de ses cartes ajustées la carte dont il a besoin ?

Toute assemblée élective qui se recrute par le moyen de faux électeurs et de faux éligibles, à l'aide de menaces, de promesses, de pensions, de charges et d'honneurs, ne peut que continuer par de nouvelles bassesses le scandale de son origine. Elle doit avant tout répondre à l'attente de ceux qui l'ont mise en œuvre, et ne s'effrayer point pour grande que soit l'infamie qu'on lui commande. Il faut qu'elle apprenne à vo-

ter des récompenses à la trahison, et passe en même temps sur de glorieux services à l'ordre du jour ; qu'elle reconnaisse des dettes honteuses, et refuse d'acquitter celles de l'honneur. Il faut qu'une pareille assemblée sache se donner à elle-même des démentis, et que, revenant contre ses propres résolutions, elle ne craigne point de défaire au scrutin secret ce qu'elle aura décidé par un vote public : toutes choses, du reste, fort naturelles dans l'état de décadence et d'odieuse servitude où nous sommes volontairement tombés.

Et si nous examinons ce qui se passe au dehors, c'est encore là peut-être que se fait le plus vivement sentir la honte de notre politique. De méchantes intrigues, de pernicieux desseins sont formés par ceux qui nous gouvernent. Rarement il sort de leurs conseils un ordre qui ne devienne pour la France un sujet de douleur et d'opprobre. Suivez nos diplomates dans les cours étran-

gères; suivez-les chez les peuples les plus éloignés, comme chez nos plus proches voisins, et dites en quel lieu de l'univers nous n'avons pas à rougir de quelque lâcheté! S'il y avait encore une France et une opinion publique, ce serait par la main du bourreau qu'il faudrait faire déchirer nos engagements avec les États-Unis, et nos traités de la Tafna et du Mexique.

Comment pourrait-on se rappeler de sang-froid tant d'indignités, tant de turpitudes, tant de prodiges de bassesse et d'infamie qui ont signalé le succès de nos armes en Afrique, ainsi que le triomphe de nos lumières et de notre civilisation? Quelle a été notre conduite depuis dix ans au milieu des Arabes? Que sommes-nous allés leur porter, sinon le scandale de nos mœurs; sinon des habitudes de désordre et d'impudence, et tous les raffinements

de notre avarice [1]? Oh! que l'on avait bien raison de donner à cette colonie le nom de nouvelle France! En effet, ne recueille-t-elle pas déjà le fruit de nos progrès? n'est-elle pas en possession de tous les avantages que lui peut procurer la politique de la mère-patrie? Non-seulement nous abandonnons nos amis, nous trahissons nos alliés, mais nous nous réconcilions lâchement avec un chef de brigands. Et la France reconnaît l'autorité de ce barbare; et elle lui dresse un trône, et livre à son cimeterre de malheureux transfuges qui n'eurent d'autre tort que de se confier à l'hospitalité de nos gouverneurs!

Il y a dans cette conquête d'Afrique une telle suite de crimes et de bassesses, qu'on

[1] On a poussé le pillage et la profanation à ce point que l'industrie, étendant ses spéculations jusque sur les cimetières, s'est mise à prendre sous les yeux mêmes des Arabes les ossements de leurs pères pour en faire du noir animal.

ne peut guère la regarder que comme une entreprise, ou, si l'on veut, comme un débordement de notre corruption. Si vous remontez à la cause de la guerre, ce sont d'abord des hommes d'État de la restauration qui se partagent les cinq millions que l'on devait au dey. Puis, à quelque temps de là, comme l'exemple était bon à suivre, de nouveaux héritiers du pouvoir procèdent à un nouveau partage des trésors de la Casbah. Ce qui n'empêche pas la foule des clients et des protégés, et tout le peuple fonctionnaire, de courir ensuite en Afrique pour y chercher fortune. Et, cependant, que feront-ils au milieu de cette Algérie que vient de dépouiller notre cupidité, chez des barbares qui n'ont à nous offrir ni tableaux, ni vaisselle d'or, ni pierres précieuses, ni riches madones? Rapportez-vous-en, pour trouver d'autres ressources, à nos habiles de l'administration. Ce sera dorénavant sur les glades,

sur les récompenses, sur toutes sortes d'emplois qu'ils spéculeront ; ce sera sur les malheurs de la colonie, sur la propre honte de nos armes, sur la détresse et l'agonie du soldat. Eh ! qu'importent la ruine et le désespoir d'une armée ? N'y a-t-il pas en France des *quitus* pour tout le monde ?

Comment redouterait-on au dehors la sévérité d'une métropole où depuis si longtemps la concussion est passée en coutume ; la colère d'une nation qui ne sait même plus s'indigner des excès de ceux qui la gouvernent ? Vous pouvez, entre mille autres exemples, vous rappeler ce procès fameux où succomba l'honneur d'un préfet de police. Dans cette seule affaire, que de sales intrigues, que de marchés infâmes, que de voleries, de rapines, d'exactions ! Et toutefois je crois sans peine ce magistrat, lorsque, pressé par l'accusation et faute de meilleures excuses, il prétend n'avoir fait que suivre l'usage administra-

tif de ses devanciers et des ministres eux-mêmes. Comme lui, nous savions que l'on crée tout exprès des charges pour la parenté de gens en faveur; et nous ne nous étonnons point de l'exemple qu'il cite, d'une place d'agent de change, sur laquelle on aurait imposé au donataire l'obligation de compter à un maréchal de France la somme ronde de cent mille francs. Ces faits, si honteux qu'ils soient, ne découvrent encore qu'une bien faible partie de ce qui se passe au fond de l'antre ministériel, dans ce cloaque où toutes les forces de la civilisation s'usent à donner aux plus grandes infamies une apparence d'ordre et de légalité.

N'oublions pas que dans cet odieux trafic d'emplois et de faveurs, ainsi que dans toutes les autres atteintes portées à nos institutions, nous voyons toujours figurer au premier rang les anoblis de l'empire. La chose est toute simple. De

nouvelles bassesses s'expliquent par l'entraînement de l'habitude et par la continuation en France de l'école impériale. Or, on saura que par cette école nous entendons tous les hypocrites de patriotisme et d'honneur national, tous nos prétendus chercheurs de gloire, tous ceux enfin que Bonaparte avait gorgés de biens pour les enlever à la patrie, et qu'on lui a bientôt enlevés à lui-même par l'appât de nouvelles richesses et de nouvelles grandeurs.

Aussi, quiconque voudra réfléchir sur l'usage que l'on a fait parmi nous des honneurs et des dignités, ne s'étonnera plus de l'avilissement où sont tombées de nos jours toutes les distinctions. Il n'est ni enseignements philosophiques ni enseignements religieux qui nous puissent jamais montrer la gloire de ce monde plus vile et plus misérable. Il faudrait, pour se faire l'idée d'une pareille corruption, remonter à l'époque où les honnêtes gens, à Rome, refusaient des

statues et les honneurs du triomphe.

Ce que l'on dit ici des grandeurs et des récompenses peut être également appliqué à l'éclat des richesses qui ne sert maintenant qu'à attirer la haine et le mépris à ceux qui les possèdent. On a vu trop de monde faire fortune par des moyens infâmes, pour que le peuple à la fin ne se soit pas mis en colère. C'est la mauvaise opinion que l'on a généralement des riches, qui fait que tant de gens aujourd'hui pensent à attaquer le droit même de propriété. On s'emporte contre un régime qui met en de si détestables mains le fruit sacré du labeur des peuples. On reproche à notre ordre social actuel la prospérité toujours croissante des intrigants et la scandaleuse fortune de ses privilégiés, hommes stupides pour la plupart, insolents parvenus dont la brutale ignorance[1]

[1] De notre temps, il n'est pas rare de rencontrer à Paris même des millionnaires qui savent à peine signer

suffirait pour salir et gâter tout un siècle.

Ce n'est pas la voix seule de la justice, mais l'intérêt même de la société qui demande que tout homme puisse améliorer son sort et parvenir de la plus humble condition au rang le plus élevé. Mais une loi non moins absolue veut aussi que ce changement de fortune n'ait lieu que d'une manière insensible, pour un petit nombre de citoyens à la fois, et à mesure que se fait leur éducation sociale. Car, de la brusque irruption des dernières classes du peuple, il ne saurait jamais sortir, comme nous l'avons vu de nos jours, qu'une race impudente, qu'une aristocratie basse et cupide, aussi mal instruite des lois de la bienséance que de celles de l'honneur, et tout au plus propre à dé-

leur nom; et l'on peut se figurer le ridicule personnage que font au milieu de l'opulence ces riches chez lesquels l'avarice le dispute à la mauvaise éducation.

truire, par son mauvais exemple, les mœurs et le caractère d'une nation.

Or, ce qui contribue surtout à augmenter le mal, c'est que Paris, le siége du gouvernement, Paris, le siége des sciences et des beaux arts, le centre des richesses, des affaires, des plaisirs, n'estimant point apparemment sa part assez belle, ait encore voulu rechercher la prospérité enivrante et l'orgueilleuse splendeur d'une ville de commerce. Il n'y avait tout juste que ce moyen pour achever d'éteindre cette générosité naturelle et cette délicatesse de sentiments qui distinguaient notre nation entre toutes les autres. Et, en effet, l'on peut voir comme, en un instant, la politesse et l'aimable bonhomie du vieux Paris ont fait place à l'impertinente arrogance qui forme le caractère distinctif de l'homme de bourse. C'est le banquier, c'est l'agent de change, c'est le dévaliseur en équipage, le monopoleur breveté et pa-

tenté qui décident maintenant de la mode et donnent le ton. Le commerce fait aujourd'hui les mœurs; et certes, à la fatuité bourgeoise qui nous a gagnés, à notre luxe révoltant et stupide [1], à nos conceptions burlesques et sauvages, il n'est que trop facile de reconnaître quels sont parmi nous les législateurs du goût.

Ne fallait-il pas, d'ailleurs, réfléchir qu'en ouvrant dans la capitale de nouvelles voies à l'industrie, on allait infailliblement surcharger du rebut des provinces une population déjà excessive? Comment ne s'est-on pas effrayé de cette volée de spéculateurs affamés qui s'abattent partout où l'on remue de l'argent? Comment n'a-t-on

[1] Il y a des chambres à coucher dont les patères sont ornés de pierres précieuses, et dont la tenture, tout en point d'Angleterre, vaut seule une somme considérable. Que l'on se figure par là les autres meubles : des secrétaires de 5 à 6,000 francs, des couches du même prix, et des pendules encore plus chères. N'a-t-on pas vu à l'exposition des mouchoirs de *deux mille* francs?

pas prévu l'irruption funeste de ces hommes aventuriers, de ces hommes d'intrigue et de mauvaise vie, que tient continuellement en haleine l'espoir du crime ? Et remarquez bien que je ne parle pas ici de la jeunesse industrielle, accourue des départements pour perfectionner à Paris son éducation mercantile. Exposée à tous les dangers de la séduction, n'est-elle pas maintenant une des grandes plaies de ce même commerce qu'elle flétrit et désole par ses rapines ? Qui peut dire le nombre des jeunes commis marchands qui viennent chaque jour se gâter à Paris, et sortent de la boutique, où on les entasse, pour aller au bagne achever leur apprentissage ?

A une époque où le vol et l'industrie se confondent ensemble, où le crime participe à toutes les entreprises, et touche, pour ainsi dire, par tous les bouts nos plus brillantes fortunes, on peut aisément se figurer ce qu'est en France le gros des

commerçants. Au contraire de l'ancienne féodalité, qui du moins formait des hommes robustes, de bons et vaillants soldats, l'aristocratie industrielle, vraie sangsue des peuples, ne laisse pour les besoins de l'État qu'une génération rabougrie, débile et rachitique. Nos hobereaux de comptoir veulent aussi la guerre, mais une guerre de concurrence, cette guerre de fraude et d'odieuse rivalité qui se fait sous le toit rigoureux de la mansarde, dans d'obscurs souterrains, dans des caves humides, ateliers infects où le pauvre use sa vie pour donner un rang à ses maîtres. C'est là qu'on énerve, qu'on abrutit et assassine le peuple-ouvrier ; tandis que sous les ogives dorées de la boutique se rencontrent tous les piéges que peut tendre la mauvaise foi d'un marchand qui vise à la députation ou à la pairie.

Et, à cet égard, ne convient-il pas de montrer les fruits que porte la science

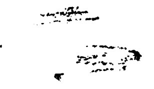
chez une nation qui n'a plus ni règle ni conscience publique. Targuons-nous un peu moins de nos connaissances perfides, de ces inventions et de ces découvertes nouvelles dont s'empare d'abord l'industrie pour tromper tout le monde. Par les services qu'on lui fait rendre, la science, de nos jours instrument de fraude et de crime[1], doit non-seulement tourner à notre honte, mais encore à la ruine des honnêtes gens. Ainsi je me demande ce que l'on a gagné au progrès de la mécanique ou de la chimie, sinon de voir le commerce se livrer à de plus habiles tromperies, et, par mille procédés nouveaux, dénaturer ou falsifier tout ce qui tombe entre ses mains, sans en excepter une seule partie de la nourriture de l'homme, sans en excepter même ces précieuses sub-

[1] Tel est le progrès de la science, que le gouvernement lui-même se trouve aujourd'hui dans la nécessité de recourir à la confection d'un papier de sûreté.

stances que l'on emploie journellement à sa guérison ?

Ce ne sont pas seulement nos colonies qui se plaignent du commerce de la métropole et de la trop grande habileté de nos spéculateurs, ce sont, en général, tous les peuples avec lesquels nous trafiquons. Si l'on veut s'enquérir de ce qui se passe aux bureaux de douane des autres pays, on saura que les caisses venues de France sont peut-être les seules du monde entier qu'un correspondant ne veuille recevoir qu'après l'examen public des marchandises qu'elles renferment. De sorte que ce vieil honneur français, déjà si suspect à tant d'égards, banni successivement de nos relations diplomatiques et de nos relations commerciales, finira probablement dans la suite par ne mériter non plus de confiance que la foi d'un Carthaginois ou les serments d'un Grec.

Les mœurs ne se gâtent point à demi ;



et l'on devait enfin prévoir le caractère de violence que prendraient les passions d'un peuple qui ne croit plus qu'à l'argent et au plaisir. La fortune a fait parmi nous de si étranges coups, qu'il n'est pas aujourd'hui de dessein funeste que l'on ne soit capable de rouler dans sa tête. Tout est dans la génération présente emportement de haine, colère, basse envie ; et ceux qu'un odieux manége a portés au premier rang, tout fiers de la pensée de nous éblouir, ne se sont pas aperçus que cette rapide élévation ne faisait qu'exciter l'audace et la cupidité de leurs rivaux. Car ces biens, que semblait interdire au peuple son humble condition, il les tient maintenant pour être à sa portée, et ne pardonne point que d'autres fassent leurs délices de ce qu'il ne saurait posséder lui-même.

Il est un point de corruption où les vices touchent à la folie, où le crime même s'exalte et tourne en délire. Et comme on

a mis depuis longtemps le principe du progrès dans le scepticisme et la licence, de là vient aussi que le peuple se laisse maintenant aller à cet esprit de débauche et de brigandage qui sans doute lui fait prendre pour des marques d'émancipation les plus grandes monstruosités. Mais que dis-je? Peut-être est-ce déjà juger trop sévèrement l'infanticide et l'avortement, et le viol et l'inceste, si communs de notre temps, et tous ces amours qui finissent par une tragédie et tous ces désenchantements qui aboutissent au suicide. En réfléchissant à la manière vraiment effrayante dont se multiplient les crimes, ainsi qu'à leur caractère de fureur et d'atrocité, on ne peut s'empêcher de reconnaître encore ici la triste influence de l'école romantique[1], de

[1] Consultez toutes nos statistiques criminelles, aussi bien les comptes rendus des corps savants que ceux de la justice, et vous serez vraiment effrayé de l'horreur des crimes qui se commettent et de la rapidité avec laquelle

cette secte criminelle qui ne cherche qu'à réveiller dans le cœur de l'homme de lâches et féroces instincts. Il faut, d'ailleurs, un étrange bouleversement dans les idées d'une nation, pour qu'elle en puisse venir

ils augmentent. Parmi les plus atroces, les uns s'élèvent au double, les autres ont plus que triplé; et de ce nombre il faut mettre le parricide et le viol sur l'enfance. Voilà ce qui fait aussi que, pour la première fois, la justice criminelle s'est vue dans la nécessité d'établir en même temps deux sections d'assises. Or il n'est guère de ces scélérats dont on vient à éplucher la vie en cour d'assises, qui n'aient d'abord figuré dans les rangs des romantiques, ou ne se soient au moins nourris de leurs livres infâmes. Quels que soient l'âge, le sexe, la condition des accusés, c'est toujours la lecture de la nouvelle école qui les a pervertis, et qui mène au bagne ou à l'échafaud ceux qu'elle n'a pas déjà portés au suicide. Enfin, on a vu des bandits, sur le point de se faire justice, prendre la peine d'écrire, avant de se donner la mort, pour appuyer du nom même de quelqu'un de nos dramaturges ce qu'ils appelaient le dénoûment du drame. Et, en ce moment, ils ne paraissaient encore préoccupés que du *ton romanesque* qu'une vie criminelle et une si triste fin allaient donner, disaient-ils, à *leur personnage*.

Le pouvoir, dans les voies où il s'est engagé, ne pouvait manquer de sourire à une littérature qui lui promet d'énerver par la débauche et la corruption la plus effrénée ce qui reste encore de vie morale dans le peuple.

non-seulement à s'argumenter en faveur du crime, mais à donner encore aux plus grands scélérats des marques éclatantes d'intérêt et de bienveillance.

Voilà la marche de la perversité humaine. Au surplus, rien ne prouve mieux que cette compassion absurde, que cette immorale et odieuse sympathie, à quel degré de honte et d'avilissement est descendue l'opinion publique. Il n'est pas à présent de monstre qui n'espère jouer un rôle, qui ne se pavane dans le crime, et ne compte sur l'horreur même de son forfait pour trouver place dans notre admiration. L'assassin a ses apologistes et ses flatteurs; on lui reconnaît une verve et des inspirations d'artiste; et comme on disait un beau poëme et un beau discours, on dit maintenant un *beau* meurtre, un *beau* crime. On veut savoir quels sont dans sa prison les faits et gestes d'un scélérat; comment il y passe son temps, s'il fait bonne con-

tenance, s'il rit ou s'il pleure. Après quoi, vous ne vous étonnerez pas qu'on lui fasse porter, comme à Lacenaire, force paniers de vin de Champagne, ou qu'on lui demande, comme à Fieschi, de ses cheveux et de ses autographes; sans pour cela négliger les mémoires et les portraits et mille autres petites marques d'intérêt que l'on se doit entre artistes et gens célèbres.

Contre l'infamie qui nous gagne, il n'y avait plus d'autre ressource que la sévérité des condamnations; il n'y avait plus d'autre remède que ces exemples terribles dont s'épouvante le cœur même le plus pervers. Mais les folles idées qui gouvernent maintenant l'esprit public se sont fait jour jusque dans le sanctuaire de la justice; et l'on sait par quelle application mensongère de la loi les jurés trouvent sans cesse le moyen de trahir avec leurs propres serments le devoir sacré que leur impose la société. On ne cite guère de verdict dont

le bon sens n'ait à rougir, qui ne soit entaché de mauvaise foi et rendu sous l'influence des plus absurdes doctrines. Le jury s'est fait à son tour jeune France et romantique; c'est-à-dire le fauteur aveugle de toutes les sottises nouvelles et l'imprudent ennemi de tout ce qu'on avait appelé jusqu'à ce jour morale, équité, raison. Il nie aussi la liberté de l'homme, rejette sur l'influence de certains organes nos vices et nos crimes, et, se plaçant continuellement au-dessus de la loi, s'étudie d'abord à éluder celle qui prononce la peine de mort. Partout règne une hypocrite philanthropie[1], une indigne et fallacieuse pitié qui ne tend à rien moins qu'à confondre toutes les notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste[2]. C'est l'anéantissement même

[1] Il n'est pas jusqu'aux charpentiers que ne gagne l'émotion romantique, et qui, protestant à leur manière contre la peine de mort, ne se mêlent de pétitionner et de refuser même leurs bras pour dresser l'échafaud.

[2] Un député, M. de Lamartine, n'a-t-il pas eu le cou-

du sens moral de la nation; c'est une lâche et odieuse capitulation de la conscience publique avec tous les crimes : dernier trait d'infamie auquel ne pouvait manquer de nous conduire cette fatale condescendance de l'opinion qui, depuis si longtemps, sert d'excuse à toutes les tyrannies, et garantit à toutes les usurpations le succès et l'impunité.

rage de débiter en pleine tribune des phrases comme celles-ci : « Le plus souvent le criminel est en délire; il « est poussé par une force illicite. Alors l'homme n'est « plus maître de lui : déjà, dans sa pensée, le crime est « commis, et l'intimidation de la peine de mort n'agit « pas sur sa démence, etc.? »

CHAPITRE XI.

Le pouvoir conspire lui-même l'abrutissement du peuple. — Les meilleurs remèdes se changent en poison. — De l'éducation des classes laborieuses. — De l'état du haut enseignement. — De la presse. — On fait des lois dans l'intérêt de la corruption.

—

Le mal fait des progrès d'autant plus rapides, que personne au fond ne se soucie d'y porter remède. Je ne croirai jamais que tant d'hommes qui se sont arrangés d'abord pour vivre de corruption, puissent

travailler sincèrement à la détruire. Ils ne sauraient se faire illusion sur le malheureux état de la France : mais ce qu'ils redoutent encore plus que sa ruine, c'est un changement de fortune et l'obligation pour eux de vivre en gens de bien. Aussi voyons-nous comme entre hommes d'État on use aujourd'hui d'indulgence, comme on se ménage, comme on se pardonne la honte et l'infamie. Eh ! qui donc sait mieux que le pouvoir lui-même s'affranchir de la règle et plier la morale à ses vues? Qui sait mieux verser le poison dans toutes les veines du corps social, et pratiquer l'intrigue et la mauvaise foi? Sans doute la politique a d'autres moyens de réussir ; elle peut employer plus efficacement encore l'honneur et la vertu ; mais cette recette, le pouvoir ne l'appliquera jamais de son plein gré.

Ainsi, par exemple, s'il est vrai qu'une bonne et solide instruction soit le premier

besoin des hommes en société, quelle idée nous ferons-nous de l'odieuse tactique qui laisse croupir dans l'ignorance les classes laborieuses? Que penser d'un gouvernement qui redoute moins l'abjection des peuples, que d'avoir affaire à leur intelligence? Je ne m'étendrai pas sur un malheureux système d'abrutissement dont chacun peut apprécier les suites funestes; mais c'est par le propre état des études, c'est par ce qui se passe au cœur même de l'enseignement, que je veux montrer d'abord la trahison du pouvoir. Je ne puis appeler d'un autre nom le monopole qu'il fait de l'instruction publique, et sa lâche condescendance pour des rhéteurs de parade dont nous payons si cher l'inutile célébrité. N'est-il pas le complice de tous ces pédants de collége, de tous ces ambitieux de Sorbonne, qui, désertant leurs propres chaires, les ont abandonnées à de misérables

doubles [1] dont il faut que se contente aujourd'hui la jeunesse trahie? N'est-ce donc pas le gouvernement qui, trop heureux de pouvoir compter sur la rare flexibilité de leur caractère, a permis qu'ils interrompissent leurs leçons pour courir après les charges et les honneurs? La tête leur a tourné; et c'est à qui d'entre eux sera maintenant conseiller d'État, ministre, ambassadeur, pair de France ou député. Comme si le modeste professeur qui s'occupe de former des citoyens pour l'État, ne méritait pas autant de sa patrie que

[1] Il n'y a que peu de jours encore que, pour justifier l'abus des suppléants, le ministre de l'instruction publique répondait à d'honorables députés que, *s'il n'y avait pas eu de suppléants, des talents nouveaux n'auraient pas été mis en lumière.* Puis, avec ce sentiment exquis des bienséances qui ne l'abandonne jamais, M. Cousin ajoutait : *Les hommes les plus distingués de l'enseignement n'auraient pas pu se faire connaître*, ET JE ME CITERAI MOI-MÊME ! La sottise peut dire de pareilles choses; mais elle ne les dit qu'où il n'y a plus d'opinion publique pour en faire justice.

celui qui siége au Luxembourg ou fait des lois au Palais-Bourbon !

Cependant, il reste assez de cours importants à suivre, pour que nous puissions prendre d'abord une idée juste de ce qui se passe dans l'enseignement. Parcourez nos écoles, assistez à toutes les leçons, et vous ne tarderez pas à vous convaincre que la science parmi nous est à l'état d'athéisme. Vous verrez qu'elle ne se croit profonde qu'autant qu'elle décrie les traditions anciennes; qu'autant qu'elle insulte ces dogmes sacrés qui sont la source des plus sublimes devoirs. Ainsi, aux abominables doctrines que laisse répandre l'université, on est obligé de reconnaître la corruption même du remède; et, en effet, un peuple qui rompt avec toutes ses croyances ne saurait longtemps conserver de bons et salutaires enseignements. Pour tout dire, la guerre que dans les hautes études on paraît avoir déclarée à la morale

et au bon sens, nous fait vivement regretter que ce qu'il y a encore de chaires en réputation ne soient pas, ainsi que les autres, déjà veuves de leurs professeurs.

Au surplus, rien ne prouve mieux jusqu'où va l'esprit de licence du corps enseignant, que l'audace avec laquelle ceux-là qui prétendent encore se défendre d'être matérialistes osent attaquer en face le christianisme et ses dogmes. Comme il n'y a pas de sottise que ne se soit chargé d'accréditer l'enseignement, on peut aussi le regarder comme une des sources où le romantisme a puisé son indigne tolérance pour le crime. Il faut lui faire honneur en partie de la mauvaise justice que l'on rend de notre temps, et du trouble qu'ont porté dans la conscience des jurés ses savantes folies [1].

[1] Cette phrénologie, si mal expliquée dès le principe; cette science du cerveau, si profondément immorale par l'application qu'en ont faite les romantiques, n'est-elle

Vous rencontrerez le mauvais enseignement jusque dans la solennité des funérailles. Vous le trouverez dans les inscriptions de la tombe et dans ces éloges en plein vent, que l'on ne prodigue à ceux qui en sont le moins dignes que pour s'encourager à suivre soi-même la route d'infamie qui les a menés d'abord aux richesses et aux honneurs. Car c'est par de pareils exemples, par des leçons de mensonge et d'hypocrisie, que nous avons remplacé les jugements solennels que l'Égypte prononçait sur ses morts. Nos mœurs à nous sont moins rudes, nous sommes d'une humeur moins farouche; et l'on ne saurait peut-être citer un misérable de quelque renom,

pas une véritable justification du crime par la fatalité, et le prétexte, sinon le motif, des plus révoltantes absolutions?

Enfin ne trouve-t-on pas dans ce dogme de M. Cousin de la *raison individuelle* mise à la place de la *raison publique*, la plus misérable des erreurs qui puissent amener la décadence d'un peuple?

dont nos éloges et d'éclatants témoignages de reconnaissance publique n'aient pompeusement scellé le tombeau. Que le peuple apprenne donc pour son éducation que dans un certain rang on est toujours honnête homme, que l'on peut comme ministre, comme ambassadeur, comme chef de nos armées ou de nos administrations, s'abandonner impunément à tous les désordres et commettre tous les crimes. Qu'il sache que l'on peut vendre sa patrie, ruiner le trésor, se faire un jeu de la trahison et de l'assassinat, sans en être ni moins grand ni moins honoré !

Il faut le dire, on ne saurait tout ensemble flatter les vices et sauver l'Etat. D'absurdes ménagements et une hypocrite indulgence sont précisément ce qui met aujourd'hui la France en péril. Tout blâme offense nos esprits délicats ; les plus justes reproches passent pour des injures ; et le bon ton, qui ne permet plus de rien prendre

au sérieux, se révolte d'abord contre ce qu'il appelle dédaigneusement des personnalités. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, c'est le vice accordant protection au vice; c'est la fausse délicatesse d'une société corrompue, mettant au-dessus des règles éternelles de la morale ses petites bienséances de salon et son goût dépravé.

Observez les hommes que l'on appelle aux affaires publiques, ceux qui depuis longtemps emportent la préférence, et dites s'il n'y a pas dans les choix que fait le pouvoir tout un enseignement de corruption. Sa main exercée manque-t-elle jamais de tomber sur quelque intrigant pour l'affubler de la livrée politique? N'est-ce pas aux plus vils instincts de cet homme, n'est-ce pas à sa perfidie toujours croissante qu'on le reconnaît pour un homme d'Etat? Dès lors son air capable et hautain vous apprend qu'on ne peut plus se passer de lui; et le nez au vent et flairant les com-

plots, il juge de l'opportunité des trahisons, se fait des amis parmi les conspirateurs, étouffe ou sert à propos la révolte, et n'a plus besoin, à chaque gouvernement qui change, que de changer lui-même sur son collier le nom et les armes du maître.

Il peut cependant arriver que l'homme auquel on a donné de si bonnes leçons quitte, pour courir à la fortune, les voies détournées, mais toujours sûres, de la légalité constitutionnelle. Or, je ne sais rien de plus curieux que la manière dont se conduit le gouvernement avec les fonctionnaires qui ont ainsi compromis leur autorité. Ce qu'il fait dans ce cas pour réparer le mal ressemble à tous les remèdes politiques de l'époque : c'est un nouveau scandale que l'on ajoute à tant d'autres, c'est une insulte de plus qu'on jette à la face de la nation. Car, s'il faut le dire, le pouvoir, dans sa feinte sévérité, ne songe qu'à éluder la punition que méritent les coupables; et,

toujours prêt à achever la fortune des siens, il ne les ôte d'une charge, où ils ont forfait, que pour leur en donner une meilleure, et les porter encore plus haut. Combien de grands personnages occupent aujourd'hui le premier rang, dont la rapide élévation n'a pas une autre cause !

Et lorsque nous voyons autour de nous tant de choses tomber dans l'avilissement, n'est-ce pas le dernier comble du malheur de n'en pouvoir excepter même cette redoutable puissance de la presse, que l'on regardait jusque-là comme un remède héroïque destiné à combattre tous les fléaux de l'humanité ? Où sont les bienfaits que nous lui devons ? Quels maux a-t-elle prévenus ? Quelles intrigues, quels complots a-t-elle déjoués ? Ce que l'on a dit de la langue de l'homme, on le peut appliquer encore à la presse ; on peut dire qu'elle est la meilleure et la pire chose qui soit au monde. Mais, de ce qu'un peuple qui con-

serve ses mœurs en aura fait un instrument de sagesse et de vertu, s'ensuit-il que nous la devions louer dans le cas contraire, lorsqu'elle célèbre le vice, et fait aller à tire-d'aile la corruption? Outre ce déluge de productions infâmes dont la France est inondée, nous l'accusons encore de l'espèce de vie politique qu'elle a donnée à une foule d'aventuriers, nés sous sa protection et redevables de leur crédit à ses bons offices [1]. Continuellement dupe de tous les semblants de patriotisme et de dévouement qui sont la fausse dévotion de ce siècle, la presse ne suffit déjà plus à

[1] Et notez qu'il ne s'agit ici ni de la presse *subventionnée*, ni de cette école littéraire des fonds secrets qui se trouve comme placée entre le bagne et l'Académie. On ne parle point de ces écrivains à gages, dont la principale affaire est de prodiguer des éloges aux ministres, gens d'honneur apparemment comme ceux qui flattent leur vanité; de ces écrivains auxquels on peut indifféremment commander un article de journal, une pièce de vers ou un rapport de police.

démasquer les hypocrites dont elle a fait la réputation ; et le soin même qu'elle apporte à rectifier ses jugements ne sert encore, il faut bien le dire, qu'à augmenter nos perplexités et notre aveuglement. Et cependant, telles sont les misères de notre situation, que, malgré tous ses torts, nous ne balançons pas à regarder cette presse indigne et profanée comme le dernier boulevard de nos droits, et le seul garant que nous ayons de la liberté individuelle. Je ne veux, pour preuve des services qu'elle nous rend, que la manière dont elle tient en respect le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, on peut déjà prévoir le moment où, la corruption gagnant encore du terrain, nous assisterons aux derniers efforts de la presse libre et désintéressée. A ne considérer même les choses que de ce point de vue, que n'a-t-on pas fait depuis un certain temps pour restreindre son utile censure, et l'empêcher de fouiller

la vie de l'homme public, qu'il nous importe à tous de connaître! C'est pour enlever à la presse le plus noble droit qu'elle puisse exercer, que l'on a mis à l'abri de ses coups le crime heureux et triomphant, et qu'on lui défend aujourd'hui de porter la lumière sur cet assemblage de bassesses et de forfaits que l'homme d'État peut désormais cacher au fond de sa vie comme en un impur cloaque. C'est enfin contre elle, et pour rassurer ceux qui se partagent les douceurs du pouvoir, que l'on a rendu ces lois exorbitantes, qui interdisent la preuve des faits, et ne permettent plus d'éclairer l'opinion publique. Aux yeux de la justice, la vérité maintenant est sœur de la calomnie.

C'est une chose de fait, qu'il n'est aucun des remèdes que l'on peut employer à la conservation du corps social, qui n'ait déjà perdu parmi nous une bonne partie de sa vertu. Personne ne l'ignore; et peut-être

que pour y suppléer, on compte beaucoup trop sur le hasard. Peut-être mettons-nous une trop grande confiance dans cette ardeur des passions révolutionnaires qui nous fit jadis opérer tant de prodiges. Pour nous, le temps des opinions sincères est passé; nous nous soucions peu maintenant des principes, nous n'aimons que ce qui sent le mensonge et la comédie. Ce qu'il nous faut, ce sont des apparences, ce sont des images trompeuses. Ainsi nous avons le système représentatif, mais point de représentation nationale; nous avons la théorie de la responsabilité, mais point de ministres responsables; le dogme de l'équilibre des pouvoirs, mais point de balance qui les égale. On dit que nous n'avons plus de maître, que la loi seule gouverne; et sans cesse la loi plie sous la volonté d'autrui. Que si de dégoût ou de désespoir on vient à se jeter dans de nouveaux bouleversements, ce sera vraisembla-

blement encore une crise à pure perte, une catastrophe tout aussi morale que les autres. Il ne faut pas, dans l'état où la France est tombée, confondre les longues et terribles convulsions de son agonie avec l'enfantement glorieux d'une révolution.

Il est vrai que pour se rassurer sur l'avenir on oppose à ces tristes symptômes de décadence l'inaltérable valeur de nos soldats, ce constant amour de la gloire qui les grandit encore au milieu de la corruption générale. Mais n'est-ce pas une remarque de Montesquieu [1], que dans Rome « les « vertus guerrières restèrent après qu'on « eut perdu toutes les autres. » Or, qu'on le puisse dire de nous comme on l'a dit des Romains, cela ne prouve pas que notre condition en soit meilleure; mais seulement que le mal qui emporte les États se reproduit à peu près partout avec les

[1] Grandeur et décadence des Romains, ch. x.

mêmes circonstances, s'attaque d'abord aux principales vertus, et provient éternellement des vices de ceux qui possèdent les richesses et le pouvoir.

CHAPITRE XII.

De la nécessité de faire des exemples. — Qu'il n'y a de salut pour la France que dans une politique d'expiation. — Le christianisme exige une autre forme sociale. — Il ne cessera d'agiter le monde jusqu'à ce que la justice et la vérité soient entrées dans nos institutions.

—

Je n'aime pas la doctrine de nos modernes publicistes; je n aime point ces affligeantes expressions, *force des choses*, *nécessités fatales*, etc., dont s'enveloppe maintenant une politique de rhéteurs. C'est un mauvais moyen pour nous corri-

ger que de rendre le hasard responsable de nos calamités. La vérité, qui nous fait remonter à la source réelle de nos malheurs, veut au contraire que nous en accusions un pouvoir infidèle qui, chargé qu'il est du maintien de l'ordre, laisse néanmoins périr les mœurs et les institutions, et s'éteindre la race entière des gens de bien. Eh! qui peut mettre en doute la cause de leur ruine? qui peut nier qu'elle ne soit le résultat odieux d'une alliance contractée avec les fripons auxquels ce même pouvoir semble dire : « Croissez et « multipliez, la terre vous appartient. » En effet, que l'on retire la main qui les soutient, qu'on les éloigne des affaires publiques, et vous verrez d'abord avec quelle promptitude changera la face des choses. Pour l'honneur de la France, comme pour son salut, frappez sans pitié tous ces artisans de corruption; n'épargnez aucun de ceux qui ont versé sur nous la honte et

l'infamie. Sondez l'abîme de leur mystérieux crédit, remontez à l'origine de leur fortune, et punissez avec éclat tant d'abominables trahisons dont la France a été victime.

Traitez de la même manière tous les abus; portez dans l'enseignement, portez dans les arts, dans les lettres, la même sévérité. Montrez au peuple qu'il n'est non plus permis de dépraver son goût ou son esprit que d'attenter à ses droits. Faites-lui voir que, comme les mauvaises doctrines font les mauvais citoyens, il est manifestement impossible que ceux-là soient ses amis qui corrompent ses mœurs et flétrissent sa gloire. Que la nation sache bien qu'où se trouvent les croyances religieuses, tous les nobles sentiments, l'honneur, la justice, l'amour de la patrie, de ce côté aussi sont les plus sincères amis du peuple, ceux qui veulent avec son bien-être sa grandeur et sa liberté.

J'ai connu bon nombre d'hommes d'État en ma vie, et, soit avant, soit après leur élévation, la plupart même de ceux que, depuis trente ans, l'on a vus figurer comme ministres ou ambassadeurs. En général, le peuple est dans une grande défiance des hommes qui le gouvernent; le peuple ne croit ni à la sagesse de leurs desseins, ni à leurs bonnes intentions, ni à leur droiture, ni à leur désintéressement : que serait-ce donc s'il les voyait de près ? Quoi qu'on fasse, l'autorité ne peut ressaisir son ascendant légitime qu'elle ne donne sur ce point satisfaction complète à l'opinion. Il faut, avant que le peuple reprenne confiance dans ses magistrats, qu'on procède à l'examen rigoureux de leur conduite, et que l'on sache effrayer par de terribles exemples ceux qui voudraient à leur tour briguer les charges publiques. Ce n'est pas apparemment le hasard qui a fait dire à Napoléon que dans cinquante ans la

France serait république ou cosaque. Mais cette prophétie se liait dans son esprit à l'idée d'une politique d'expiation, et sans doute au besoin d'une forme sociale qui permît de rendre à la justice toute son autorité. Comme il est de fait que la corruption ne s'arrête jamais dans sa marche, l'empereur aura dû nécessairement en prévoir le progrès funeste, et par conséquent l'alternative pour la France ou de se retremper dans la sévérité des mœurs républicaines, ou de se soumettre à ces hordes barbares chargées de l'éternelle mission de renouveler les peuples et les empires.

Peu m'importe d'où vienne notre salut. Je tiens pour le meilleur des gouvernements celui qui voudra faire droit à mes plaintes. Qu'il soit républicain ou monarchique : « Allons, vite la main à l'œuvre, « lui dirai-je, car cette pauvre France est « bien malade. Ne perdons point de temps, « et changez d'abord une politique toute

« de honte et de malheur. Débarrassez-
« nous d'un ordre social où la trahison se
« donne des airs d'habileté, où les plus in-
« dignes voies sont toujours les meilleures,
« où l'on affiche la bassesse et fait trophée
« de concussions et de brigandages. Cou-
« pez dans le vif; faites précisément le
« contraire de ce que l'on a fait *jusqu'ici* ;
« ne cherchez, pour les mettre en place,
« que des hommes de conscience, que des
« hommes d'une vertu solide, sages et in-
« tègres dispensateurs de la fortune pu-
« blique. Le tout est qu'ils ignorent com-
« ment on devient de nos jours un illustre
« politique, un grand homme d'État ou un
« grand citoyen. »

Que si l'on veut connaître ma pensée tout entière, on la trouvera dans les considérations suivantes, que je n'offre pas seulement ici comme la conclusion de mon livre, mais comme de salutaires avertissements qui dérivent de la nature même du sujet.

Soit, en effet, que l'on consulte l'histoire, soit qu'on interroge ses propres impressions, les maux qui affligent aujourd'hui la France sont de ces maux extrêmes contre lesquels la politique n'a point de ressources. C'est du moins l'opinion des hommes les plus sages, et je demande la permission de me ranger à leur avis.

Vraisemblablement il faut, pour nous corriger, quelque leçon qui se grave mieux dans notre mémoire que la fatale époque de 93, ce drame de sang si vite oublié par ses propres auteurs, par l'empire, par la restauration elle-même qui avait de si bonnes raisons pour s'en souvenir.

De même que ceux qui sortaient des derniers rangs du peuple n'avaient vu dans la révolution qu'une heureuse circonstance pour faire fortune, les hommes de l'ancien régime, en servant la restauration, ne l'ont considérée que comme un moyen de relever leur grandeur. Ils ne se sont mis en

peine ni les uns ni les autres des desseins de la Providence, qui sans doute ne permet pas que pour une poignée d'hommes on bouleverse les nations.

Ils ne savent donc pas que le monde est tourmenté d'une vérité que Dieu lui-même y a mise pour qu'elle devienne règle sociale et principe d'ordre. L'Évangile, depuis le temps qu'on le prêche, n'a-t-il pas dû porter à la fin ses fruits ? et peut-on s'étonner qu'un certain esprit répandu parmi les hommes prétende faire maintenant l'application du christianisme à la politique?

C'est par suite de la pensée chrétienne qui agite le monde que nous voulons qu'on nous traite en hommes libres et en frères ; et nous ne réfléchissons pas que l'on ne peut jouir des bienfaits du christianisme qu'autant qu'on a les vertus qu'il commande.

Détruire avec nos mauvaises passions, n'est-ce pas nous condamner à tourner

sans cesse dans le même cercle? On ne conquiert point la vérité par le mensonge. Pour arriver à la forme sociale chrétienne, il faut suivre d'autres voies que celles de l'ambition et de la cupidité.

Si le peuple est encore si loin du but, c'est que parmi nous les artisans de révolutions ne brisent les anciennes idoles que pour se mettre à leur place.

Qu'on détruise de bonne foi, c'est-à-dire avec un sentiment tout chrétien, ces institutions corruptrices que l'on nous apprend dès l'enfance à mépriser, et l'ordre et la paix renaîtront dans la société nouvelle. Mais jusque-là le christianisme, qui est dans le monde pour n'en plus sortir, ne fera qu'accroître la folie de ses ennemis, et creuser sous nos pas un abîme toujours plus profond.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

FIN DE LA TABLE.

